

la
Gueule



Supplément
4 pages

ouverte

Combat Non-violent

Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

R.F.A. LA PEINE DE SUICIDE RETABLIE



Il existe ce sentiment confus du besoin de victoires. C'est un peu le sens de l'immédiat. Marre de voir nos espoirs sans cesse repoussés aux calendes des élections. Nos motivations se renforcent dès qu'il y a désobstruction du désespoir. Seulement, comment, devant le peu de réussites tangibles de la non violence, n'en reviendrions-nous pas à cette bonne vieille tentation de la lutte armée? Si l'on en croit l'Histoire (et non nos propres fantasmes) cette dernière n'a guère résolu non plus, moult cadavres à l'appui, les situations conflictuelles! L'habitude, le confort intellectuel n'aident guère notre

imaginaire culturellement paresseux. Le terrorisme le réveille. Choc. Il vient nous avertir très précisément là où nous ne sommes pas. Il ne s'agit pas tellement de voir s'il a raison ou pas, mais de constater qu'il intervient dans un contexte de carences alternatives. Nous avons choisi en quelques articles d'interroger le terrorisme, peut-être pour mieux cerner la non violence ou les formes de luttes «autres». Bien évidemment, l'évènement du *Mac-Carthysme allemand* a déclenché ces pages. Ne va-t-on pas jusqu'à l'absurde de l'inculpation du père de la «suicidée» Gudrun Ensslin parcequ'il émettait des doutes sur le fameux suicide!

Pendant deux numéros (et davantage si nécessaire), nous présenterons, émaillés de lettres de lecteurs, des textes qui tentent de saisir cette significative radicalisation du système oppressif de l'Etat devant la violence marginale. Jean-Jacques de Felice, défenseur de Klaus Croissant, a bien connu le prétendu terrorisme algérien: il a bien voulu nous parler de l'affaire allemande. Dans un prochain numéro, J.M. Asselin, d'images en écrits, parlera de la R.A.F..

En fait, c'est plus sous forme de questions que se fermeront ces pages. Nous aurions dû réagir vite derrière l'évènement Schleyer, Mogadiscio, Stammheim. Journalistiquement, c'est impératif. La société du spectacle, et surtout la surenchère de l'intox générale des média nous imposait de réagir vite et collectivement. Nous ne l'avons pas tous fait. Nous ne trahisons personne en disant combien, ici, nous avons tous été blessés et que cette douleur, canalisée sur les morts de Stammheim, ne nous satisfaisait pas comme seule matière à article. Nous avons retardé la parution de l'article d'Arthur (voir page 2), écrit au lendemain du «suicide» de Baader et ses amis, parce que nous sentions que nous n'étions pas prêts à lâcher un cri, si justifié soit-il, sans rien à ses côtés. Est-ce une erreur? Peut-être, sûrement. C'est aussi un choix collectif.

Nous parlerons aussi la semaine prochaine des interdictions professionnelles en R.F.A., ainsi que du Tribunal Russel.

Klaus Croissant sera jugé. Un monde fou (espérons-le) aura manifesté pour sa libération le 15 novembre à Paris. Les passions, la douleur ne sont pas effacées: elles n'existent plus seules.

A Munich, Ingrid est morte pendue dans sa cellule. Dégueulasse.

Pour la G.O.-C.N.V.
J.-M. Asselin

L'aventure de la

Le monde occidental tremble parce qu'on a exterminé un ancien «nazi» qui n'hésitait pas à laisser crever des millions d'hommes du Tiers-Monde par son rôle d'économico-méricano-impérialiste. Et c'est la presse qui s'offusque, on aurait aimé la voir dans le même sens de horreur au moment de la mort de Vital Michalon. Évidemment, les hommes n'ont pas la même valeur : entre un nazi et un écologiste non-violent, ça fait deux poids deux mesures.

Depuis quelques temps dans un pays social-démocrate à dix kilomètres de l'Allemagne : la Hollande. Je peux ressentir et comprendre la violence des terroristes. A la limite, elle est légitime. Ce qui caractérise la social-démocratie, c'est l'ennui. Ici, il n'y a rien à découvrir, tout est à consommer. Civilisation repue sur le ventre gonflé des négros. Ou alors, pour passer le temps, casser le vide de l'habitude, on s'occupe des loisirs bidons, de la culture préfabriquée. Plus de traditions, plus de créations, plus de fêtes, plus de relations vraies, donc plus d'identité. On attend le fourgon mortuaire qui ira jusqu'à prendre même le mort. Ou encore, on se crée un exotisme...

Nombreux sont les gens qui se conforment, subissent et se satisfont amèrement de ces gadgets, l'école et l'éducation familiale y aidant. Seulement, il y a toujours les têtes de turcs, les irréductibles. En France il y a des échappatoires : soit l'Ardèche soit l'action dans divers mouvements (l'existence de journaux d'extrême gauche est révélatrice). Et nous avons aussi, même si c'est un faux espoir, l'espérance d'un changement avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. Au moins, quelque chose va se jouer. En Hollande, la liberté d'expression est très réelle également, et le caractère hollandais de tolérance permet de contrôler cette violence de l'ennui. Ici la culture de l'exotisme est très forte et sert d'exutoire à un certain déchainement.

Par contre, l'Allemagne n'a pas d'échappatoire, elle a un caractère dur, disciplinaire par nature, elle refuse la véritable expression. L'existence de journaux comme Libé ou la G O n'est pas imaginable. Appartenir au P.C. est dangereux et l'on connaît les interdictions professionnelles. L'Allemagne a déjà un gouvernement socialiste, donc plus de faux espoir de ce côté là. Pas d'Ardèche non plus. Je ne parle pas de la tristesse de l'industrialisation... Touil-

lez tout ça, on obtient cette implacable violence. C'est la dernière issue de ceux qui n'acceptent pas, de ceux qui veulent vivre une autre aventure que celle de la pourriture, de l'ennui...

Est-ce à dire que le mouvement est profond ? Je le pense. Le problème est de savoir s'il va se développer ? La violence terroriste prépare le lit du fascisme qui, lui, légitimerait l'action révolutionnaire. Cela aurait l'avantage de démasquer ce qu'est la social-démocratie, mais à quel prix ? Se reconverter dans la non-violence ? Des manifs comme Kalkar peuvent-elles satisfaire les besoins pressants de ceux qui n'en peuvent plus de vouloir vivre ? Ce pays a peut-être besoin de découvrir la désobéissance civile ? Seulement peut-elle se pratiquer dans un pays qui vit de discipline ?

En tout cas, je ne m'inquiète pas du terrorisme, je m'inquiète plutôt de la résurrection d'Adolph...

Joel Cornaille

derrière chance

ALLEMAGNE

77:

On ne peut pas parler de la République Fédérale d'Allemagne si l'on a pas constamment à l'esprit qu'il existe, à l'est, une autre Allemagne - communiste celle-là - qui est le symbole de la non-liberté et du totalitarisme. L'existence de la République Démocratique Allemande permet d'entretenir en R.F.A. un anti-communisme virulent, que l'on peut considérer comme primaire, mais qui n'en est pas moins profond. Vouloir faire l'impasse sur cet état de fait serait une erreur.

LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE

S'il est un prolétariat complètement aliéné, c'est bien le prolétariat allemand. Comment ne le serait-il pas quand on sait que les organisations qu'il avait péniblement réussi à créer pour défendre ses droits ont été décapitées puis laminées par les nazis ?

L'Allemagne laborieuse ne s'est jamais remise du massacre de ses dirigeants syndicaux et politiques. Aujourd'hui le Parti Communiste allemand (D.K.P.) représente 0,03 % de l'électorat et le seul syndicat existant (qui fonctionne sur le modèle américain) est entièrement contrôlé par le Parti Social-Démocrate actuellement au pouvoir.

Il ne faut pas oublier non plus que la classe ouvrière allemande est probablement l'une de celles, en Europe, qui a le plus souffert du capitalisme. Rares sont les ouvriers d'un certain âge qui ne savent pas ce que crever de faim veut dire. Cela n'est pas tout à fait vrai en France.

Inorganisés et ayant longtemps vécu dans des conditions épouvantables, les ouvriers allemands ont vu - avec le «miracle économique» - leur existence s'améliorer considérablement. On a pu tout d'abord manger à sa faim, puis avoir un logement décent et enfin bénéficier de tout ce qui semblait jusqu'alors inaccessible : réfrigérateurs, aspirateurs, machines à laver, automobiles, télévisions, maisons de campagne...

Aujourd'hui, malgré la crise, le samedi matin est jour de culte en RFA. On y sacrifie au dieu consommation, en famille et sans retenue, tant il est vrai que l'ouvrier allemand est l'un de ceux dont le sort est le plus enviable... Matériellement parlant.

Le conservatisme de la classe ouvrière allemande est donc assez logique : on tient à ce que l'on a, on ne prend pas le risque de faire grève par crainte de perdre sa place, on reste dans son juste milieu et se contente de gagner le maximum d'argent.

Et puis l'Allemagne c'est, quand même !, le pays de l'ordre et du respect de l'autorité. Le rapport du citoyen à l'état y est infiniment différent de ce qu'il peut être dans la plupart des autres nations européennes. Si le premier - est quasiment dernier - grand théoricien de l'Etat fut Hegel, si Marx est le philosophe qui a le mieux montré la nécessité de détruire cet état, si Hitler a sans doute été le plus loin dans l'instauration d'une société déshumanisée où la «raison d'état» (incarnée par le Chef) était toute puissante... ce n'est

SALUT BAADER ET MERCI

Baader et trois de ses amis ont été méchamment et salement suicidés à la prison de Stuttgart. Ils nous nous ont bien eus ! Qui aurait cru que ces acrobates arriveraient à se suicider si proprement, à l'issue de telles contorsions ? (Baader est mort d'une balle dans la nuque). Et tout ça, évidemment, pour jeter le doute et le discrédit sur le sérieux professionnel des prisons allemandes de haute sécurité !

La version officielle du suicide ne fait aucun doute.

On sait que les prisonniers comme Baader bénéficiaient de toutes les garanties offertes aux pensionnaires de ces prisons luxueuses : revolvers, cordelettes et couteaux divers. Ils auraient même pu se suicider à l'explosif, s'ils l'avaient voulu.

Toute insinuation relative à l'arrivée nocturne de quelque spadassin payé par l'état pour liquider le problème Baader serait donc l'œuvre de mauvais coucheurs et de bas calomnieux.

Quand aux manifestations européennes qui suivirent la solution finale du problème terroriste, elles étonnent. Ainsi donc, Baader n'était pas vomé par tout le monde ! Il s'est trouvé quelques jeunes égarés pour se sentir en duel et descendre dans la rue ! Mon dieu, où allons-nous si Baader rencontre tant de sympathies dans la jeunesse ?

Les états, si solidaires quand il s'agit de tuer, devraient comprendre que la réciprocité est normale. Baader est mort, pas son œuvre. L'histoire retiendra le révolté et oubliera les méthodes. Car Baader est allé au bout de sa logique et c'est bien ce que personne ne peut lui pardonner. Que nous le voulions ou non, que nous admettions ou non la méthode, nous sommes tous aux côtés de Baader, nous sommes tous destinés à finir comme lui, si nous allons, comme lui, au bout de la logique qui nous fait combattre l'Etat. La résignation ou la mort, pas d'autre alternative.

Car Baader visait juste. Ses cibles étaient les nôtres. Baader avait frappé les grands magasins (consommation), la presse pourrie, la banque (Ponto), la Justice (Buback), le Patronnat (Schleyer) et l'armée américaine. Baader visait juste. Il en est mort. Il ne s'attaquait pas aux lampistes (C.R.S.), aux collaborateurs (ouvriers), aux sous-fifres manipulés. Il cherchait à atteindre les têtes, dans l'espoir d'ouvrir les yeux aux aliénés de la base.

Et c'est là qu'il s'est gourré. La révolte a ses lois, ses nécessités. Je ne les condamne pas.



arthur

Le 27 octobre 1977

EN VOITURE POUR LE MEILLEUR DES MONDES

peut-être pas seulement par hasard. En tout cas tous trois étaient allemands.

LES PARTIS POLITIQUES.

La vie politique allemande est dominée par deux partis : la Démocratie Chrétienne (C.D.U.) conservatrice dont l'aile droite (C.S.U.) est ultra réactionnaire ; et le Parti Social-Démocrate (S.P.D.) qui partage actuellement le pouvoir avec le petit Parti Libéral. Le SPD est le grand parti social-démocrate européen ; c'est lui qui tient financièrement la plupart des partis socialistes (Portugal, Espagne, Italie...) et leur évite des dérapages à gauche qui ne seraient pas suffisamment contrôlés.

Dans la mesure où aucun espoir n'est à attendre de ce côté-là, un certain nombre d'allemands rejoignent les « JuSos » (jeunes socialistes) qui sont l'aile gauche et contestataire du SPD. En raison même de leurs idées progressistes les jusos apparaissent de plus en plus comme suspects et sont constamment rappelés à l'ordre, en particulier par l'ex-chancelier Willy Brandt.

LA «NOUVELLE GAUCHE»

Si l'extrême gauche classique est quasiment inexistante et de surcroît divisée, il semble qu'apparaisse un fort mouvement dont la caractéristique essentielle est son inorganisation et son manque de coordination. Formé d'universitaires, de petits bourgeois, de gens issus des couches moyennes, mais pas du tout populaires, ce mouvement peut se mobiliser immédiatement un peu partout en Allemagne et plus particulièrement dans les villes. Quelques exemples suffiront à montrer sa force.

Le «journal populaire» d'une ville comme Cologne est vendu à 10000 exemplaires.

Il y a quelques temps, Rudi Dutchke, le leader étudiant, est passé par hasard à Marburg. Profitant de sa présence, les étudiants ont, spontanément, organisé un meeting surprise. Quelques heures plus tard, ce sont 5000 personnes qui étaient présentes !

Au moment de l'affaire Biermann (un chanteur contestataire inquiété par les autorités) on a vu se créer à travers toute l'Allemagne une multitude de comités Biermann... ne se connaissant d'ailleurs pas les uns les autres.

LE «TERRORISME» ET SES RACINES:

Ce qui différencie la situation française de la situation allemande c'est qu'il existe chez nous - enfin, il existait, mais peut-être n'est-ce plus qu'une illusion - une perspective politique, une alternative, avec la gauche traditionnelle et son arrivée probable au pouvoir en 1978. Cette solution de rechange est absente en RFA et ceci depuis longtemps. Le seul mouvement organisé qui ait été porteur d'espoir fut le mouvement étudiant (le SDS) de 1965 à 1969. Il a malheureusement éclaté beaucoup plus rapidement que chez nous.

Le phénomène Fraction Armée Rouge est donc logique, mais il correspond à l'apparition du désespoir. Dans une société aussi policée et policière que l'Allemagne moderne, où les contraintes sont d'une pesanteur inégalable, on comprend que les militants du groupe Baader aient été amenés - faute d'autres possibilités - à se battre avec des

méthodes de guerilleros. Ceux qui refusent le conformisme de la société allemande, ceux que le «meilleur des mondes» effraie, mais qui ne souhaitent pas prendre les armes, sont constamment tentés par l'autre solution, celle qui consiste à quitter l'Allemagne. Nous savons bien que très nombreux sont les jeunes qui viennent en France parce qu'ils ne peuvent, ne veulent plus vivre dans leur pays.

Alors on peut dire des membres du groupe Baader : «ils ont tort». C'est vrai vu de France ; ça l'est peut-être moins vu d'Allemagne. Ceci dit, cette stratégie suicidaire est un échec.

détenus politiques». Aujourd'hui, cette profession de foi n'est plus possible et c'est le drame de tous ces gens comme Einrich Böll que l'on force à dire «vous êtes contre» et qui, s'ils refusent, ne peuvent qu'«être pour».

LES UNIVERSITÉS.

S'il est des lieux où la répression est plus surnoise que partout ailleurs en Allema-



C'est vrai également que pour les libéraux allemands, la situation est actuellement terrible. Le seul moyen pour eux de pouvoir encore agir, ou du moins se faire entendre, c'est de se désolidariser totalement de la Fraction Armée Rouge. Jusqu'ici il leur était encore possible de dire : nous ne sommes pas d'accord avec les méthodes, mais nous restons solidaires pour dénoncer la répression qui s'abat sur Baader et ses amis emprisonnés ainsi que sur tous les

gné, ce sont certainement les Universités. L'état policier est en effet en train de chercher à casser le syndicalisme étudiant au moyen de procès à répétition (tous les prétextes sont bons) à l'issue desquels les syndicats sont condamnés à verser des sommes colossales. Il faut dire que les universités sont les rares endroits où la contestation puisse encore s'exprimer ; c'est là que - comme partout ailleurs - sont brassées les idées nouvelles.

du terrorisme

Vendanges 77 en Alsace. Les vigneronniers scrutent les collines, trient les grappes et se défient des visages inconnus : la psychose les a gagnés. Ils se disent civilisés, mais déjà ils sont prêts à écharper les terroristes comme jadis leurs ancêtres percutaient les sorcières. La chasse à l'homme est un phénomène abject mais épique ; il répond parfaitement au vœu social des mentalités primaires. En fait le constant refoulement de l'individu-moyen trouve là un magnifique exutoire, orsqu la haine se concrétise ainsi en une volonté collective, alors le peuple n'est plus qu'un troupeau aveugle. Si le raisin est amer cette année ce n'est pas de la faute à Baader... Par contre si les voisins allemands ne peuvent plus déguster en toute quiétude le vin nouveau servi avec des noix et du pain paysan, c'est bien de la faute à Baader. Un peu moins de phares blancs sur les routes d'Alsace, donc, et du répit pour ces rancuniers qui à nouveau se sentent colonisés, ou trahis... Davantage de discrétion mais aussi, bien que les alsaciens ne s'indignent guère du suicide problématique de la bande à Baader. A moins que cette discrétion inhabituelle ne masque la honte ? Mais non, l'esprit germanique est une carapace rompu à la discipline et assuettie à la raison d'état. De longue date, voyez-vous. Puis, les consignes sont formelles. En Alsace, ce sont seulement les commerçants qui frontent le sourcil, et pas pour des raisons humanitaires.

Barr est un centre viticole apprécié, mais ce n'est pas pour goûter le vin qu'un jeune couple d'allemands prend une chambre d'hôtel. Ils veulent goûter sans complexes les plaisirs de l'a-

mour. Voilà une affaire des plus louches en ces temps agités. Même, il semble bien que l'un des partenaires figure sur la galerie de portraits affichée par la presse. Wanted ! Comme au Far-West ! L'hôtelier n'est pas un chasseur de primes, mais un honnête citoyen fier de servir son pays. Les forces de police encerclent la ville au petit matin, l'opération est menée avec zèle, mais de terroristes, point ! (...) Le maire de mon village, lui, voit débarquer une colonie de chevelus qui cherchent de l'embauche pour les vendanges. Eclair de lucidité du maire, et hop là, voilà les gendarmes qui arrivent pour cueillir les présumés terroristes ! Comme le dit Walter Sheel : «si la flamme du terrorisme n'est pas étouffée à temps, elle se répandra dans le monde comme un feu de brousse».

Hubert Burger

dans le pressoir

Or la société allemande est en train de devenir une société universitaire.

Le seul désir du fils d'ouvrier est d'étudier, et le nouveau prolétariat est de plus en plus formé par des travailleurs immigrés : grecs, turcs, yougoslaves, italiens...

Le danger est grand pour le pouvoir car il y a là possibilité d'ouverture. Aussi le gouvernement a-t-il verrouillé la porte d'entrée des universités en imposant un numerus clausus qui permet de diminuer considérablement le nombre des étudiants.

Si un lycéen veut par exemple devenir docteur en médecine, il lui faudra :

- soit obtenir une note fabuleuse au BAC (de l'ordre de 18 sur 20)
 - soit, s'il n'a eu que 14 ou 15, patienter 4 à 5 années en faisant autre chose.
 - soit passer par la Bundeswehr (l'armée) qui forme les jeunes - avec grand renfort de publicité - aux métiers les plus divers.
- Le phénomène existe également en France, mais il est moins sensible.

LE MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE:

Le mouvement antinucléaire est en Allemagne très fort et bien implanté dans la population ; mais on peut se demander si l'écologie n'est pas récupérable dans une société aussi avancée économiquement que peut l'être la société allemande.

Il est probable qu'à Brokdorf et à Kalkar il y avait parmi les manifestants une quantité non négligeable de gens votant pour la démocratie chrétienne.

Quand on se promène dans les forêts d'Allemagne, on constate que de véritables circuits sportifs ont été installés le long des chemins. Les arbres sont couverts de panneaux du genre : «ici vous faites dix tractions» ; «vous devez rejoindre tel endroit en tant de minutes» etc. A la fin de chacun de ces circuits se trouvent les récompenses :

- «si vous avez fait plus de...points, vous êtes un champion.
- entre...et...vous êtes pas mal...etc

Les forêts allemandes fourmillent de «sportifs» qui intériorisent la compétition et s'en remettent à l'autorité pour leur dire ce qu'il en est de leur forme physique.

Le mouvement écologique allemand est important, certes, mais il faut tout de même nuancer notre enthousiasme !

LE PARADOXE ALLEMAND : RÉPRESSION ET LIBÉRALISME:

Si l'on compare l'Allemagne à la France, on doit constater qu'un certain nombre de libertés fondamentales sont mieux respectées outre-Rhin que chez nous.

On peut voir à la télévision (qui par ailleurs se livre à une véritable campagne d'intoxication sur le terrorisme) des films ou des émissions qui n'auraient aucune chance de passer en France.

Malgré les interdictions professionnelles (les fameuses Berufsverbot) il y a en RFA un éventail de possibilités d'action - en particulier dans le domaine social - qui ne peuvent pas se développer chez nous : les écoles parallèles ou les crèches y sont beaucoup plus nombreuses.

La RFA est depuis très longtemps un pays qui du point de vue de la morale sexuelle est beaucoup évolué que les nations latines ; il y a belle lurette que la contraception y est autorisée. Par contre, c'est un des rares pays nordiques où l'avortement est non

SUITE DE LA PAGE 3

seulement interdit, mais encore considéré comme un crime entraînant une interdiction professionnelle.

Dernièrement le scandale des écoutes téléphoniques a éclaté au Bundestag. On peut en rire mais il est vrai que celles-ci ne sont pas une pratique aussi courante qu'en France. Ce scandale a provoqué des remous considérables dans la classe dirigeante.

Par contre, et pour bien accentuer le paradoxe, les mesures de répression sont extrêmement graves. Le dernier projet de loi en date touchant au droit de manifestation, pourtant reconnu par la constitution, est fort instructif :

Les gens arrêtés lors d'une manifestation seront, si la loi est votée, responsables de la casse s'il y en a, responsables des frais engagés par l'état pour maintenir l'ordre, ne pourront pas bénéficier de la sécurité sociale si elles sont blessées, considérées comme étant en possession d'un armement « passif » si elles portent un casque ou un mouchoir sur le visage... et condamnées comme toute personne armée intervenant contre les forces de l'ordre.

LE «MODÈLE» ALLEMAND EST-IL EXPORTABLE ?

On peut penser que si la répression a pu si soudainement s'installer en RFA, c'est que le terrain lui était favorable.

Toutefois un système éducatif moins idiot, une répression plus intelligente... peuvent très bien amener en France un type de comportement semblable.

On a vu combien un certain nombre de choses - qui n'existaient jusqu'ici qu'en RFA - deviennent réalité en France ; la loi «anti casseurs» n'a rien à envier aux lois d'exception allemandes. Quant à la coopération policière entre les deux pays, c'est une affaire qui marche ; il serait bien surprenant que nous n'en recueillions pas les fruits. Ce qui s'est passé en Alsace au moment de la prise d'otages laisse de ce point de vue rêveur.

On a coutume de dire dans certains milieux que l'Allemagne est «le chien de garde des intérêts capitalistes en Europe». On peut se demander si l'élève n'est pas en train de dépasser le maître et si la société allemande n'est pas devenue plus policière que la société américaine.



Aux U.S.A., les déviants, ceux qui ne sont pas dans la norme, ont tout de même la possibilité de vivre. Ils sont parqués, certes, contrôlés, mais intégrés... dans leur marginalisation. En RFA il en est de même tant que le marginal ne conteste pas l'état en termes politiques (squatters, féministes, homosexuels...)

Par contre, un communiste, voilà qui est dangereux. Tout ce qui remet en question l'état, le «droit fondamental» est impitoyablement pourchassé. Le citoyen peut évoluer individuellement mais dans le cadre que l'on a décidé d'imposer. Des actions du type de celles menées par la Fraction Armée Rouge se manifestent un peu partout dans le monde. Quantitativement et qualitativement elles sont finalement peu de choses. L'état allemand a choisi de fabriquer de toutes pièces la psychose terroriste.

UNE TRAGIQUE BOUFFONNERIE

ENTRETIEN AVEC J.-J. DE FELICE



Jean-Jacques de Felice, à gauche, en compagnie de Marco Panella du Parti Radical Italien.

JEAN JACQUES FELICE, AVOCAT DE NOMBREUX «NON-CONFORMES» NOUS FAIT PART ICI DE SES CRAINTES DEVANT LA MONTÉE DES RÉGIMES POLICIERS EN EUROPE :

La bande à Baader ou le groupe Baader-Meinhoff, la presse n'a cessé d'en parler depuis quelques mots. En tant qu'avocat international tu as eu l'occasion de défendre certains de ses membres. Comment réagis-tu aux derniers événements ?

S'il est un piège dans lequel il nous faut éviter de tomber, c'est bien celui des mots. Parler de «bande à Baader», c'est entrer dans les schémas de la grande presse, de la chaîne de journaux allemands Springer. On le voit bien quand on entend le ministre de l'intérieur de la République Fédérale d'Allemagne déclarer que ceux qui parlent de «groupe Baader» et non pas de «bande à Baader» sont des complices des terroristes. C'est absolument délirant. Il faut donc prendre un peu de distance par rapport à l'événement et analyser les formes de répression qui sont sous-jacentes à cette affaire. Bien sûr c'est difficile pour nous français car il y a des spécificités allemandes, il y a tout un terrain qui a permis la naissance de ce véritable climat de chasse aux sorcières qui est celui qui règne actuellement en Allemagne.

LA DÉFENSE DES DROITS FONDAMENTAUX

Il peut sembler contradictoire d'estimer que le terrorisme est un moyen politique n'ayant aucune chance d'efficacité dans le contexte de l'Europe occidentale et, par ailleurs, d'affirmer que ceux qui sont emprisonnés pour des actes qualifiés de terroristes doivent bénéficier de toutes les garanties.

En fait il est bien évident que cette contradiction n'en est pas une. Nous ne pouvons pas imaginer que ceux qui sont emprisonnés

pour des actes dits de «terrorisme» -et cela va très loin puisqu'on en est maintenant à parler de complicité intellectuelle-, ceux qui sont pourchassés par un système que nous estimons antidémocratique, répressif, policier... ne soient pas défendus et ne bénéficient pas d'un certain nombre de garanties. J'entends par là le droit à un juste procès, le droit à un avocat de son choix, le droit à la sauvegarde de son identité politique dans la mesure où tout prisonnier doit pouvoir s'expliquer sur les motivations qui l'ont poussé à agir.

Toutes ces choses sont élémentaires quel que soit l'opposant ou le non-conforme poursuivi par un état moderne. Je dis bien quel que soit l'état car il est évident que les frontières idéologiques et géographiques sont largement dépassées; on voit bien dans des affaires comme celle de Baader que les états modernes ont des moyens de répression qui deviennent d'une force inouïe. Tout le problème pour la défense est de s'adapter à ces formes modernes de répression.

Pour moi le summum de l'absurde a été atteint lors du procès de Baader et de ses camarades. Ce fut une grande bouffonnerie dans la mesure où nous avions la sensation d'assister à une séance d'exorcisme avec de véritables incantations. Bref, tout un spectacle fait pour impressionner le public; c'est ainsi que l'on pouvait voir des avocats de confiance se faire injurier par des avocats commis d'office, des avocats d'office plus procureurs que les procureurs, des magistrats arrivant à l'audience presque au pas cadencé et dans des costumes burlesques ; le tout dans un décor de béton, de fer, de verre, de micros où plus rien d'humain ne passait. Nous avions vraiment l'impression d'assister à une entreprise d'exorcisme quasi religieuse pour extirper le démon.

Si bien que mes confrères parisiens et moi-même n'avions pas pu trouver d'autre riposte que le rire. Nous avions vraiment envie de rire. Bien entendu cela nous valait d'être regardé avec effarement par des gens absolument scandalisés.

De toutes façons, un prisonnier ne doit pas mourir en prison : un suicide est alors un crime d'état.

Cela a dû les confirmer dans leur conviction que vous étiez les «complices» des prévenus

Je n'ai jamais passé autant de tourniquets, je n'ai jamais autant vu d'instruments électroniques, d'appareils de télévision destinés à surveiller mes moindres gestes que quand je suis allé rendre visite aux détenus membres de la Fraction Armée Rouge.

Un exemple: On a retiré mes chaussures et on les a pliées devant moi pour vérifier que je ne cachais rien à l'intérieur.

Quelle que soit l'idéologie de l'état moderne, il arrive à des moyens de destruction de ses prisonniers proprement effrayants. La « torture propre » n'est guère différente de l'autre, et les détenus se ressemblent tous par delà les frontières idéologiques et géographiques. C'est cela qu'il faut sans cesse dénoncer... beaucoup plus que le terrorisme. Il ne faut pas se laisser enfermer dans les mots; le terrorisme c'est souvent ce que l'état définit comme tel.

Ce qui m'est apparu intéressant, c'est la réaction de l'opinion publique en France. Les citoyens de notre pays ne semblent pas s'être laissés piéger par le matraquage des médias, et je ne les ai pas sentis disposés à fermer les yeux sur certaines pratiques. On peut dire que malgré *France-Soir*, les gens n'ont pas automatiquement cru que Baader et ses amis s'étaient suicidés, ou encore que leurs avocats les fournissaient en armes ! L'esprit de délation et de chasse aux sorcières ne me semble pas s'être encore introduit en France. Mais il faut quand même rester vigilant.

Ce qui m'a paru intéressant au dernier congrès de la ligue des droits de l'homme (qui n'est pas une organisation gauchiste !), c'est que tous les délégués présents n'étaient pas prêts à se laisser emmener dans une hystérie de répression. Tous disaient: nous ne sommes pas pour l'action terroriste dans la mesure où nous pensons qu'elle ne peut qu'entraîner des répressions nouvelles, mais nous ne sommes pas prêts pour autant à adopter la convention anti-terroriste, à criminaliser tous les complices, sympathisants ou soit-disant tels.

Il y a une espèce de réaction de bon sens dans notre pays qui est intéressante.

SUICIDE OU ASSASSINAT ?

Tu parlais tout à l'heure de ton passage à la prison de Stammheim. C'est là qu'Andreas Baader, Gudrun Enslin et Jan Carl Raspe ont été retrouvés morts. Que penses-tu de ce suicide ?

Toutes les apparences me laissent penser que si même il y a eu suicide, celui-ci a été provoqué. C'est un crime d'état dans la mesure où un prisonnier ne doit pas mourir en prison; un suicide est un crime d'état.

Tant que je n'aurai pas la preuve qu'il s'agit d'un crime je ne le dirai pas, mais ce que je peux dire c'est que les avocats allemands, et en particulier Croissant, m'ont souvent alerté sur ce qui se passait à Stammheim.

Quand Ulrike Meinhoff a été retrouvée pendue dans sa cellule, Croissant m'a téléphoné et m'a dit: Viens, Ulrike a été assassinée. Je me suis immédiatement rendu à Stuttgart, mais faute de preuves suffisantes j'ai déclaré publiquement que je ne pouvais pas affirmer qu'il s'agissait vraiment d'un assassinat.

Par la suite, Croissant m'a dit: les autres sont en danger.

J'ai toujours eu tendance à penser que c'était une dramatisation, mais finalement je m'aperçois que leurs craintes se sont avérées justes.

Après la description que tu viens de nous faire des fouilles auxquelles tu avais été, j'aimerais à l'heure du suicide avec des armes provenant de l'extérieur ça peut se moquer difficile à croire.

A moins de complicité du personnel ce qui est évidemment infiniment peu probable.

J'ajoute que cette version des faits qui accredit l'hypothèse que les avocats servaient d'intermédiaires pour introduire des armes dans la prison est suspecte. Ça ne tient pas debout !

Imaginez que moi, Maître de Felice, j'arrive à Fresnes ou à la Santé comme je le fais régulièrement et que l'on trouve, en me fouillant, des armes sur moi, qu'on me les retire... et que l'on ne me poursuive pas !

C'est proprement incroyable. C'est pourtant ce que laisse entendre *France-Soir* lorsqu'il écrit que plusieurs fois des avocats ont été fouillés et que l'on a trouvé des armes sur eux.

J'ai visité beaucoup de prisons un peu partout dans le monde et je n'ai jamais vu autant de fouilles scientifiques avec des appareils électriques, électroniques... pour prouver accéder à une cellule spéciale où l'on rencontrait le détenu qui était lui-même fouillé, avant l'entretien bien sûr, mais aussi après. Je pense qu'au mois d'août quand les gardiens se sont acharnés à coups de poings sur les détenus, il devait déjà se passer un certain nombre de faits très graves au niveau des gardiens et on peut imaginer, dans l'esprit de chasse aux sorcières qu'on vivait en Allemagne au moment de la prise d'otages, que des gardiens - ou des groupes extérieurs aidés par les gardiens - aient achevé les détenus. Mais je n'en ai pour le moment aucun élément de preuve.



La fouille: surveiller et punir.

En tout cas tout cela dénote une telle hystérie, un tel état d'esprit que l'on doit réfléchir sur le terrorisme et les mécanismes qu'il enclanche. Nous ne pouvons nous libérer de toute analyse politique et de toute étude critique devant des faits qui sont idéologiquement et politiquement négatifs.

QUELLE SOLIDARITÉ ?

Ce fut effectivement tout le débat au sein de l'équipe du journal. Certains disant: «Quand des copains sont assassinés on ne peut pas faire autrement que de se déclarer solidaires.» et les autres pensant qu'apporter des éléments de réflexion serait plus efficace.

Au moment où des gens sont assassinés, il est certain que la solidarité doit jouer à plein, encore qu'il faille parfois éviter les réactions trop affectives, mais avec du recul, ou dans la perspective d'une analyse politique et réfléchie, il ne faut pas hésiter à dire ce que l'on pense. Par exemple qu'un phénomène de guérilla urbaine en France serait totalement aberrant et négatif. Si on le croit il faut le dire et ne pas crier: ils sont morts, ce sont des saints.

Je ne sais pas comment vous réagissez, mais je ne dois pas à un ami de couvrir ma pensée, je lui dois une vérité: Si je l'estime tel, je lui dis: «voilà ce que je pense» c'est ce que j'ai toujours fait avec les avocats allemands et des amis allemands proches.

Il ne faut pas dire avec la Fraction Armée Rouge: plus on accentue le caractère fasciste de l'état et plus les gens ont tendance à se révolter.

Qu'on me comprenne bien, je ne dis pas qu'un peuple soumis à la tyrannie ou à la répression coloniale, pour survivre, ne soit pas obligé de passer par des actes de «terrorisme». J'en ai été témoin, et je ne

vais pas renier ces violents que j'ai défendus, mais dans le type de société où nous vivons cela m'apparaît comme une voie fautive. Il faut réfléchir à tout cela, d'autant que l'état nous qualifie de «terroristes» même si nous utilisons des méthodes non violentes pour le contester. Les marches sur Kaikar ou sur Malville sont pour les états modernes des actes inqualifiables. Je crois qu'il faut toujours chercher à ne pas se détacher de la réalité, de ce que peuvent sentir les gens.

C'est à dire ne pas être trop dogmatique ?

Oui en quelque sorte !

La différence entre «terrorisme» et résistance réside peut-être dans le fait que si cette dernière s'appuie sur un consensus populaire, le «terrorisme» est coupé de cet appui.

Peut-être. Mais alors, évidemment, les allemands sont tellement matraqués et conditionnés par les médias qu'il est difficile de porter un jugement.

Pourtant certaines actions de la Fraction Armée Rouge auraient pu être comprises par le peuple allemand...

Oui, ils essaient d'ailleurs constamment de se justifier par des actes effectivement justifiables. Par exemple le plastiquage de l'ordinateur américain qui programmait les bombardements sur le Vietnam. Seulement si le groupe Baader a voulu épouser les luttes du Tiers-Monde, les militants des mouvements de libération que nous voyons souvent insistent bien sur le fait que ce n'est pas en introduisant la guérilla dans les pays européens que nous les soutenons le mieux. Je crois qu'il faut éviter de tomber dans le mythe du héros; ne pas suivre automatiquement une ligne sous prétexte que les gens qui l'ont tracée sont assassinés.

Toutefois au moment où l'on voit l'appareil d'état qui peut être qualifié de «terroriste» à certains moments, faire mourir des gens dans des conditions plus que suspectes et scandaleuses, se taire serait une lâcheté.

LA DRAMATISATION DE LA VIOLENCE

Alors, bien sûr, on ne peut analyser la situation en France sans penser à ce qui se passe actuellement en Allemagne; mais ce n'est pas du tout le même contexte. C'est ce qui fait précisément l'objet de notre désaccord avec les avocats allemands y compris Croissant. Ce qui n'empêche pas Croissant de venir se réfugier ici, de demander l'asile politique. Et nous le défendons car il est le symbole de la répression contre les droits de la défense. Le phénomène allemand est intéressant lui-même comme phénomène étatique de répression... avec un consensus populaire extraordinaire. La dramatisation de la violence aboutit finalement à un véritable terrorisme d'état.

Ce qui est impressionnant, c'est de constater que toute une partie de la population allemande, libérale mais bien loin des actions terroristes, est aujourd'hui acculée à la défensive et n'ose plus s'exprimer par crainte d'être soupçonnée de complicité avec le groupe Baader.

Il faut se garder de dire que c'est la faute à Baader. Ce serait trop simpliste. Pour moi, les gens de la Fraction Armée Rouge sont des militants engagés qui font probablement une mauvaise analyse de la situation. Croire que si on dénonce le caractère fasciste de l'état cela va provoquer une résistance populaire me semble faux. Une fois que le fascisme est installé, il est extrêmement difficile de le renverser; extirper l'esprit de répression est infiniment dur...

Le fait est que les prisonniers, tout particulièrement les femmes, ont une attitude de révolte.

Non, c'est autre chose, ce n'est pas le même élan populaire sous l'inspiration de chefs charismatiques. Effectivement, il ne faut pas utiliser ce terme: Disons que c'est de la démocratie musclée.

J'ai l'impression que le fait est de leur avoir infligé de révolte.

Oui, j'irai même plus loin, je dirai de contestation politique. L'état moderne semble supporter de moins en moins toute forme d'opposition.

Était-il possible d'avoir des discussions politiques avec Gudrun Enslin lorsque tu lui rendais visite en prison ?

Non, il y avait beaucoup trop de surveillance. Dans le grand parloir des avocats il y avait toujours une infirmière (qui était sans doute une policière), un gardien ou peut-être deux, je ne me souviens plus bien, et surtout un policier parlant français.

J'étais chargé par Gudrun d'un recours devant la commission européenne des droits de l'homme et je discutais essentiellement avec elle de cette démarche. S'il était toléré dans la discussion d'aborder un certain nombre de points qui s'écartaient un peu de ce domaine proprement juridique il était difficile d'aller très au-delà. D'ailleurs elle connaissait très bien ma position qui est une position de défense des militants quels que soient leurs choix et leurs engagements.

Le problème avec des groupes comme la Fraction Armée Rouge, est qu'ils prennent un certain nombre de moyens qui correspondent à une idéologie totalitaire. Je suis désolé de le dire mais puisque je le sens je l'exprime, les moyens qu'ils utilisent sont parfaitement parallèles à une idéologie qui est de totalité, d'exclusion du non-obéissant... C'est à dire que le type d'état qui serait le leur est quelque chose d'assez effrayant. Je vois bien à l'intérieur d'un groupe comment celui-ci imagine la société de demain.

HISTOIRES DE PASSERELLES.

La situation entre la France et l'Allemagne n'est pas comparable dans la mesure où il existe chez nous une opposition... quelles que soient par ailleurs les insuffisances de celle-ci. C'est du moins une façon de voir les choses. D'autres pensent que si le phénomène du «terrorisme» n'est pas apparu en France, du moins pour le moment, c'est parce que depuis 1968 il existe un peu partout des gens qui sont bien au-delà de l'union de la gauche et qui servent en quelque sorte de structure d'accueil à ceux qui seraient acculés au désespoir devant la toute-puissance des états modernes. Qu'en penses-tu ?

Je suis d'accord avec la fin de ta proposition tout en reconnaissant que cette réalité ne se détache pas non plus des organisations syndicales ou des partis de gauche. A travers le P.S., la C.F.D.T., parfois même la C.G.T., il y a des passerelles qui rejoignent ces groupes d'accueil. C'est très important ça. Quand je vais à la chancellerie voir des directeurs de cabinet ou des ministres, j'entre tout de même dans un système où il y a des communications.

Les audiences des tribunaux permettent malgré tout l'expression d'un certain nombre de choses, une écoute réciproque. Il n'y a pas de censure totale. Une société où il n'y aurait pas de tentative d'explication des uns pour les autres ou des uns par les autres serait invivable.

C'est pourquoi je répète que lorsque l'on est en désaccord avec certaines formes de luttes il faut l'exprimer très clairement; mais en même temps ne pas accepter de conditionnements... Et je pense tout particulièrement aux conditionnements «de gauche» avec un ronronnement des appareils, des syndicats.

Tout le travail que vous faites est important il permet de trouver d'autres passerelles. Ça ne veut pas dire que ce soit la panacée, mais je crois que c'est malgré tout meilleur que l'idéologie de la Fraction Armée Rouge qui est une idéologie de rupture. Je l'ai senti presque physiquement par le contact que je pouvais avoir avec les détenus et ceux qui les gardaient. Car ces derniers, après tout, même s'il s'agissait de policiers et de gardiens de prison, n'étaient pas tellement différents de l'homme de la rue ou du travailleur de chez Volkswagen. Or on sentait une espèce de peur panique chez ces gens-là; c'est un signe que le peuple allemand ne se reconnaît pas dans le groupe Baader contrairement, par exemple, au peuple basque ou au peuple corse qui accueillent leurs «terroristes» en héros à la sortie des prisons. Alors bien sûr Baader et ses amis diront: «le peuple allemand se reconnaît plus tard dans ce que nous faisons»; ça me semble tout de même une attitude très catastrophique.

Le discours idéologique qui accompagne un acte d'opposition est plus dangereux pour le pouvoir que l'acte lui-même

Nous avons eu il y a bientôt deux ans un avant-goût de ce que pourrait être une chasse aux sorcières à la française avec l'affaire des comités de soldats. Comment le processus a-t-il été bloqué ?

Les avocats, dont j'étais, ont répliqué à la manoeuvre de Chirac par une publication des dossiers et on a pu constater que ceux-ci étaient vides. Il faut adapter nos ripostes à ces formes nouvelles de répression qui passent très souvent par la télévision. On ne dira jamais assez combien la télévision est un instrument fantastique car si elle met le projecteur sur quelques inculpés, ce n'est pas seulement l'instruction de leur procès qui est faite en quelques minutes mais aussi le jugement. L'opinion publique est trompée et bascule dans une réprobation quasi unanime.

Il me semble que l'opposition officielle a un rôle capital à jouer dans des affaires comparables à celle des comités de soldats. Or on a bien vu qu'elle n'est pas toujours disposée à l'assumer pour des motifs électoraux.

avons beaucoup à apprendre d'eux ! Il faut organiser des rencontres pour imaginer des moyens nouveaux de défense. Dans l'imédiat il reste l'affaire Croissant qui est symbolique dans la mesure où ce n'est pas Croissant seulement qui est poursuivi mais plus de soixante avocats allemands parce qu'ils ont «osé» défendre Baader ou des «terroristes».

Il faut lutter contre tous ces textes nouveaux promulgués par l'état allemand et qui visent à interdire toute forme de défense politique.

Il faut voir ce que cela cache : si le discours idéologique qui accompagne un acte d'opposition est aussi systématiquement réprimé c'est qu'il est peut-être plus dangereux encore pour le pouvoir que l'acte lui-même. L'acte peut être condamné brutalement et d'autant plus facilement que la presse est complice. Mais pour l'explication il en va différemment... c'est pour cela qu'elle est interdite. Or il n'y a pas de justice possible sans explication des mobiles



Jean-Jacques de Felice, au centre, avec Ambroise Monod... directeur de publication... poursuivi pour injures envers l'armée.

Il est certain que tant que l'opposition de gauche n'abandonnera pas ses scléroses nous serons toujours en danger. C'est un peu notre rôle de faire en sorte qu'elle abandonne son ronronnement, mais pour cela il faut y être prêt !

QUE FAIRE ?

Etant donné la situation présente, que crois-tu qu'il soit possible de mettre en route chez nous pour aider les allemands qui luttent contre la mise en place d'un régime policier dans leur pays ?

Avant tout réfléchir et discuter avec eux. Tu sais les militants antinucléaires allemands que j'ai défendus à Malville étaient beaucoup plus mûrs que les français ; nous

Sauf la justice militaire !

Exactement ! Mais voilà justement un bon exemple de justice arbitraire. C'est comme cette fameuse convention anti-terroriste qui cherche à faire considérer comme criminel l'acte politique. C'est aberrant, toute personne qui commet un acte doit pouvoir s'en expliquer. C'est une passerelle essentielle et l'on ne peut pas imaginer qu'une société ne soit pas bloquée si celle-ci n'existe pas. Alors on peut toujours argumenter en disant que l'avocat est un alibi qui met de l'huile dans les rouages ; mais ne faut-il pas souhaiter qu'il existe des moyens de communication entre les groupes sociaux ?

Propos recueillis par J.L. Soulié et M. Thivolle.

comprendre

Malgré mon dégoût de la violence qui est la négation de l'amour et que je sais inefficace, souvent aveuglante, toujours avilissante, j'avais envie de leur dire, de leur crier : «je vous aime Gudrun Enslinn et Andréas Baader. Je vous aime, venez qu'on s'embrasse. Venez vivre. Venez, je vous aime»

Un matin, la radio annon

çait implacablement : «ils Nous ne pouvons rester inbande à Baader est morte. Ils se sont suicidés.»

Malgré le poids insurmontable de la tristesse et de la frustration, je pensais : «pauvres idiots ! c'est vous journalistes, politiciens et peuple aveugle qui êtes morts ! Eux, ça y est, ils sont libres !».

Les voilà morts. Andréas, Gudrun et Jan Carl ont quitté cette terre de lutte et de mépris où seuls l'argent et l'hypocrisie donnent droit à la parole. Suicidés dit le gouvernement. Suicidés accepte le peuple.

Oui, mais par qui ?

Enfants de l'Allemagne Fédérale, eux aussi ont voulu troubler le sommeil sans rêve de l'occident.

L'histoire des trois «terroristes» est belle et triste comme celles des Geronimo des Chouans, de tous les résistants. Leur histoire est celle de la lucidité, du courage et de l'honnêteté intellectuelle. Malheureusement c'est aussi celle de la marginalité violente, de la non-pédagogie et du tout ou rien. «Révolutionnaires, de tout notre amour de la vie, méprisons la mort» disaient-ils. Je n'y comprend rien, car ils alliaient la tendresse à la mort. Ni à eux, ni à moi.

Et vous ?

Et nous non-violents ? nous désobéissants de tous poils. Nous ne pouvons rester indifférents face à l'existence de la Fraction Armée Rouge (R.A.F.). Nous ne pouvons faire une croix sur la révolution armée en nous fermant les yeux et nous bouchant les oreilles sur le pourquoi et le comment du choix de ces révolutionnaires. Nous ne pouvons nous satisfaire d'un jugement rapide au nom d'une non-violence mal comprise. Nous ne pouvons pas renvoyer dos à dos amis de Baader et état allemand. Certes les fusils se ressemblent et les cadavres aussi. Mais là s'arrête la comparaison.

Ils condamnaient le capitalisme et la société de consommation. Nous de même. Ils agissaient avec les armes qui leurs semblaient adéquates. Avant de juger que faisons-nous concrètement, nous qui condamnons également ?

Ils condamnaient la guerre du Vietnam. Nous de même. Ils ont fait sauter un ordonnanceur américain en Al-

lemagne, pièce essentielle pour le maintien de cette guerre. Et nous qu'avons-nous fait ?

Ils dénonçaient l'impérialisme américain. Nous aussi j'ose croire. Ils ont incendié deux super-marchés, symbole de cet impérialisme. Et nous que faisons-nous ?

Ils condamnaient la manipulation des foules troupeaux par les médias, l'asservissement de la presse à l'idéologie dominante. Et nous ?

Nous, avant de juger, de cataloguer, de jeter l'anathème, nous devons comprendre le «terrorisme». Je ne dis pas approuver, encourager, glorifier. Non. Je dis comprendre le cheminement, les motivations, l'histoire de ceux pour qui c'est devenu le terrain de lutte. Imad Salhé, jeune chanteur palestinien, explique avec la douleur du vécu intime, à peu près ceci : «nous autres palestiniens, nous ne naissons pas révolutionnaires, ni avec une grenade à la main. C'est l'impérialisme qui nous accule à la révolte, c'est le monde qui nous criminalise et qui nous a terrorisés». Oui, nous le savons tous, dans cette société si terne te bats pas, tu te fais bouffer, écraser, dépersonnaliser, grégariser, majoritésilenciusariser. Il faut vraiment être aliéné et récupéré (on l'est tous un peu...) pour affirmer le contraire. Ou vivre dans le rêve, le rêve est si douce fuite. Alors, quelques lucides se battent avec les seules armes qu'ils connaissent.

Amis, il faut faire quelque chose.

Quelque chose contre les conditions de détention des prisonniers politiques en R.F.A. (vous n'ignorez pas ce qu'est la torture blanche) Contre la manipulation formidable et le conditionnement insensé des allemands. Nous devons dénoncer et combattre la délation de masse et la manipulation systématique qui règne dans notre pays.

A défaut d'agir, comprendre.

Il serait vain et démagogue de prétendre aider efficacement en l'état actuel des choses, ceux qui luttent en acceptant de tuer. Au moins pouvons-nous agir moralement. C'est faible, mais quand notre non-violence à la française, faite d'impuissance et d'ignorance, nous laisse les bras ballants, que pouvons-nous de plus ? moi je ne dis plus «terroriste». Ça me dégoûte, ce mot pour qualifier les gens de la R.A.F. alors qu'ils ne sont que des enfants de choeur à côté de ceux qui terrorisent le monde chaque jour. Les vrais terroristes sont ceux qui installent la société nucléaire à coups de matraques, de mensonges et de pots de vin. Les vrais terroristes sont ceux qui tiennent le monde en otage à chaque instant avec la bombe atomique. Les seuls grands terroristes, ce sont les états. Dassault est un terroriste. Giscard et Schmidt sont des terroristes. Boiteux, Massu, Carter et Brejnev sont des terroristes. D'accord. Alors pouvons nous comparer la RAF avec tous ces honorables tueurs par système interposé ?

Non, au delà du fusil et de la grenade qui amènent inévitablement encore plus de fusils, de grenades, de sang et de vengeance, nous devons lire et discerner ce qui pousse à agir ainsi les révolutionnaires armés. Nous devons être pleins d'espoir : si le pouvoir est bête et méchant, les groupes armés ne le sont pas. Alors, si nous croyons vraiment à la désobéissance civile et à la non-violence en général, qu'attendons nous pour leur proposer pour la mettre en pratique de façon radicale. Nous nous rendons compte alors qu'ils sont proches de nous, et eux, que la violence est inutile. Ne serait-ce pas la façon la plus intelligente de montrer notre solidarité ?

Sinon, «si la haine répond toujours à la haine, quand donc s'arrêtera la haine ?»

Thierry Aucher

La semaine prochaine, suite du dossier.

- * Les interdictions professionnelles.
- * Le Tribunal Russel
- * Réflexions sur la violence par J M Asselin
- * Vos lettres.

le ramasse miettes

Les panneaux souvenirs Malville, le Festival de la Nature et le Préfet du Jura.

Au 8^e Festival de la Nature de Lons le Saunier qui regroupait plusieurs associations jurassiennes de naturalistes ainsi que les écologistes, des panneaux relatant les événements de Malville. Ils ont défilé au Préfet du Jura, M. Degrave, suffisamment pour qu'il refuse de procéder à l'inauguration en leur présence. Après discussion homérique, un modus vivendi a été trouvé : les animateurs écologistes ont retourné les panneaux. Toutefois, la mention

suivante a été inscrite au dos des panneaux : « Panneau retourné en raison de la censure préfectorale. Mais rien ne vous empêche de le consulter si vous le désirez ». Ce qui a donné lieu à de nouveaux incidents. Les membres du Mouvement écologique Lédonien ont alors décidé de s'installer devant l'entrée de la salle, en plein air, ce qui a eu l'approbation de tous les véritables amis de la nature.

Source : Mouvement Écologique Lédonien, 27 rue Perrin, 39000 Lons le Saunier.



La Justice et sa comptabilité - jours - de - prison :

Jacques Louvet a fait en Belgique de la prison sur ordre et pour le compte de la Justice française du 18/9/74 au 22/1/75 ce qui fait 4 mois et 6 jours. Mais il lui est refusé la comptabilisation de ce temps de détention, le Procureur de Douai qui est compétent fait illégalement partir sa peine de la date de son extradition de Belgique en France. Jacques Louvet aurait dû être libéré le 25 septembre 1977, et il est depuis cette date en détention abusive.

Source : Comité d'Action des Prisonniers (C.A.P.), 15 rue des Trois Frères, 75018 Paris, tél. 254 09.09. Avocats de Jacques Louvet Collectif Barbusse, 8 ter, Bd Henri Barbusse, 93100 Montreuil; tél. 858.17.06. & 858.18.43.

L'unité de consommation du gaz passe en kilowatt-heure.

Les unités dénommées calorie, thermie, frigorie et stère ne seront plus légales après le 31 décembre 1977 (Décret du 4/12/75).

Le Gaz de France se trouve donc obligé de changer d'unité. Il avait le choix entre le mégajoule et le kilowatt-heure, et c'est ce dernier qui a été retenu, pour la facturation à partir du 1^{er} Janvier 78. Les calculs d'équivalence, entre l'ancienne unité et la nouvelle, conduisent aux coefficients de conversion suivants : 1 thermie (unité actuelle du gaz en France) égale 1,162 kWh; 1 kWh égale 0,860 thermie.

Il n'y aura aucune modification technique des compteurs qui continueront à enregistrer des mètres cubes.

Source : Cahiers Techniques du Moniteur N° 12.

Quand on a de l'imagination et beaucoup de sous :

Au tournoi de tennis de Monte-Carlo, les courts de tennis étaient tellement détremés par la pluie que la réunion était sur le point d'être annulée. Mais ces courts de tennis ont pu être rendus praticables grâce à une idée des organisateurs : ils ont fait venir illico un hélicoptère qui a très rapidement asséché les courts avec le souffle de ses pales. Scandaleux, oui ou non !

Source : lettre de Thirion, 06190 Remartin.

A pays de l'injustice officialisée :

Une lectrice nous dit dans sa lettre qu'il ne serait pas inutile de rappeler dans nos colonnes les conditions de vie qui sont en cours en Afrique du Sud; et elle cite quelques extraits des « décisions du Ministre de la Justice d'Afrique du Sud » :

* Il est interdit à un employeur de donner à un travailleur africain le salaire d'un blanc, pour un travail et une durée identiques.

* Un blanc n'a pas le droit d'apprendre à lire à un domestique africain.

* Il est interdit à tout africain d'assister à une réunion de famille si le nombre d'invités rend la réunion « indésirable ».

* Il est interdit à toute personne blanche d'avoir des relations sexuelles avec une personne africaine, métisse ou indienne.

* Aucun Africain n'a le droit d'acquérir une propriété ou des terres sur tout le territoire d'Afrique du Sud.

* Les blancs et les noirs ne doivent utiliser que les transports, salles d'attente ou de spectacles, parcs, bancs publics, magasins, guichets, etc... qui leur sont respectivement réservés.

Tout contrevenant à ces lois paiera une amende, sera emprisonné et/ou fouetté.

Source : Lettre de Cécile Desvergne, Bordeaux.

Organisations luttant contre la ségrégation en Afrique du Sud : M.R.A.P. 120 rue St Denis, 75002 Paris ; Campagne Anti-Outspan, 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris.



LES retards (pour causes diverses) dans le programme de construction des centrales nucléaires, le mauvais fonctionnement de son administration consécutif à des actions style *refus des 15%*... coûtent cher à E.D.F. La preuve : aujourd'hui nous assistons à une augmentation sensible et donc impopulaire du prix du kilowatt, à la suppression progressive de la double tarification.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que l'Electricité de France pratique cette politique de cherté. Aussi, tout ce que nous pouvons faire qui contribuera à alléger le coût de fonctionnement de cette administration n'est pas négligeable. EDF comme toute société de cette dimension se doit au nom de la rentabilité de rationaliser au maximum sa gestion. C'est pourquoi son service comptable s'est informatisé, c'est pourquoi on vous harcèle pour que vous acceptiez un prélèvement automatique sur votre compte bancaire. Nous allons vous exposer présentement une technique de paiement qui tout en ne comportant aucun risque pour vous du fait même de sa légalité, contribuera d'une manière certaine à gêner EDF aux alentours.

Il s'agit du paiement des factures EDF par des chèques établis sur papier libre. Cette procédure présente plusieurs intérêts non hiérarchisés :

- Les services comptables d'EDF et des banques vont être littéralement désorganisés par des paiements effectués de cette manière. En effet, toute l'organisation de leur gestion basée sur une informatisation poussée à l'extrême vole en éclats. Tout devra être effectué à la main. Cela leur coûtera donc très cher, surtout si cette méthode de paiement se généralise en devenant la vôtre.

- Outre l'aspect financier des choses, la massification de cette tactique contribuera sans aucun doute à créer un rapport de forces, en particulier sur le plan psychologique, qui ne peut que nous être favorable. Les nerfs des responsables EDF vont prendre un coup au moral !

Concrètement, voici quel fût notre cheminement : Ayant «entendu dire» qu'il était légal de rédiger des chèques sur papier libre, nous nous sommes renseignés plus sérieusement. Une lettre au service juridique du Crédit Agricole nous apporta la confirmation de notre intuition. Notre avocat abonda également dans ce sens. «Tranquillisés», nous décidâmes de nous jeter à l'eau.

En juillet 77 une facture EDF arrivait à la maison. Nous avons alors renvoyé le règlement total sous la forme d'un chèque rédigé sur une belle feuille de papier. Une semaine plus tard, une lettre «polie» nous demandait de bien vouloir effectuer le paiement sur un chèque normalisé. Le chèque manuscrit nous était retourné. Le bluff allait-il prendre ? Nous décidâmes de leur retourner l'objet du litige en leur expliquant qu'il s'agissait là d'un moyen de paiement parfaitement légal et qu'en conséquence ils se devaient de l'accepter.

«Confiants» dans les lois de notre pays nous ne nous faisons pourtant aucune illusion. Nous étions cependant prêts à porter notre affaire en justice.

Nous n'eûmes même pas la peine d'en arriver là !

EDF encaissa notre chèque, notre banque le décaissa de notre compte.

Si vous souhaitez participer à ce petit jeu, voici comment procéder :

Toput d'abord il convient que vous possédiez un compte bancaire régulier. Ensuite vous prenez une feuille de papier ordinaire et vous recopiez le modèle ci-joint (en précisant scrupuleusement l'intitulé de votre compte bancaire).

Vous envoyez alors ce chèque à votre service EDF bien aimé et vous attendez que ça se passe sans rigoler trop fort.

Bien entendu, il est possible et souhaitable d'affiner cette tactique.

Vous pouvez par exemple :

- payer votre facture en plusieurs chèques manuscrits, un sur une feuille 21 x 29,7, un sur une feuille de 20 mètres sur 10, un sur un confetti.

- retirer les 15 % et les payer par chèque manuscrit le jour où on vient vous couper le compteur.

Imaginez deux minutes le vent de panique qui va souffler sur les services comptables d'EDF et des banques.

Toute la comptabilité des chèques manuscrits, ils vont être obligés de l'assumer car c'est parfaitement légal, mais à la main.

Les écologistes deviennent par là même créateurs d'emplois. La CGT avec nous !

Alors ne vous privez pas ! Poue une fois que la loi nous permet de rigoler !

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à : Comité Refus 15%, la Ferme Fenioux 17350 St Savinien.

Chronique des INSURGÉS

INSOUMISSION A L'ITALIENNE

S'il existe en France des insoumis totaux, ce n'est pas pour autant une exclusivité réservée à l'hexagone. La version spaghetti de l'aventure ne manque pas d'intérêt. En Italie, les tribunaux militaires sont encore régis par les codes fascistes de Mussolini. Cela donne un tribunal composé exclusivement de militaires, l'impossibilité de faire citer des témoins par la défense etc... Le tribunal d'exception idéal et qui ne cherche pas à s'en cacher.

Pourtant par rapport aux insoumis français qui échappent rarement aux deux ans fermes devant les T.P.F.A., les insoumis italiens s'en tirent avec les honneurs : une peine d'un an, soit l'équivalent de la durée du service armé.

Roberto Francesconi, Tony Cazzanello, Angelo Motta, Roberto Scanagatta, Lorenzo Santi, Beppe Frusca et Franco Passello sont les sept représentants de l'insoumission italienne actuellement incarcérés. Franco, devrait être libéré cette semaine, mais il avait également refusé de se présenter à la visite d'incorporation. Déjà condamné à un an de prison par le tribunal militaire de Turin, il vient d'être condamné pour le refus de cette visite à un an de plus par un tribunal civil.

Cette condamnation est inacceptable et les sept insoumis ne sont pas décidés à l'accepter. Depuis le 17 octobre ils ont entamé une grève de la faim illimitée pour exiger la libération de Franco. Ils profitent également de cette occasion pour présenter d'autres revendications dont la création d'une commission d'enquête parlementaire à propos de la prison militaire de Gaeta, où les conditions de détention sont particulièrement difficiles. Cette prison avait été déclarée insalubre et inhabitable en 75 mais elle fonctionne toujours.

Depuis le 17 octobre, sept gars crévent de faim dans les taules italiennes et les autorités militaires font la sourde oreille. Vous devez les soutenir en écrivant au Ministère des Armées : Ministero della Difesa Roma Italie.

Vous pouvez également soutenir moralement les camarades italiens en leur écrivant aux adresses suivantes :

- Roberto Francesconi, Tony Cazzanello et Angelo Motta, Carcere Militare Caserma XXX Maggior Peschiera del Garda Verona Italie

- Roberto Scanagatta et Lorenzo Santi : Carcere Militare Forte Boccea Roma Italie

- Beppe Frusca : Reclusorio Militare Gaeta Latina Italie.

Pour affirmer leur solidarité avec Franco, trois nouveaux insoumis vont refuser de se présenter à la visite d'incorporation...

Jean Luc STOTE

Samedi dernier, c'était la fête à Cormimont. Nous étions une petite centaine et l'ambiance était chaleureuse autour de Jean-Luc et Philippe, deux insoumis désormais célèbres, qui venaient d'être libérés. L'émotion, ça ne se dit pas toujours facilement. Par contre ça se lit sur les visages. Et alors, croyez moi, Dieu sait si elles rayonnaient les figures : du pépé jusqu'au petit dernier, c'était un bouquet de bonheur. Alors, comme on était contents, on a dansé, on a chanté et puis on a bien bu. Crédiu : qu'est-ce que c'était bon d'être ensemble.

Aujourd'hui Philippe a retrouvé les siens du côté de Belfort et Jean-Luc est parti pour l'Italie. On dit qu'il y aurait quelque chose qui l'attirerait tout particulièrement vers ce pays ! En tout cas, il ne perd pas de temps le bougre : pas si tôt dehors il s'occupe du soutien aux copains qui sont encore en prison.

Allez Philippe, allez Jean-Luc...grosses bises et à bientôt

Jean-Louis.

INSOUMISSION A L'ALSACIENNE

Vendredi 11 novembre, Joseph Heitz de Brunstatt, insoumis au service militaire s'est livré aux autorités à Mulhouse en déposant une gerbe au monument aux morts lors de la cérémonie commémorant l'armistice, avec une centaine de ses amis venus témoigner leur soutien. La gerbe portait l'inscription : « nos morts pour rien, victimes des gouvernements et des marchands de canons ». En la posant, il s'est fait arrêter par la police avec deux de ses amis. Pendant ce temps, son comité de soutien tentait de déployer une banderole portant la célèbre phrase de Victor Hugo : « supprimez l'armée, vous supprimez la guerre ». Mais ils furent empêchés par des

anciens combattants qui intervinrent brutalement.

INSOUMIS A LA MODE DE NANTES

Grand rassemblement vendredi 18 novembre prochain à 9 H au Palais de Justice de Rennes où Jo Cassart sera jugé pour délits d'insoumission et de refus d'obéissance.

Insoumis depuis le 6 avril 77, il a obtenu une réforme physique provisoire suite à une grève de la faim de 19 jours entamée le jour de son arrestation le 28 mai. Vous êtes invités à prendre une part active à son soutien en écrivant au Juge d'Instruction du Tribunal militaire de Rennes. Vous pouvez aussi à cette occasion vous débarrasser de votre livret militaire.

Soutien financier : P. Peneau CCP 40 71 11 W Nantes. Contact : G.R.I.M. 57 rue des Hauts pavés 44000 Nantes.

PROCÈS SUR LES BORDS DE LA SAONE

Le 23 novembre nous vous invitons à venir à Mâcon. Il faudrait que ce jour-là, nombreuses soient les personnes solidaires des objecteurs et des antimilitaristes.

A l'intérieur du tribunal, il y aura le procès; à l'extérieur un rassemblement et si possible une fête.

Un procès en lui-même n'est pas important. L'impact que nous aurons peut donner à cette affaire un intérêt qui dépasse celui du procès.

On peut prévoir le fonctionnement de la machine judiciaire, il y a des antécédents, un procès d'objecteur, c'est classique !

Ce qui comptera c'est l'information et l'animation dans la rue, le renvoi des livrets militaires, le nombre solidaire, la perspective de garder à Mâcon un groupe de réflexion et d'action antimilitariste.

Allez, à bientôt.

Pierre Charliot
Jean-Luc Lavigne

Comité de soutien Les Circauds, Oyé
71610 St Julien de Civry.

PROCÈS ANTIMILITARISTES

L'antimilitarisme fait recette dans les prétoires. Au procès de l'Union Pacifiste de France, inculpée d'injures envers l'armée, Thérèse Collet a été condamnée à 2000 F d'amende, Michèle Berard à 1000 F, Marie-Hélène Sorin, Louis et Pierre Pasquier à 500 F chacun. 4500 F : l'ardoise est lourde. On voudrait censurer une presse militante que l'on ne s'y prendrait pas autrement ! U.P.F. 4 rue Lazare Hoche 92 Boulogne CCP 3 964 01 Paris

Monsieur J. Jouaux, instituteur à Condé s/Sarthe (Orne) passera devant le tribunal correctionnel d'Alençon le 23 novembre prochain pour répondre de l'inculpation d'injures envers l'armée après la publication dans le bulletin départemental du syndicat national des instituteurs d'un article d'information sur le statut des objecteurs de conscience qui commençait ainsi : « nul n'est censé ignorer la loi, le service militaire n'est pas obligatoire... » l'inculpation est basée uniquement sur cette phrase : les jeunes sont de plus en plus nombreux à refuser l'armée qu'ils considèrent comme une institution périmée, dangereuse, comme une école du meurtre indigne d'une humanité civilisée.

Pour ce procès un soutien important est nécessaire. Des lettres individuelles ou des motions de groupes militants protestant contre cette atteinte à la liberté d'expression et à la liberté syndicale peuvent être envoyés à Monsieur le Président du tribunal correctionnel d'Alençon, palais de justice 61000, directement ou par l'intermédiaire du comité de soutien : Patrick Daguet école de Pacé 61000 Alençon. Le comité cherche à réunir le maximum d'opinions du même type publiées impunément dans la presse et la littérature contemporaine par des auteurs célèbres et « au dessus de tout soupçon » (si

possible des gens proches du pouvoir...on pourra demander leur inculpation !!!). Envois à la même adresse.

RENOVOYEURS DE LIVRETS MILITAIRES

Le groupe «Objection en monde rural», qui travaille dans les départements de la Loire et du Rhône étudie un projet de renvoi collectif de papiers militaires. Rendez-vous le vendredi 25 novembre à 20 H 30 Salle Jean XXIII à Chazelles s/Lyon 69. Si vous ne pouvez pas venir, contactez : Nêls Giroud Le Perron Villerest 42300 Roanne
Marie-Thé Reullier Le Bourg Leigneux 42130 Boen
Bruno Barillot La Cure Chessy les Mines 69 Lozanne.

SPECTACLES ANTIMILITARISTES

A Nantes, voici quelques mois, au cours d'une soirée de soutien à Jo Cassart, j'ai eu le plaisir d'assister à deux spectacles antimilitaristes. A l'époque, c'était déjà très bon, mais le collectif voulait roder son affaire avant de partir en tournée, et je suis resté sur ma faim quant au désir de vous les présenter.

Tous ceux qui écrivent au journal pour nous demander des spectacles, des débats ou des informations, vont être satisfaits. Le collectif «TOUT VA BIEN», une émanation du groupe antimilitariste de Nantes (GRIM), prend la route. Il a la militance heureuse, le sens de l'histoire, le goût de la veillée-débat. C'est trop rare par chez nous pour ne pas être signalé et leur recherche, qui s'apparente à celle du théâtre populaire de rue, vaut bien des manifs aux slogans barbares.

Au choix : «QUAND LE PANTALON KAKI DEPASSE SOUS LA BLOUSE BLANCHE...C'est l'antichambre du tribunal permanent des forces armées où le psychiatre militaire déguise toute révolte en maladie mentale. C'est le diagnostic systématique d'une nouvelle maladie : la maladie d'opposition. Quand le pantalon kaki dépasse sous la blouse blanche... quand le refus est paranoïa, quand la révolte est hystérie, quand l'insupportable est normalité.» A partir d'expertises psychiatriques authentiques et de rapports de séances du TPFa le collectif a bati une suite de sketches tragi-comiques qui mettent en scène l'arbitraire et le dérisoire de cette psychiatrie et de son utilisation.



LA GRANDE MUETTE

«LA GRANDE MUETTE» est par contre un montage audio-visuel accompagné de chansons :

- pour la partie photos, des dessins dus à de grands artistes (Steinlein, Kupka, Jossot, Grandjouan, Juan Gris, Naudin, Delannoy, etc.) qui réunissaient leur verve et leur talent dans «L'assiette au beurre» revue satirique du début du siècle.

- pour la partie chansons, des complaintes de soldats, des chants de réfractaires anciens et nouveaux illustrent la peine et les révoltes.

«la Grande Muette», c'est l'armée des heures sombres de guerre aux manes vives d'aujourd'hui, des camps militaires au commerce des armes, du virilisme à la psychiatrie militaire...

Contact : Collectif «TOUT VA BIEN» s/c F. Rochard 12 rue Léon Blum 44000 Nantes

Y.B.C.

ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS

S'il est un sujet tabou dans la presse, c'est bien l'antimilitarisme. Vous pouvez être écologiste, mystique, RPR, inventeur du fil à couper le beurre, sexologue patenté ou spécialiste de la culture maraîchère des poireaux au Patchoulistan, les journaux parleront de vous. Si vous osez prendre la parole contre l'armée, ils feindront de vous ignorer.

Les canards ont fait leurs choux gras de l'affaire Baader et du terrorisme. Aucun n'a osé évoquer le fameux équilibre de la terreur qui régit, par bombe atomique interposée, les relations entre les états.

Nos copains, les insoumis de Lyon, connaissent bien ce complot du silence. Quand l'un d'entre eux est arrêté et s'appête à faire deux ans de prison, la presse se tait et refuse souvent de passer le moindre communiqué. Quand ils tentent de se faire entendre et de faire passer l'information par des actions illégales mais légitimes, comme cette fois où ils avaient envahi les locaux de FR3, il se trouve toujours quelque plumitif télécommandé pour les accuser de... censure !

En choisissant de plagier le grand quotidien d'information de sa région le tout Lyonnais de l'antimilitarisme a repris le droit à la parole. Ce n'est pas une mince affaire, et lorsque l'on transgresse un tabou on s'expose aux représailles... La Gueule Ouverte / Combat Non Violent, pour qui la lutte antimilitariste est un des plus beaux fleurons de l'écologie, publie quelques jours après sa diffusion sur Lyon, le «Progrès Pirate» d'une minorité baillonnée.

Solidaires de tous ceux qui «gueulent» leur liberté de s'exprimer, nous donnons à cette action non-violente une ampleur nationale, avec l'espoir qu'elle suggérera à d'autres la volonté de briser le monopole de l'information et de créer, parout où cela s'impose, des contre-pouvoirs.

Y.-B.C. (Pirate)

QUATRE PAGES DE SUPPLÉMENT GRATUIT

UNE MALENCONTREUSE TACHE D'ENCRE EST VENUE MACULER LE TITRE
DE CE GRAND QUOTIDIEN D'INFORMATION.
LES LECTEURS VOUDRONT BIEN NOUS EN EXCUSER.

0,20 F
Suisse : Parail

PIRATE

VENDEDI
11 NOVEMBRE 1977
N° 987654

JOURNAL ANTIMILITARISTE

Directeurs de Publication: EPILLY, ALCADE, GROS, GENIQUET, BOURGOGNE, LUQUET, BATTISTELLA, BRUNET, REY-COQUAIS, HERRAIL, DOÉ, DEPUCCIO, GOUZOU, POULAIN, CHEVIGNON, MASSARD, BONNET, BERNARD, GEORGEVAUX, BOUVERET, AUBERT, THIERRY, BRUNOT, JEAN, FERRIN, ROULLET, FAYNEL, LERAT, LANVIN, DELORME, MELLON, DEBARD, COLSON, GOUBELLY, DUCLUT, CAUD-



Non aux juridictions d'exception
Suppression de la Cour de Sécurité de l'Etat
Suppression des T.P.F.A.

Editorial

A l'école, on nous a appris que l'armée, c'était pour nous défendre des hordes barbares qui veulent envahir notre beau pays de France. Galley, anciennement ministre des armées, a déclaré: « L'armée est le dernier rempart de la société libérale ». Ce qui autrement peut se traduire par: « L'armée sert à maintenir l'ordre chaque fois qu'il est menacé ».

En Afrique c'est pareil. Ce n'est pas pour des raisons humanitaires que l'armée française est intervenue au Tchad, au Zaïre... mais bien pour protéger les intérêts des bourgeoisies françaises et américaines. Maintenant une devinette: pourquoi rapatrie-t-on les troupes françaises stationnées en Allemagne? A-t-on changé d'ennemi héréditaire? Les Russes ne veulent-ils plus nous envahir? Non. Mais on laisse aux américains et allemands le soin d'arrêter les « rouges » comme ils disent. L'armée française, on la restructure c'est à dire on quadrille le territoire de façon à bien le contrôler. Et puis, au cas où il y aurait des troubles, faut bien qu'on l'entraîne notre armée, alors on a besoin d'espace. Une solution: on fout tous les paysans à la porte et on élargit les camps d'entraînement, comme au Larzac, à Canjuers... et comme on est pas raciste, nos terrains on les prête aux Anglais pour qu'ils se préparent à aller se battre contre les Irlandais, aux Espagnols pour qu'ils règlent leurs problèmes avec les Basques (Larzac).

C'est bien les terrains militaires pour s'entraîner, mais faut aussi les travaux pratiques, alors on envoie les gendarmes mobiles se faire la main à Malville. On leur file des grenades offensives (armes de guerre), on joue à la guerre comme si c'était pour de bon, on leur dit: faites des prisonniers, on fait jouer l'intoxication à fond etc, etc...

Comme pour faire tout ça, on a besoin de matériel, on fait travailler l'industrie nationalisée ou pas, on a besoin de camions, d'armes de toute catégorie, d'avions. Alors on en produit.

Et oui, tout ça, ça s'appelle la militarisation ou bien une préparation à la guerre civile.

Bien sûr, y'a des gens qui ne sont pas d'accord: y'en a qui refusent de faire le service militaire: les objecteurs, les insoumis, les anti-militaristes, les pacifistes...

Y en a qui y vont et qui contestent, qui forment des comités de soldats. Tous ces gens là on ne les rate pas, on les fout au trou pour un moment. Des groupes et des individus se battent sur Lyon et luttent contre toute forme de militarisation depuis des années.

De tout ça, le Progrès, journal quotidien républicain, il en parle pas. Par contre, quand le général Duchonock remplace le général Duon à la tête de la première division, on a droit à une page entière; quand l'adjudant chef Dumollet, après trente ans de service à torturer du viet ou du fellouze, a droit à la légion d'honneur une demi page (faut quand même respecter la hiérarchie !).

Alors nous, puisque le Progrès y veut pas faire son boulot, on a décidé de le faire à sa place !

A NOUS LA PAROLE



LES FEMMES ET L'ARMEE

Nous sommes quelques femmes à participer aux activités du Comité National de Soutien aux Lutttes des Soldats. Avec tous les autres travailleurs, nous, femmes, disons « Non à l'armée briseuse de grève, non à l'armée de guerre civile ! ». Nous sommes parties prenantes de la lutte anti-militariste, car en tant que compagnes d'appelés, nous partageons leurs conditions de vie:

- perms rares et aléatoires
- distance souvent très grandes entre le lieu d'incorporation et l'endroit où nous habitons
- solde ridicule qui entraîne de grosses difficultés matérielles
- insécurité qui règne dans l'armée...

Mais nous avons une bataille particulière à mener contre l'armée car elle nous méprise, nous dénigre et nous exclue particulièrement en tant que femmes; cette bataille, nous la menons au même titre que dans toutes les autres institutions bourgeoises (école, famille...) contre la place qui nous y est faite.

L'armée est une « affaire d'hommes », une « communauté virile », qui se suffit à elle-même, qui valorise au plus haut degré les « qualités mâles »: force physique, endurance bestiale, témérité...

« Il faut que je fasse de vous des coupeurs de couilles. Moi, j'en suis un ! Si on emmerde votre pays, ou si vous m'emmerdez un jour, je suis chargé de vous couper les couilles !... » Ainsi s'adressait un officier de Centre d'Entraînement Commandos à ses recrues dans son discours d'accueil. Ou encore:

« Vous devez atteindre à l'animal, aller à la limite du possible, et la limite de l'homme c'est la mort... »

Parallèlement à ce culte de l'homme viril, du taureau fougueux, du baroudeur, du tueur, contenu dans ces discours fascistes, fleurissent des invectives du genre « pédés », « femelles », « boeufs ». Les manifestations sadiques et masochistes, ont leur place de façon « normale » dans l'armée.

Par rapport à ce type d'hommes qu'elle veut construire, l'armée nous donne un rôle qui la sert, elle nous désigne notre place:

- d'abord, nous devons être des mères, des consolatrices; notre rôle est d'accueillir le soldat pour lui permettre d'oublier les durs moments et de reprendre tout ragaillard le chemin de la caserne (cf lettre de Bigeard aux familles et aux épouses de soldats, et qui expliquait à peu près ça !)

- et puis nous devons être des putains, exister pour satisfaire les besoins sexuels des soldats, pendant leurs permissions, comme au sein même de l'armée: c'est l'exemple du « POUF de Calvi » (bordel pour légionnaires, officiellement répertorié sous le nom de centre culturel !), comme celui des agressions répétées dont sont victimes les femmes dans les villes de garnisons.

Ces exemples en disent long sur la conception de la « virilité » propagée par l'armée. La violence sexuelle, l'inhumanité d'un rapport aux femmes qui va de l'esclavage à l'agression caractérisée, tel est le pain quotidien de l'armée, qui leur reconnaît pour seule valeur une valeur marchande (« le repos du guerrier »), qu'on paye ou qu'on prend.

(suite en page 3)

M. A. J.

Depuis sa constitution en mai 1968 le mouvement d'action judiciaire (MAJ) se bat pour tisser des liens entre ceux qui luttent au sein de l'institution judiciaire, chargés de préserver l'ordre social en place et ceux qui en subissent la répression. Une telle organisation n'a pu rester insensible aux luttes menées par les anti-militaristes.

En effet, nous ne pouvons tolérer que l'armée subsiste comme une ZONE DE NON-DROIT où le jeune appelé se voit confisquer pendant une année tant ses droits de citoyen que ses droits de travailleur.

Faut il rappeler, également, que l'ensemble des droits arrachés par les travailleurs (conditions d'hygiène et de sécurité, horaires, liberté syndicale...) et formant ce qu'on appelle en bloc « le droit du travail » ne reçoit pas d'application à l'intérieur de l'armée ?

Nous ne pouvons tolérer que l'armée, se plaçant hors du droit secret de ses propres règles. Ainsi le RGDA (Règlement de discipline Général des Armées) tient lieu d'unique référence à la légalité. Or, nombre de ces dispositions portent atteinte aux principes généraux du droit. Par exemple, l'action dite « disciplinaire » qui permet à l'armée de condamner tout militaire ou même civil qu'elle considère abusivement comme militaire (insoumis), d'une sanction de deux mois d'emprisonnement (appelée alors « arrêts de rigueur ») sans aucunes des garanties fondamentales de la défense (pas d'avocat, pas de formalisme, pas de motivation des décisions, pas de recours...)

Nous ne pouvons tolérer que l'armée, se plaçant hors de l'institution judiciaire dispose de ses propres forces de répression. Qu'il s'agisse de cet organisme para-légal qu'est la sécurité militaire, curieusement investie de pouvoirs judiciaires sans textes ou qu'il s'agisse des T.P.F.A (Tribunaux Permanents des Forces Armées) dans lesquels l'armée est à la fois juge et partie et où les droits de la défense sont vidés de leur contenu.

(suite page 3)

A CHAUD...

Madame Brémont n'est plus. Sa mort vient d'endeuiller notre journal. C'est au seuil d'une longue vie, tant d'honneur que de droiture, que madame Brémont a voulu que son nom et son journal représentent bien plus aux yeux des gens qu'un journal honnête objectif et propre. Voici, tel qu'elle nous l'a livré il y a quelques semaines, son testament:

« toute ma vie durant (Dupond), j'ai essayé de faire du Progrès un journal honnête objectif, informant sans préjugés ni menaces les gens de notre région. Je crois que nous y sommes arrivés. Nous avons lutté contre les tentatives d'intimidation de la presse, contre le rachat de notre journal par de grands groupes parisiens. Mais en ces temps troublés et à l'approche des élections et d'une victoire probable de la gauche, qui peut savoir le sort réservé à notre grand quotidien ? Les nouveaux bureaucrates ne vont ils pas essayer de faire taire un journal indépendant des partis et des groupes de pression.

C'est pour oser que j'ai décidé avec l'aide de mes plus précieux collaborateurs de laisser à tous les employés de la maison, du garçon de courtoisie aux rédacteurs en chef, un présent digne d'eux et du travail qu'ils ont fait. Je leur offre la charge du journal et du groupe de presse AIGLE. A eux d'en faire bon usage et de continuer le travail que jamais nous avons abandonné. J'en appelle à leur volonté pour ne pas laisser les bras et continuer dans la liberté, l'égalité, la fraternité. »

Les ouvriers, techniciens et employés CGT du Progrès protestent énergiquement contre cette mise en demeure autoritaire et refusent de gérer la crise du capitalisme. Laisser le Progrès aux mains de ses employés serait le pousser à la ruine et à l'anarchie face à des groupes puissants financièrement et politiquement. C'est pour cela que le CGT demande la nationalisation immédiate du groupe A.I.G.L.E.

LA POLITIQUE DE DEFENSE

Sous couvert de la sauvegarde de l'indépendance et de l'intégrité nationales et de la sécurité européenne, la politique française de défense vise à protéger et à promouvoir les intérêts du capitalisme français par le maintien de l'ordre établi en métropole et dans les DOM et les TOM et l'influence stratégique, politique, économique et culturelle de la France dans le monde. L'armée est l'aspect le plus flagrant et le recours ultime de cette politique. Par son intégration au complexe militaire, scientifique et industriel, elle remplit un rôle indispensable au fonctionnement de l'économie et à l'expansion impérialiste.

Le régime se tient prêt à mener une guerre extérieure avec un armement de destruction massive et à résister à une subversion interne ou à une évolution démocratique par la mise en place d'un réseau, souvent informel et spontané, de répression économique et sociale et de conditionnement culturel (famille, école, églises, partis, syndicats, idéologie dominante, loisirs, mass

media, publicité etc...) qui complète et vise à rendre superflue la répression militaro-policière.

Grâce à la confusion généralisée du militaire et du civil, les hommes et les infrastructures de la politique, de l'économie, des sciences, des mass media et d'autres secteurs de la vie sociale, sont soumis par le pouvoir à une mobilisation croissante et de plus en plus sournoise en vue de la défense de l'ordre établi.

La société française atteint un dangereux seuil d'équilibre, parce qu'elle a besoin pour sa défense, son fonctionnement et son expansion, d'une politique de défense qui mobilise à son service tant d'hommes - chercheurs, ingénieurs, ouvriers, bureaucrates, militaires... - de connaissances, de techniques, de matériel et qui nécessite un tel investissement et une telle infrastructure.

Les possibilités d'initiatives et de changement si la gauche arrivait au pouvoir seraient lourdement compromises par l'actuelle politique de défense et de vente d'armes à moins d'une rupture nette avec les structures de la société.

(suite page 3)



ILS LISENT :
- L'Echo des Casernes
- Objection (Journal des CLO)
- I.R.L. (Journal d'expression libertaire)

OBJECTION de CONSCIENCE

Afin de démarer la saison sur des bases solides, les groupes locaux de Lyon et de Saint Etienne se sont retrouvés les premiers et deux Octobre pour passer un week end de réflexion à la campagne chez deux amis Stéphanois qui tentent un sympathique retour à la terre. Nous avons abordé la discussion en essayant de déterminer la situation actuelle de l'objection et constater qu'actuellement la répression envers les objecteurs insoumis semblait se durcir (divers procès en cours). Puis nous avons essayé de répondre à la question: Pourquoi sommes nous objecteurs? Le courant anti-militariste se compose de plusieurs branches suivant les possibilités et les affinités de chacun (insoumission totale, objection de conscience, lutte des soldats dans les casernes, renvoi des livrets militaires, refus des trois pour cent de l'impôt). Nous avons choisi de demander le statut d'objecteurs de conscience pour ne pas nous limiter à un refus car nous pensons que ce n'est pas suffisant, nous devons essayer de mettre en pratique ce que nous désirons vivre. Nous incluons l'objection à l'armée dans un contexte plus global qui concerne toute notre vie: école, rapports sociaux, rapports gouvernants-gouvernés.

L'objection est un moyen collectif de luttés car nous sommes amenés à nous rencontrer souvent sur des bases communes. Dans notre projet de société idéale (qui n'est pas le même pour tous!) nous pensons que le service doit être intégré à la vie, c'est pourquoi donc nous sommes opposés à un temps de service qui ne signifierait rien dans une société égalitaire non basée sur le profit.

Actuellement, certains d'entre nous sont opposés à tout service civil de peur d'une récupération en service civique, comme en Allemagne. Nous réaffirmons notre opposition catégorique à un service civique.

Pour beaucoup d'entre nous, il semblerait souhaitable de lutter pour la mise en place de stages de formation sur d'autres moyens de défense. Si sur le plan de la défense de l'individu dans la société il y a accord de tous, certains d'entre nous restent sceptiques sur le problème de la défense nationale. Ne faudrait-il pas favoriser l'internationalisation de nos luttés? Mais, l'armée n'étant pas uniquement axée sur la défense, il serait aussi souhaitable de la combattre sur d'autres plans: idéologiques, économiques... car nous pensons que sa propagande et l'éducation qu'elle dispense sont très dangereuses, peut-être faudrait-il envisager dans ce sens certaines possibilités de service civil alternatif?

Nous avons également abordé le problème de la légalité suivant notre projet de service civil car notre but dans l'immédiat est de mettre en place un service civil alternatif crédible afin de le faire légaliser. Ce qui soulève le problème de ceux qui n'approuvent pas nos idées continuerons à rester dans l'illégalité (la répression à leur égard sera telle plus forte?). Nous serons toujours tous solidaires contre la répression, mais cela ne doit pas nous empêcher d'essayer de faire aboutir nos revendications.

Actuellement, doit-on être réalistes, populaires?

C'est pour l'instant la stratégie que nous avons choisie afin de légaliser le service civil alternatif, mais nous pensons que le but d'une organisation comme la FEDO doit être de regrouper tous les courants d'idées sur ce sujet car pour beaucoup la tactique à employer est une question politique qui peut varier suivant le cours des événements et du rapport de force.

Faut-il élargir l'objection de conscience?

Élargir l'objection, c'est élargir l'anti-militarisme (c'est enfoncer un peu plus le clou dans la muraille militaire) donc l'objection doit être un outil pour faire prendre conscience à tous de ce qu'est le véritable rôle de l'armée.

Comment élargir l'objection de conscience?

Améliorer le statut? Cela comporte le risque de noyer les anti-militaristes dans un mouvement plus vaste (style Allemand).

Notre lutte actuelle:

nous pensons tous qu'il est indispensable de regrouper tous les objecteurs pour lutter contre la répression actuelle, mais il nous paraît souhaitable que chacun puisse faire son choix sur la stratégie et les buts immédiats envisagés. Il nous paraît très important d'ouvrir la lutte des objecteurs sur le quotidien, de la faire sortir de son milieu habituel, car, c'est la lutte journalière que les gens prendront conscience du problème militaire. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut intensifier la campagne contre le décret de Brégonçon (discipline para-militaire) et contre les affectations autoritaires. Nous pensons que le rôle actuel des objecteurs de conscience est surtout celui d'informer son entourage sur les problèmes militaires.

Les associations de service civil doivent être solidaires de la lutte des objecteurs. Nous avons envisagé qu'il serait bon de lancer un mouvement général important comportant les objecteurs, les associations de service civil et tous les sympathisants de notre lutte, ce qui serait un appui et une force importante contre la répression. Actuellement nous pensons que nous devons continuer à mettre en place les bases d'un service civil alternatif car nous ne devons pas considérer les affectations autoritaires comme un fait accompli!

NOUS DEVONS DONC RESTER DANS L'INSOUMISSION



sauver la paix

Nous savons que le combat le plus urgent que nous avons à mener consiste à barrer la route aux menaces de guerre.

Car c'est seulement avant que le fléau s'abatte sur nous et nous entraîne au pire cataclysme qu'il faut sauver la paix. C'est notre devoir et notre salut; et c'est pourquoi nous estimons que l'action pour le désarmement unilatéral de la France, entamée voici huit ans par Louis Lecoin, doit être poursuivie, amplifiée, enfin menée jusqu'à son terme.

Pourquoi préconiser et privilégier le désarmement unilatéral? D'abord parce que l'armée ne peut pas être améliorée, humanisée, ou démocratisée, et qu'elle est à l'origine de toutes les dictatures, de tous les fascismes; ensuite, parce qu'il ne saurait exister d'armes propres, ni de guerre juste: la guerre est TOUJOURS ET PARTOUT un crime contre l'humanité; enfin, parce que toutes les courses aux armements ont toujours conduit à la guerre.

Il s'agit donc, c'est évident, d'une question de VIE ou de MORT pour l'ensemble des habitants de la planète. Nous refusons ce simulacre de désarmement: général, simultané et contrôlé, que proposent diverses conférences officielles et fumeuses, parce qu'il est impossible à réaliser dans ce monde divisé et agité où la loi du profit maximum prime sur tout le reste.

Mais nous pensons sincèrement qu'un pays peut prendre l'initiative d'un désarmement unilatéral, qui représenterait une véritable et exemplaire force de dissuasion.

Notre action vise donc essentiellement à une prise de conscience par l'opinion publique de la possibilité de désarmement unilatéral; mais nous ne voulons pas nous limiter à élargir le rayon d'influence de notre propagande pacifiste intégral nous cherchons aussi à amener en discussion devant les députés et sénateurs, une proposition de loi, prévoyant la suppression des armées et armements, et qui aurait préalablement obtenue l'adhésion d'un certain nombre de parlementaires.

Nous espérons, pour cela, bénéficier de l'aide et de la solidarité des autres mouvements pacifistes et non-violents de notre pays. Dans ce but, nous devons poursuivre le dialogue avec eux.

On ne peut pas lutter pour un monde égalitaire et solidaire sans lutter contre l'armée, qui est l'aboutissement de l'autoritarisme et de la hiérarchie. Nous ne devons pas attacher d'importance à ceux qui voudraient classer notre projet de désarmement unilatéral au rayon des utopies, car nous sommes persuadés que cette prétendue utopie est en fait une PRIORITE parmi tous les grands problèmes que cette société malade et menacée doit régler. Il y va de notre sécurité à tous, de la paix dans le monde, il y va du salut de l'humanité.

On ne peut pas lutter pour un monde égalitaire et solidaire sans lutter contre l'armée, qui est l'aboutissement de l'autoritarisme et de la hiérarchie. Nous ne devons pas attacher d'importance à ceux qui voudraient classer notre projet de désarmement unilatéral au rayon des utopies, car nous sommes persuadés que cette prétendue utopie est en fait une PRIORITE parmi tous les grands problèmes que cette société malade et menacée doit régler. Il y va de notre sécurité à tous, de la paix dans le monde, il y va du salut de l'humanité.

DES OBEIR...

Objection en monde rural

Depuis quatre ans une quinzaine d'objecteurs de conscience insoumis à leur affectation, originaires ou vivant en monde rural (Loire et Rhone) posent le problème de la militarisation, en refusant le service militaire.

- insoumis à l'armée, nous refusons également tout service imposé, limité dans le temps, organisé par-militairement et destiné à combler les carences sociales de la société où nous sommes.

- objecteurs, insoumis à l'ONF, notre rôle est de continuer là où nous sommes (boulot, milieu de vie) à faire naître et avancer une prise de conscience. Notre objection ne se limite pas à l'armée, c'est un choix de vie, une lutte globale contre l'aliénation et l'exploitation de l'homme. En milieu rural, cela signifie entre autre, la terre à celui qui la cultive, le droit de vivre et de travailler au pays et la défense de ce milieu de vie (lutte anti nucléaire, etc...).

- L'information est notre première action (films, débats, etc...). Dans les villages, collèges agricoles, écoles. Cette contre-information est aussi diffusée par une circulaire tous les deux mois: «Groupe Objection en monde rural»

dernières minutes

ERIC SCHAAL en instance de réforme, serait libéré dans le semaine.

- le 11 octobre, 10 membres du groupe insoumission pénétraient dans le centre de sélection de la Vitriolerie pour informer les futurs soldats des luttés d'Eric Schaal et Claude-Henry Arnion et du rôle des tribunaux militaires. Aujourd'hui il y a dix nouvelles inculpations.

XXXXX

- le 11 novembre «Radio Pirate Insoumission» émettra sur Lyon sur modulation de fréquence. Ceux qui seront au défilé n'en profiteront pas. Que d'autres radios pirates prennent aussi la parole.

XXXXX

- le 26 octobre, sur ordre du gouvernement français 1 600 soldats du 8^{ème} RIMA et du 2^{ème} régiment de parachutiste de la légion sont envoyés dans des régions proches du Sahara. Ils sont équipés des armes les plus sophistiquées: grenades au napalm, missiles Milan, avions jaguars, hélicoptères Pumas ainsi que d'un mirage IV qui surveille les opérations du front Polisario.

Sous prétexte de libération des otages et de la sécurité des ressortissants français de cette région, la France protège en réalité les intérêts économiques qui remettent en cause la lutte de libération du peuple de la République arabe saharienne démocratique.

ARMEE ANTIPOULAIRE

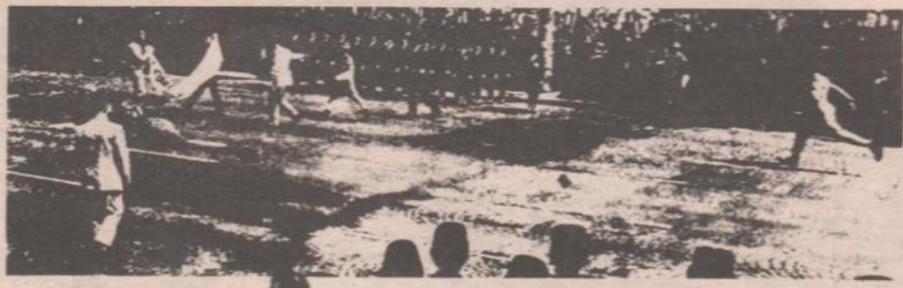
On a beaucoup parlé de l'armée ces derniers mois; dans le programme de l'union de la gauche, ne pouvait pas ne pas figurer une question aussi importante que celle-ci: La polémique PC-PS a permis d'amener une nouvelle fois la question de la défense nationale et de nul autres problèmes concernant l'armée, au premier plan de l'actualité.

L'armée défend la France: c'est le prétexte que nous présente la droite au pouvoir, non remis en cause par l'union de la gauche, justifiant la présence d'une armée en France. Oui, les médias ne nous parlent pas beaucoup de cette grande muette, et pourtant beaucoup de choses sont faites par cette armée, et ceci doit nous faire poser des questions quant au véritable rôle de celle-ci. Tout d'abord l'armée brise les grèves des travailleurs. Dernièrement les grèves des chauffeurs de bus de plusieurs villes de France ont été brisées par l'intervention de l'armée. Nous avons aussi à Lyon l'exemple plus proche de la grève des éboueurs de Monin Ordures Service brisée par l'intervention d'un régiment de la région. On se souvient aussi des interventions de l'armée lors des grèves des éboueurs de Paris, des aiguilleurs du ciel, des PTT en 1974. L'armée est donc utilisée par le pouvoir contre une partie de la population, et plus particulièrement contre les travailleurs.

Les travailleurs sous l'uniforme, les soldats dans les comités refusent cette armée qui brise la lutte d'autres travailleurs, cette armée au service des patrons contre les travailleurs. Aujourd'hui, l'armée est utilisée contre les travailleurs en lutte, mais demain elle sera utilisée par l'Etat Patron contre l'ennemi intérieur et le peuple tout entier, dans une guerre civile. Les thèmes des dernières manœuvres ne visaient pas seulement à préparer l'armée contre l'ennemi extérieur, elles visaient à accoutumer la population de la présence militaire sur le territoire, elles visaient clairement à préparer l'armée contre les «rouges intérieurs». Après avoir éloigné les soldats de leur région où ils pouvaient fraterniser avec la population (dans le midi en 1907), on enseigne concrètement, idéologiquement et militairement la lutte contre l'ennemi intérieur aux appelés.

Non, l'armée française n'est pas l'armée qui défend le peuple de France, c'est l'armée au service des patrons, l'armée de la classe bourgeoise au pouvoir, qui brise les grèves des travailleurs aujourd'hui, qui demain combattra le peuple et les travailleurs dans une guerre civile comme elle l'a déjà fait lors de la Commune de Paris, ou aurait pu le faire en 1968.

Cette armée n'est pas seulement dangereuse pour le peuple français; elle l'est aussi pour tous les peuples du monde du fait des visées impérialistes de la bourgeoisie française. Les peuples d'Algérie et d'Indochine ont du lutter contre l'armée française colonialiste, aujourd'hui les peuples Africains ou d'ailleurs doivent s'opposer directement à l'armée française qui défend non les intérêts de la France ou la liberté de ces peuples, mais l'impérialisme français contre d'autres impérialismes dans ces pays. Ainsi l'armée française sert efficacement l'impérialisme français en Nouvelle Calédonie, dans les DOM-TOM ou dans beaucoup de pays néo-coloniaux (Tchad, Cameroun, Djiboutie). Des soldats dénoncent et luttent contre cette armée briseuse de grèves, cette armée de guerre civile, cette impérialiste gardienne de l'ordre bourgeois: **SOUTENONS LES!**



Les fusils rouilleront

Peut être êtes vous passés rue Grenette en ces froides journées de la fin mars? Vous avez pu alors y voir au numéro trois un jeune public d'une semaine, à l'initiative de la Fédération des Objecteurs (FEDO). Cela a été la première apparition publique à Lyon de ce nouveau regroupement d'objecteurs de conscience.

Pourquoi des objecteurs se sont ils regroupés dans la Fédération des Objecteurs?

Nous disons NON au service militaire parce que les droits de l'homme n'y sont pas respectés.

Nous disons NON à la défense nationale parce qu'elle n'est que la défense des possédants.

Nous disons NON à la militarisation de la société parce que nous voulons une société juste où la liberté est respectée où la démocratie est appliquée. Nous refusons les ordonnances de 1959 qui permettent au gouvernement d'appliquer la discipline militaire à tout citoyen. Nous ne voulons pas que l'armée étende son emprise idéologique sur la jeunesse.



Au sein même de l'armée, ce sont les *punitions* de type épiluchage, nettoyage, symbole de l'humiliation car traditionnellement réservé aux femmes. Ce sont les chants fascistes où les femmes sont toujours des « madelons » (chant du premier régiment de Génie de Strasbourg) ou des putains... Ce sont les films et les bandes dessinées porno, plus répandus dans les foyers que les journaux d'information !... Tout cela, nous le dénonçons, même si nous... nous nous comptons de la misère affective des soldats. NOUS DENONÇONS le mépris des femmes que l'armée respire par tous ces pores, et dont elle est, en quelque sorte, cimentée, puisque reposent sur ce mépris toutes les fausses valeurs de pseudo fraternité virile. NOUS DENONÇONS le mépris des femmes que suppose ce mythe d'imbéciles de l'homme supérieur physiquement, sexuellement et intellectuellement.



LES FEMMES SE RETOURNERAIENT SUR MOI

JE LES REGARDERAI DROIT DANS LES YEUX



NOUS DENONÇONS le mépris des compagnes de soldats qui existe dans la volonté d'ignorer leurs problèmes et leur existence même.

NOUS SOMMES SOLIDAIRES de nos camarades appelés qui luttent contre cette armée d'oppression, phalocrate, sexiste. En luttant ainsi, ce n'est pas seulement la « cause des femmes » que les soldats défendent, c'est aussi leur propre cause, contre l'oppression généralisée au sein des casernes.

Car nous savons bien que pour les bidasses, il n'y a pas uniquement « un problème de femmes », et nous dénonçons aussi leurs conditions d'existence qui les coupent non seulement de leurs compagnes, mais aussi de leur milieu social, de leur famille, de leurs camarades de travail et de tout le monde civil... tout cela au nom de la supériorité militaire.

- C'est pour ces raisons qu'à leur côté nous exigeons :
- le choix de la date et du lieu d'incorporation
 - des permissions régulières non soumises au chantage de la hiérarchie
 - la solde au SMIC
 - ... nous dénonçons l'oppression quotidienne,

ne, brimades, corvées, avec comme toile de fond le phalocratisme le plus féroce qui soit.

C'est pour cela que nous sommes partie prenante du Collectif National de Soutien aux Luttés des Soldats. Pour nous le CNSLS est un lieu pour défendre le point de vue des femmes sur l'armée et dénoncer l'armée comme lieu de diffusion du phalocratisme. Dénoncer l'exclusion des femmes de l'armée non pas qu'on revendique de faire un service militaire semblable à celui que les hommes font actuellement mais qu'on refuse d'être exclues d'un domaine politique essentiel, et que cette exclusion en dit long sur ce qu'est l'institution militaire.

Nous appelons toutes les femmes à nous rejoindre pour lutter contre l'armée bourgeoise, en participant aux activités du CNSLS.

C'EST PAS LE TOUT ÇA

ENFIN DU MOMENT OÙ ON GAGNE QUAND MÊME SA VIE...



LAGO-MOGE

LE COMPLEXE MILITAIRE, SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL

Le capitalisme exige un accroissement artificiel de la consommation destinée au système de la production. Il doit créer de nouveaux débouchés et entraver le chômage dans un secteur qui ne soit pas sujet aux variations et aux crises économiques consécutives à l'armée. C'est le principal secteur social, économique et financier, sur lequel l'Etat étend une main mise absolue dont le caractère discrétionnaire est garanti par les prétendus impératifs de la défense nationale couverts par le secret militaire, la stricte hiérarchie et le respect sacré de l'institution militaire et à tout ce qui y touche.

Grâce à sa collusion avec le pouvoir politique qui lui permet d'imposer au gouvernement la signature des contrats qu'elle choisit, l'industrie oriente l'économie intérieure, le commerce extérieur et la recherche scientifique vers le développement des armements car elle y trouve un marché stable et sans risques.

Une très importante proportion des crédits de recherche alloués par le gouvernement passe à l'industrie pour la recherche spatiale, nucléaire et militaire. Cette-ci emploie énormément de personnel au détriment du secteur civil et de l'équipement technologique et scientifique des pays économiquement faibles. Souvent les recherches civiles, coloniales par les militaires malgré leur rapport indirect avec la défense sont frappées du secret militaire et ne peuvent être divulguées pour le bien commun.

LES VENTES D'ARMES

Le nationalisme, l'indépendance nationale, le retrait apparent des pactes militaires, la stratégie nucléaire « tous azimuts » sont, non seulement des alibis pour faire admettre à l'opinion publique la nécessité de la défense armée du sol national sous l'autorité personnelle du président de la République et dans un régime technocratique fortement centralisé, mais aussi des appâts pour entraîner les pays neufs dans la course aux armements au-delà de la capacité de destruction des objectifs éventuels. L'efficacité du matériel dépend de l'avance technologique sur les adversaires virtuels, ce qui entraîne la course aux armements et le déclassement très rapide du matériel. La guerre du client est le banc d'essai du fournisseur. Celui-ci garde le contrôle de la puissance de ses clients et veille à maintenir sa supériorité technologique. Il tire profit des tensions propres aux conflits armés et de la répression des rebelles surtout quand deux clients sont opposés. Les ventes d'armes servent politiquement les gouvernements acquiescants et les subordonnés économiquement. Les fournisseurs peuvent échanger leurs armes contre des matières premières qu'ils revendent ensuite, manufacturées à plus haut prix, à leurs clients qui sont liés par le besoin de munitions et de pièces de rechange. Les ventes d'armes facilitent l'établissement d'un réseau commercial au bénéfice de l'industrie privée. L'encadrement envoyé par le pays fournisseur pour la formation technique à l'utilisation de ses appareils est aussi un encadrement politique.

La monopolisation des techniciens par l'armée empêche le développement scientifique et industriel des pays pauvres et donc la concurrence avec les pays riches. Elle entrave aussi la mise en place d'institutions démocratiques. Aucun intérêt n'incite le capitalisme à la reconversion des usines d'armement. Les capitaux, le personnel, le matériel et l'infrastructure du complexe militaro-industriel ne peuvent être reconvertis pour l'amélioration du niveau de vie ni pour le développement industriel et la production de biens d'équipement pour le Tiers monde tant que les intérêts capitalistes seront basés sur la vente de produits finis aux pays économiquement faibles.

Il faut même redouter qu'un gouvernement de gauche qui ne renoncera pas à la croissance économique et technologique actuelle et qui ne rompra pas brutalement avec la présente conception de l'industrie et de l'emploi, ne soit lié à la nécessité du commerce des armes et donc entraîné dans la course aux armements. Le commerce des armes lui serait d'autant plus indispensable qu'il voudrait se doter d'armes françaises d'une technologie de pointe.

ILS VIVENT, ILS LUTTENT, LES COMITÉS DE SOLDATS

Le mouvement des soldats...

Les soldats luttent et s'organisent dans les casernes. C'est aujourd'hui 150 Comités de Soldats qui ont une action régulière sur leur régiment, éditant un bulletin régulier, diffusé clandestinement dans la caserne; Ces comités sont clandestins car toutes luttent ouvertes à l'armée sont réprimées immédiatement, les soldats en lutte exigent :

- les droits démocratiques (liberté de réunion, d'expression, de la presse; l'abrogation du Règlement de Discipline Général aux Armées et de la justice militaire)
- l'amélioration des conditions de vie et de travail (solde au SMIC, transports gratuits, sécurité respectée, santé louée...)

Les comités de soldats luttent contre cette armée :

- qui se prépare à la guerre civile comme déjà les thèmes de manœuvres nous le montrent
- qui brise les grèves des travailleurs comme aux PTT chez les éboueurs ou les aiguilleurs du ciel
- qui est impérialiste car elle occupe les TOM-DOM (territoires et départements d'outre mer) et va dernièrement au Zaïre.

L'activité des comités de soldats est importante, aussi la hiérarchie militaire ne laisse-t-elle pas faire; la répression frappe de partout où la voix des soldats se fait entendre de France en Allemagne, de Toulon à Treves la Sécurité Militaire intimide, interroge, perquisitionne les camarades susceptibles d'appartenir à un comité de soldats, et c'est d'autant plus facile pour la SM de frapper quand dans la société civile aucune voix ne se fait entendre, ou presque.

...et notre soutien

C'est pourquoi un « Collectif National de Soutien aux Luttés des Soldats » s'est constitué nationalement; à Lyon il a déjà tenu un meeting, et est intervenu lors de la fête de la municipalité à St-Etienne; ce collectif se fixe pour tâche un soutien direct aux comités de soldats et un travail d'explication et de mobilisation dans la société civile sur ce qui se passe dans les casernes, car le mouvement des soldats nous concerne tous, l'exemple du Chili est encore trop présent à nos esprits, quand nous entendons Bigeard ex-tortionnaire en Algérie, ex-secrétaire d'Etat à la défense déclarer: « A Dien Bien Phu, si nous avions eu à notre disposition un peu de paras et de légionnaires, ou même d'anciens SS, nous aurions battu les viet; si ce n'est la gauche prend le pouvoir, l'armée respectera la volonté populaire, mais moi je prendrai le maquis ».

Suite de l'article du MAJ

Nous ne pouvons tolérer que le gouvernement français signe des conventions internationales, comme la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés des citoyens, qui garantissent les droits de libre opinion, libre expression :

« Art.9 - toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction en public ou en privé, par le culte, l'enseignement et l'accomplissement des rites. »

... et refuse le droit à l'objection de conscience pour tous et à tout moment.

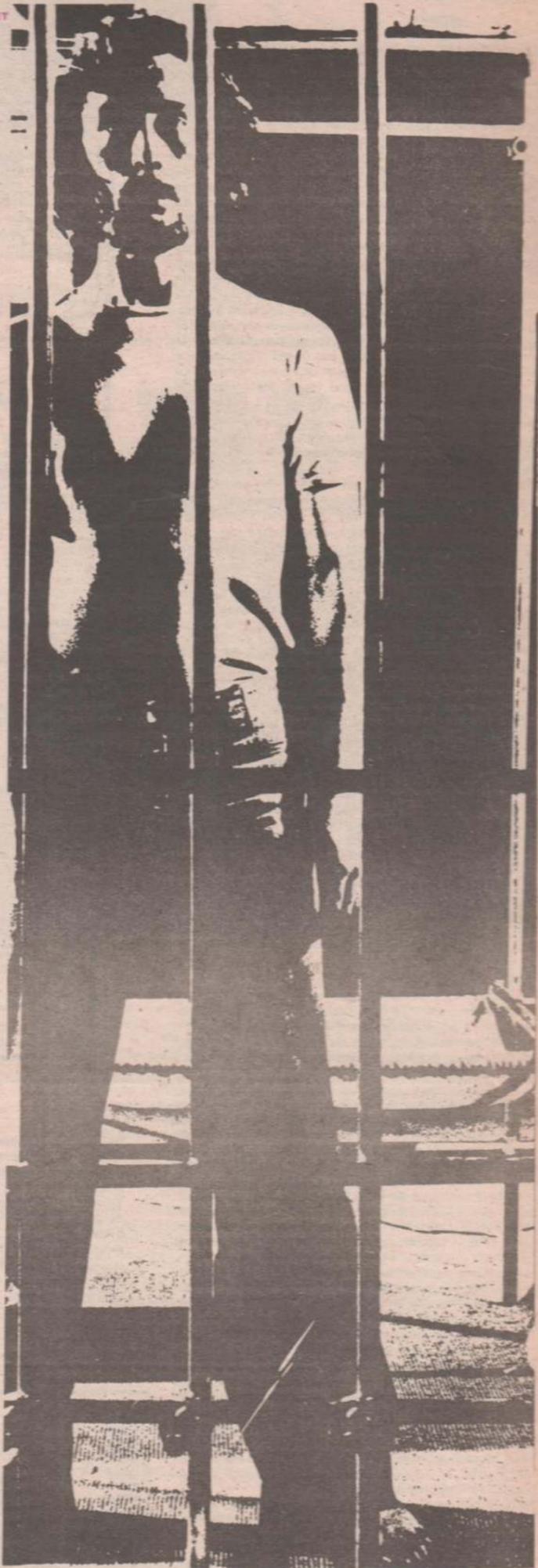
Qu'il n'accorde qu'un statut des objets limités et pénalisés (conçu comme une sanction) : objection de conscience non-reconnue pour motivation politique, demande de statut paradoxal examiné par une commission essentiellement composée de militaires, décision insusceptible d'appel, durée du service de deux ans.

Que les insumis soient maintenus en prison pendant deux ans par le fait d'une circulaire ministérielle.

Objection, insoumission: Ces mots illustrent bien la nature de l'institution Armée: une force visant à briser toute forme de contestation tant par la soumission des individus que par la répression des luttes populaires.

L'importance de ces luttes et de la remise en cause de ces institutions, incitent cette dernière à s'enfermer dans un cycle de répression à la fois accru (intensification, notamment des procédures disciplinaires; saisine de la cour de sûreté de l'Etat) et élargi (poursuite non seulement de soldats mais aussi de civils exprimant une opinion sur l'armée - affaire dite de démolition de l'armée - , procès de renvoyés de livrets militaires, procès pour injures envers l'armée, répression des manifestations anti-militaristes...).

Face à une telle situation, il est de toute urgence de mettre en œuvre toutes actions unitaires afin de faire échec à une volonté délibérée des mass-médias traditionnelles et de l'institution militaire de taire toutes informations contraires aux intérêts de l'armée.



Et bien LES RAISONS DE FOND DE NOTRE SOUTIEN AU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES SOLDATS... C'EST BIGEARD QUI NOUS LES DONNE. Car des Bigeard il y en a plus d'un dans les casernes, car l'Etat veut une armée aux ordres prête à défendre son pouvoir, et seul le mouvement des soldats est capable d'entraver cette mécanique, seul les soldats organisés dans les casernes sont la garantie démocratique de cette armée et que les Bigeard se tiennent pour dit NON C'EST L'ARMÉE NE DOIT PLUS ÊTRE L'ARMÉE D'INDOCHINE ET D'ALGERIE, NON C'EST L'ARMÉE NE DOIT PLUS ÊTRE CELLE DU COLONIALISME ET DE LA TORTURE, ELLE NE SERVIRA PAS À REPRIMER LE MOUVEMENT POPULAIRE, C'EST LA RAISON DE LA LUTTE DES SOLDATS, C'EST LA RAISON DE NOTRE SOUTIEN.

TPFA-1 rue général Mouton Duvernet 69003 Lyon

JOUR MORT!

mais non c'est pas du Vol-en-ski! Il peut quand même pas bosser partout ce mec! C'est les infirmiers de monsieur REISER qu'ont traversé jusqu'à chez nous. MERCI Monsieur Reiser!



SA MORT A JETÉ LA DÉTRESSE. PARMIS LES SIENS

inventif que le peuple algérien doit son électrification à la FRANCE quant à elle, grâce à ses loyaux services, a pu s'élever au rang des plus grandes nations sur le plan militaire, ce GRAND PATRIOTE, sans qui ne d'Arc et Napoléon ne seraient qu'un couple d'obèses dans l'HISTOIRE

COMMUNIQUÉ OFFICIEL
Le général Marcel BIGEARD est décédé le 10 novembre 1977 des suites d'une rupture d'anévrisme survenue lors de l'ablation d'un durillon au gros orteil gauche qu'il tentait de soigner depuis 15 ans.
LE MEDECIN-MAJOR

IONALE... et qui jours de gloire

HERNU UN ENNEMI DES COMITÉS DE SOLDATS

Hernu spécialiste sur la question de la défense nationale au P.S. Hernu maire de Villeurbanne, Hernu futur ministre des armées d'un gouvernement de gauche : tel est le canevas de la visite de Charles Hernu.

Cette carte de visite déjà bien lourde l'est encore plus quand on voit quelle signification elle a pour ce personnage.

Hernu est apparu publiquement pour la première fois dans une affaire de comités de soldats lors du procès de Draguignan en 73 : deux cent bidasses ont manifesté publiquement dans la rue, aussitôt tout l'arsenal juridique militaire se met en branle, pas un ne doit en réchapper, mais ce n'était compter sans une large riposte des organisations politiques et syndicales, ainsi que de nombreuses manifestations de soutien dans toute la nation.

Lors du procès au TPFA (Tribunal Permanent des Forces Armées) de nombreuses personnalités sont là et bien sûr Hernu premier chantre du PS sur la question armée, n'y manquait pas. Il témoigna, mais ce n'était pas pour apporter son soutien aux soldats qui s'organisaient en comités dans toutes les casernes. Il excusait simplement les soldats sur le fait qu'ils étaient mécontents de leur sort, leur ras le bol quoi ! Mais attention il fallait pas que ça recommence parce qu'alors il ne marcherait plus. Et effectivement il n'a plus marché !

Plus tard fin 75 lors de la vaste répression contre tout le mouvement de soldats (cours de Sureté de l'Etat) Hernu déclarait « les comités de soldats minoritaires et gauchistes ». C'était bizarre cette déclaration quand on sait que les comités sont constitués de jeunes travailleurs, les autres préférant avoir la planque comme les militants du PS en tant qu'officiers de réserve. Bizarre, j'ai dit bigareur, quand on sait aussi que des sections syndicales voire des unions départementales CGT ou CFDT apportent un soutien très concret à ces comités. Hernu serait-il un menteur ? Depuis 77 dans notre région, lorsque 7 soldats du 7ème BCA de Bourgsaint-Maurice sont arrêtés par la sécurité militaire, Hernu ne lève plus le petit doigt comme il l'avait fait lors du procès de Draguignan. Les comités depuis 73 ont continué d'exister et de se renforcer. Il n'est plus possible pour Hernu de les remettre dans le droit chemin. Non Hernu les comités de soldats ne marcheront pas au pas, tel était le sens de l'inscription peinte sur les murs autour de la mairie et effacée aussitôt par le maire !

Hernu futur ministre de la défense d'un gouvernement de gauche en 78 a déjà suffisamment donné de garanties aux généraux actuels sur l'attitude qu'il aurait face aux comités de soldats, c'est pourquoi le CNSLS s'est donné pour tâche de dénoncer Hernu chaque fois qu'il en avait l'occasion : cela s'est concrétisé plus particulièrement lors de la fête à Villeurbanne. Nous avons fait une exposition sur les problèmes de l'armée avec pour thèmes : la sécurité dans les casernes, la vie quotidienne, les plateformes de lutte des comités etc... ainsi qu'une banderole « ils vivent, ils luttent : soutien total aux comités de soldats », pendant le concert de François Béranger, place de la libération.

De nombreuses personnes passaient, lisaient le tract d'explication sur « la face cachée d'Hernu » et discutaient avec les militants du CNSLS ; c'est alors qu'est arrivé Hernu accompagné de ses fidèles du PS, ainsi que de Queyranne premier adjoint du maire. Hernu nous a carrément agressé en nous disant « foutez le camp bande de merdeux, agents du RPR, de la CFT, et même de la CIA ! ». Face à ces arguments convainquants, la population présente a été très surprise par le peu de finesse du maire mais aussi sur sa volonté de ne pas répondre sur le fond du problème. Plus surprise elle l'a été, quand Hernu s'est adressé aux jeunes du quartier portant chaînes de vélo au cou et rasoirs dans la main en leur demandant de nous faire dégager manu-militari parce que soit-disant les jeunes étaient gênés par notre présence. Hernu intercalerait-il dans sa ville à la violence ? Ceci était complètement manipulateur de sa part quand on sait que ces jeunes sont souvent chômeurs ou OS, sont soumis pendant leur service à l'arbitraire total de la hiérarchie et se retrouvent dans les régiments les plus durs là où il y a le moins de sécurité. Exploités à l'usine, ils seront exploités pire à l'armée.

Hernu a montré ce qu'il était capable de faire. C'est pour cela que nous le choisissons comme cible aussi dangereuse que ses confrères « socialistes » tel Jules Moch qui avait fait tirer sur des grévistes, tel Mitterrand qui déclarait pendant l'Algérie « la seule négociation c'est la guerre », ou bien encore Deferre à Marseille qui fait briser la grève des éboueurs par l'armée. C'est parce que nous organisons un soutien civil aux soldats que nous continuerons à le dénoncer. Notre tâche ne s'arrête pas là, et de nombreuses interventions à Villeurbanne continueront sans cesse.

Non Hernu les Comités de Soldats ne marcheront pas au pas !

TOUT SUR L'OBJECTION

Chapitre 1

Jusqu'en 1963...

Quand quelqu'un ne voulait pas faire la guerre, l'autorité faisait la main, et l'envoyait en prison pour une réflexion plus approfondie.



puis ce fut la guerre d'Algérie, et l'action de Louis Lecoin qui après moult grèves de la Paix, arracha un statut auprès de De Gaulle. Statut imparfait, mais constituant une avancée considérable pour l'époque. Depuis ce statut n'a pas évolué.

Chapitre 2 de 1963 à 1972...

LE STATUT DES OBJECTEURS

On n'a le droit de Jamais de faire que pousser certaines pétitions de France, par les autorités locales à calculer la somme de l'appel de la classe à laquelle appartient l'individu.

Il est interdit de faire connaître la loi sur le statut des objecteurs.

On n'a le droit d'être objecteurs que si l'on insouffit de raisons phisiques ou religieuses.

DONC LA DEFINITION DE L'OBJECTION D'APRES LA LOI, C'EST UNE MACHINE A CALCULER, SOUS LE MARIAGE, AVEC UNE AVISÉOLE SUR LA TÊTE (dans la nuque).

Alors d'abord les 40 objecteurs officiels qui arrivaient tout ça, par exemple ont été expédiés au camp de Sappot - pompier à BERNOLLE (V.A.) où leur attitude siame Put en deux coup assillées à pompes (at-15).

20 objecteurs se mettent en grève et sont envoyés en prison où après une arrest de la Paix le gouvernement cède.

Jusqu'en novembre 67

les objo ont le choix de leurs affectations. A ce moment le gouvernement qui veut mieux en prendre soin, les infligent aux hopitiaux de PARIS... et alors les objo meurt dans les tranchées où qu'ils prennent lieu de manœuvre sous pluie, qui prendent la place d'autres salariés. Alors c'est encore une chose bizarre, au terme de laquelle ils obtiennent à nouveau le droit de choisir leur affectation.

"A partir de ce moment là, le nombre des objecteurs se en augmentant régulièrement la liberté d'affectation. Seul permettait d'être dans un grand nombre d'association sans qu'il puisse y avoir de réel contrôle du Ministère (CNSLS)." (CNSLS)

Chapitre 3 DEPUIS 1972...

C'est en 1972 que le décret de BREGANÇON a été adopté. Les objecteurs qui ne sont déjà pas gâtés par la nature sont attirés à un véritable traitement paramilitaire sans de droit syndical jus de liberté d'expression et de... (CNSLS)

Ce décret ajoute aux affectations arbitraires à L'ONF (office national des forêts) au BAS (bureau d'aide sociale) au SEC (secrétariat d'état à la culture) démontre la volonté du gouvernement de contrôler et dénigrer les objecteurs en les isolant et en les privant de moyens financiers et d'expression.

Le gouvernement tente de faire passer aux objecteurs, une masse de manœuvre bon marché et malléable à souhait dans les secteurs non rentables de l'économie (CNSLS)

ÇA A RATE !!!

Des Septembrés la majorité des objecteurs s'opposent de rejoindre leur affectation et deviennent insoumis au service national.

Nous sommes plus de 2000 objecteurs - insoumis en France (65% d'insoumis à chaque incorporation d'objecteurs. Dans le même temps la volonté de demande de statut augmente.



les Comités de Lutte des Objecteurs (CLO)

nés en 1975, le CLO réunit tous les militants de l'objection - insoumission, sur une plate forme.

- Non au Décret de Bregançon, Non aux affectations arbitraires.
- Non à la justice militaire.
- Soutien aux déserteurs, insoumis, et à la lutte des soldats.

Les CLO dénoncent la mainmise de l'armée sur la France (la militarisation...), et le service civil en système capitaliste.

Le CLO édite un bimensuel : "OBJECTION", et de nombreux brochures dont :

- le guide de l'objo
- droit de l'objo
- l'objo en lutte
- justice militaire

pour tout contact "Objection" BP 90 69204 LYON cedex 04

Constitution d'une commission d'enquête civile à VALENCE

Répondant à l'appel du comité de soldats du 75ème RI de Valence: extrait du communiqué des soldats: « Mardi 27 septembre, un appel est mort au 75ème RI, juste à la fin des classes, après deux mois de service. Le colonel a immédiatement pris des décisions importantes: l'invocation d'un tragique destin, une minute de silence, l'annulation du repas des cadres prévu pour le samedi suivant et une enquête des médecins. Nous attendons bien sûr les résultats de l'enquête, mais dès maintenant quelques questions doivent être posées: 1 - Cristian Bonnefoy est mort au cours d'un combat sur le terrain, à quinze kilomètres de la caserne. Le radio de trop faible portée, était inadaptée aux circonstances de plus aucun infirmier était sur place. Pourquoi? 2 - Le colonel en second a été prévenu avant l'infirmerie. Pourquoi? 3 - Ce sont les pompiers qui, trois quart d'heure plus tard, ont ramené le corps de Cristian, aucun véhicule n'étant disponible à l'infirmerie du camp. Pourquoi? 4 - Cristian se plaignait de douleurs au moins depuis la veille, mais n'a pas été porté consultant médical. Pourquoi? (.....) La famille de Cristian doit savoir que nous nous efforcerons de faire toute la lumière sur cette mort tragique. Nous appelons ses membres, la municipalité les avocats et des médecins, les organisations démocratiques, ouvrières, de Valence a constitué une commission d'enquête civile à laquelle nous sommes prêts à apporter toute notre aide. »

Nous, habitants de Valence et de sa région, appelons l'ensemble de la population de Valence, ses organisations ouvrières et démocratiques à répondre à l'appel du comité de soldats. C'est la première fois après de nombreux accidents mortels survenus à des appelés du contingent que l'armée appelle une juridiction civile pour faire la lumière sur l'accident mortel. Nous exigeons que la justice civile aille jusqu'au bout de l'enquête et quoique il arrive nous nous engageons à rester vigilants et à tout mettre en oeuvre pour que la vérité soit établie sur cet accident.



LA LUTTE DU LARZAC CONTINUE

Telle était une des vérités premières que ce rassemblement qui a réuni 50 000 personnes ce 14 août dernier sur le plateau. Il avait pour but de rappeler, non seulement au pouvoir mais aussi aux organisations de gauche et à la presse pour qui le Larzac était une affaire réglée, qu'ils se trompaient lourdement.

« Vivre et travailler au pays » était le thème de ce rassemblement 77 qui à travers de nombreux débats, forums ou meetings, permit à de nombreuses personnes de faire le point et de confronter leurs différentes expériences de lutte. De même la marche à l'intérieur de l'actuel camp militaire, en direction des Agadous, ancien village transformé en cible de tir, réaffirma la volonté innébranlable des paysans de stopper l'expansion du camp militaire.

La réussite de ce rassemblement est due en grande partie à l'activité déployée par les différents comités Larzac implantés dans de nombreuses villes.

Sur Lyon le comité Larzac existe depuis le début et a déjà organisé plusieurs meetings et soirées d'information dans les MJC notamment.

Les paysans et les comités Larzac en lien avec d'autres luttes (Malville) préparent pour courant janvier une journée nationale d'information:

- le soutien à la lutte du Larzac passe bien sûr par la présence active au comité Larzac (permanence les lundi de 18 heures 30 à 19 heures 30 68 rue Mercière 69002 Lyon) mais aussi par C.C.P. J.P. Regourdail 2578 55 à Lyon.
- l'achat de parts au GFA qui permettent d'acheter des terrains dans des endroits stratégiques qui forment des verrous à l'extension du camp.
- le renvoi du livret militaire

Et bien sûr en se tenant informé en s'abonnant à Gardarem Lo Larzac

Soutien financier:
ccp: **Thierry BERMONT**
10.21.26P Grenoble
mention pour le journal

DES OBEIR...

L'insoumission est un délit réprimé par le CODE de JUSTICE MILITAIRE appliqué par les Tribunaux permanents des Forces Armées.

Est insoumis celui qui ne se présente pas à la caserne pour effectuer son service militaire. Au délit d'insoumission est souvent accolé celui de refus d'obéissance, ce qui permet aux TPFA de suivre la circulaire numéro 2451 et d'infliger souvent des peines de 21 mois de prison fermes. Par cette circulaire, le pouvoir exécutif dicte ses décisions au pouvoir législatif. Ceci est une violation de la constitution.

L'insoumission est le refus de l'obligation légale du service militaire, par un individu. C'est une confrontation publique avec l'autorité, le pouvoir détenteur de tous les moyens de répression, d'un pouvoir au service d'une société devenue inhumaine.

Avant ou après ce choix antimilitariste, ce fut ou ce sera d'autres choix, d'autres refus et d'autres défits. Cesser d'être une poule à abattre, essayer de découvrir et de vivre une autre société où le bonheur ne soit pas dépendant du niveau de vie, du progrès scientifique ou industriel, du taux de croissance... Refuser d'être une victime du travail, de la société, de la marche au pas cadencé, la victime d'une vie subie de la naissance à la mort car pas choisie, maîtrisée, orientée selon ses désirs et ceux d'autrui. Abstraire en soi, autour de soi, les barrières, les racismes, les prisons et les ailes de toute sorte.

Nous revendiquons notre identité d'homme attentif à lui-même, à l'autre, et commençons à être des individus d'une autre société, d'un autre monde, à qui l'on propose des lois, des principes et des habitudes pour leur faire réintégrer les rangs.

Nous ne sommes pas de la chair à canon pour une société qui se détruit dans une irresponsabilité provocatrice de bouleversements sanglants et meurtriers. Nous revendiquons face à l'aveuglement, la liberté, le plaisir de voir, d'entendre, de dire, de choisir et de vivre.

CNSLS: Centre 1er Mai 8 rue St Georges Lyon 69 005
UPF: ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001
IRL: ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001
FEDO: 68 rue Mercière Lyon 69002
CLO: 3 rue Diderot Lyon 69001
GI: ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001
MAJ: 68 rue Mercière Lyon 69002
Comités Larzac: 68 rue Mercière Lyon
Objection en monde rural: J.L Denis 42124 Cottance
GARM: Mireille debard 7 rue Francisque Jomard 69600 Oullins

On se plaignait beaucoup, dans les années 64-65, à la suite de ce que nous appelions les élections, de la désaffection des « masses » pour la chose politique. Et comment y remédier ? Par des meetings monstres ? Personne n'y venait, ou juste l'escadron des sympathisants habituels. Par de nouvelles séries de grèves ? Et si elles étaient encore moins suivies que les précédentes ? Par des rubriques plus incisives, plus pratiques, plus directes, dans une presse mieux faite ? Mais les gens ne lisaient plus ! Par des tournées de conférences qui auraient réexpliqué au peuple le fin fond du marxisme ? Mais il faudrait déjà se mettre d'accord sur ce que le marxisme signifiait à ce moment-là, et puis un essai de clarification aurait suscité certaines questions auxquelles on aurait été gêné de répondre, surtout après le XX^e Congrès... Bref, c'était le marasme, le creux de la vague, et comme toujours dans ces cas-là, on ne voyait pas quoi faire d'autre que reprendre en plus grand, en « mieux », les moyens dont on s'était servi jusqu'alors et qu'on rendait responsables, à mon sens un peu vite, des précédents succès.

C'était pitié de voir les fronts lourds et les moues désabusées. Sans bien comprendre encore que tout ce que je pouvais conseiller reconnaissait à ces messieurs de la classe politique le droit à plus de conscience que le commun des mortels et à la direction de mes propres affaires, je les encourageais à se donner du temps et à repenser toute la politique (on ne disait pas encore *le*) autrement. Autrement, pour moi, cela voulait dire, naturellement, qu'on procéderait à une critique systématique des usages, des fétiches culturels et technologiques, sans négliger de s'intéresser, désormais, à... la surpiqure d'un col d'imper, par exemple. Hélas ! Je ne voyais donc pas la montée du fascisme, le jeu des trusts internationaux, l'impérialisme américain ? A force d'en entendre causer, j'y étais devenu, comme quelques autres, apparemment, plutôt allergique. Ce que je voyais bien, par contre, ce que je voyais de mieux en mieux, c'est que l'engagement politique était comme une passion amoureuse à vocation toute conjugale. Ce que je voyais, c'était des gens qui voulaient séduire, conquérir la classe ouvrière, lui faire comprendre par tous les moyens qu'elle et eux c'était pour ne faire qu'un et pour la vi-i-e. Ce que je voyais, c'est qu'ils se grimaient en marxistes et que toutes leurs pommades leur évitaient de se remettre personnellement en question. Ce que je voyais, c'est que tant qu'ils auraient envers l'objet de leur passion cette attitude à la fois transie (serai-je son élu ?) et paternaliste (comme je vous protégerai, comme je vous ferai progresser !), tant qu'ils auraient une longueur d'avance sur l'ensemble des prolétaires, ils ne feraient qu'établir une nouvelle mainmise des supérieurs sur les inférieurs et traiteraient, au sens d'injurier, la classe ouvrière comme un matériau.

LES MILITANTS ET LES AUTRES

Nous sommes, après Malville, dans la même situation que les têtes politiques de la haute époque dont je parle, où l'écologie commençait à peine sa carrière outre-Atlantique. Et je me retrouve empêtré dans les mêmes contradictions, aggravées du fait que je participe, cette fois, au mouvement. Nous ne savons plus trop bien comment mener l'action, s'il faut nous mettre hors la loi en caricaturant les illégalités commises par le gouvernement et les services publics, ou ruser avec le système en nous présentant aux élections. L'écologie n'est plus dans l'écologie : elle en déborde de partout, comme le marxisme a débordé Marx. Et surtout, surtout, nous nous sommes, consciemment ou non, investis d'une responsabilité qui nous pousse à convaincre, à devenir « vendables », efficaces, sécurisant, et qui traite les autres comme *des autres* : tantôt avec un mépris ouvert, quand on les sent irrécupérables, tantôt avec une sympathie qui les infériorise au moment même où l'on prétend avoir compris leurs problèmes et les faire nôtres.

C'est ce dernier point qui me gêne le plus, à nouveau, et la raison, sans doute, pour laquelle j'entre aussi mal dans le personnage du militant classique, bien campé dans son militantisme. Cette situation *du dehors* dans laquelle on se place, quoi qu'on veuille, cette distanciation que crée automatiquement le militantisme, en quoi consiste très précisément le militantisme. Cette irréparable fêlure qui pousse à monter des spectacles, encore des spectacles, toujours des spectacles. Tout le reste en découle. Les tentatives de séduction, qui entraînent bon

LES CONFESSIONS D'UN MANIAQUE



nombre d'entre nous dans les rituels de prise de pouvoir. L'attachement infantile au drapeau vert. Les désillusions et la culpabilité. Le rejet de la faute sur des oppresseurs au marché desquels on continue de s'achalander. L'apparition d'une nouvelle catégorie de spécialistes, chiffreurs et technocrates. La formation d'une nébuleuse de permanents au service de la juste cause. La constitution d'une nouvelle classe politique ayant, comme les précédentes, pour fonction de pousser les autres vers le bien qu'ils ne savent pas. Et, courant à travers tout cela, l'irrecevable violence d'un témoignage dont la fondamentale *étrangeté* provoque nécessairement des procédures d'exclusion chez ceux-là mêmes qu'on espérait atteindre.

Mais comment les attitudes à la base pourraient-elles changer sans moteur ? C'est l'objection qu'on me fait en général. Or cette idée d'un moteur, qui présuppose des mécaniciens, des guides, me semble de plus en plus le super-piège. Les exemples abondent d'idées, de pratiques redécouvertes des années après en plusieurs endroits par des gens qui les ignoraient totalement. Pour ne prendre que notre cas, nos principales thèses figurent presque intégralement, et parfois dans les termes mêmes que nous employons, chez Denis de Rougemont et certaines revues « Esprit » d'avant-guerre. Ce n'est évidemment pas par ce chemin que nous sommes venus à l'écologie. De même, si encore plus de citoyens se mobilisent, demain, sur des thèmes écologiques, la majorité d'entre eux se moquera de savoir en quoi ils sont ou ne sont pas écologiques. Ils se moqueront aussi de nos papiers, et ceux qui les leur rappelleront seront de sacrés emmerdeurs. Là où l'historien, de son haut, établit une continuité artificielle, là où le militant, du ras de ses pâquerettes, voudrait une filiation qui le reconnaisse et le justifie en tant qu'initiateur, il n'y a probablement jamais que la maturation du terrain social. Le seul intérêt de la notion de moteur est de conforter quelques pitres politiques dans leur impression d'agir et de réserver leur droit à diriger les autres.

On risque cependant d'aboutir très vite, si on suit cette piste, à une sorte de fatalisme. On se dit : à quoi bon prêcher dans le désert ? S'il n'y a personne pour vous

écouter, c'est qu'il ne doit y avoir personne. Laisse au temps le temps de jouer. Un jour, comme ça, tout-à-coup, tout le monde aura compris l'intérêt de s'interroger sur la surpiqure des cols d'impers : vos idées auront un caractère d'évidence imparable, il n'y aura plus rien à expliquer. On se dit même qu'il vaut mieux se taire. Car plutôt que de discuter vos idées, on discutera votre personnage : c'est ainsi qu'on a utilisé au maximum nos carottes et nos cheveux longs contre les vérités élémentaires que nous apportions. Alors ? Faut-il s'en remettre au hasard ? Faire confiance à certaines évolutions inéluctables ? Les missionnaires, c'est fini, mais démissionner, ce n'est pas non plus possible ! Comment nous en tirer ?

REINVENTER LA POLITIQUE

Ce ne peut être qu'en réinventant tout ce que nous avons mis, jusqu'à présent, sous le mot de politique. Ce ne peut être qu'en rompant délibérément avec la fascination des grands spectacles qui nous sont montés et que nous n'avons que trop tendance à perpétuer. Une crise économique ? Les restrictions, le chômage ? Une guerre, un putsch ? Des élections, un changement de régime... ? Mais oui, ce sont des choses qui comptent ! On peut y perdre le goût de vivre, et parfois même la vie. Mais concentrer notre attention exclusivement là-dessus, c'est entrer dans le jeu de la presse et de la classe politique et se condamner au théâtral : celui des gros titres et des discours pleins d'émotions qui achèvent de convaincre le bon peuple qu'il n'est qu'un fêtu emporté par le courant. C'est encourager les responsables, c'est-à-dire des gens du dehors, par définition, et ceci même quand ils se recrutent dans nos propres rangs, à prendre les mesures « qui s'imposent ». Des mesures elles aussi toutes théâtrales, où tous les genres sont possibles, de la comédie de boulevard au Grand Guignol.

Si on essayait plutôt de remonter vers l'amont, au moment où ces aventures se préparent, se décident, à travers les usages que nous acceptons comme évidents, les techniques que nous croyons inévitables, des gratifications qui sont autant d'aliénations ? Toujours plus en amont, et *du dedans*, en nous considérant, nous, comme

entièrement responsables de notre comportement face aux incitations que nous recevons ? Si on mettait un peu les bœufs avant la charrie ? Car les pollutions, le respect du cadre de vie, les minorités mentales, culturelles, ethniques, sexuelles, les prisons, j'en passe, toutes ces choses qui nous scandalisent, sur lesquelles nous sommes devenus hyper-sensibles, tout cela, en core une fois ne vient qu'après. Et ici, s'il vous plaît, cessons de ruser. Cessons de dire après le capitalisme, après le système, après les profiteurs. Cela revient à invoquer l'excuse d'être des faibles qui succombent devant les forces du Mal et à attendre la Révolution, surgissant bien entendu du dehors, comme on attendrait un Messie purificateur. Ces horreurs-là ne viennent-elles-mêmes qu'après : après notre demande, de perfectionnements, de méthode d'ordre, de salut, de rachat, de sécurité. Une demande qui ne date pas d'aujourd'hui et qui est tout le fond de la condition humaine.

Il m'a fallu du temps, j'avoue, avant d'entrevoir ce renversement. Et quand j'ai commencé à l'entrevoir, j'ai reculé. Nous interroger sur ce qui est réellement en question dans ce que nous produisons et consommons, cela me semblait conduire tout droit à de la métaphysique, et la métaphysique, c'est tabou. Il valait mieux s'arrêter aux questions réalistes... C'est précisément pour prendre des leçons de réalisme, puisqu'il faut tout confesser ou rien, que je m'étais mis à fréquenter les salons politiques. Mais j'avais beau me pincer pour admirer des gens en principe à la pointe de l'action, j'étais toujours aussi frustré. Les explications données, Marx à l'appui, n'allaient jamais suffisamment à fond. Quant aux actions, elles relevaient de la fuite en avant. On parlait beaucoup, énormément, de pouvoir, déjà, mais on s'arrêtait aux modalités du pouvoir, comme encore à présent : à la cuisine politique, aux contradictions du système, etc. sans jamais aller au-delà, et probablement pour ne pas aller au-delà. Car *pourquoi le pouvoir* ? Pour continuer de faire avancer la machine ? Pour qu'elle aille mieux, plus également, plus justement ? Mais dans quelle direction, et pourquoi avoir choisi celle-là ? L'avons-nous même choisie ? Et puis égalité, justice, qu'est-ce que ça veut dire vraiment ? Qu'est-ce qu'on cache en mettant continuellement les problèmes matériels en avant ? Ces problèmes matériels, est-ce que nous n'en avons pas besoin pour nous relier dans une entreprise commune, pour conjurer, sous l'apparence d'un ordre possible, d'un progrès prochain, d'un paradis demain, les angoisses que l'humanité traîne avec elle depuis qu'elle existe ?

Jusqu'au jour où je me suis très sérieusement demandé si les métaphysiciens n'étaient pas mes grands réalistes, avec leur religion des cohortes agissantes. En faisant systématiquement silence sur la métaphysique de la vie quotidienne, en effet, ils se condamnaient à la satisfaction, et toute la politique, dès lors, devenait une entreprise métaphysique. Avec ma manie de taquiner les gens sur des bêtises comme la surpiqure d'un col d'imper pour leur montrer quelles dépenses d'énergie, de matériaux, de travail, impliquaient leurs désirs, en en appelant, comme je le faisais, à leur responsabilité d'usagers, le vrai réaliste, c'était moi ! Tandis que les autres, qui prenaient les « besoins » comme allant de soi, ne pouvaient ensuite que multiplier les moyens pour satisfaire une « demande » qui s'accroissait d'autant. Si on voulait avoir quelque poids sur le physique, au lieu qu'il ne pèse toujours plus sur nous, il fallait nous interroger sur nos motivations profondes, sans avoir peur de mettre au premier plan des préoccupations de durée, d'amour, d'harmonie, de dépendance, de sécurité, qui sont, à la lettre, métaphysiques, mais n'en constituent pas moins le véritable terrain des luttes de classes.

Il va de soi que ce genre d'interrogations fait exploser l'assistance politique qui résume, quoi qu'on veuille, tout le militantisme passé et présent. Si la prise en charge de notre destin par chacun d'entre nous, refrain de tous nos colloques, veut dire quelque chose, c'est dans cette direction qu'il faut chercher. Mais comment faire ? Car il doit bien y avoir des techniques ? Et comment éviter le retour des technocrates ? Comment ne pas en devenir un moi-même ? Mes idées sur la question ont beaucoup et souvent changé depuis une dizaine d'années. J'ai néanmoins gardé un faible pour la première qui m'est venue.

LAMBERT
(à suivre)

EN BREF

POUR LA TROISIÈME FOIS L'ISÈRE EST ENVAHIE PAR LES NAZIS

Après la Bande à Baader qui, comme chacun sait, a occupé Malville et la région de Morestel cet été, l'Isère va de nouveau être envahie, par de vrais nazis cette fois : en effet, à partir de janvier prochain, 40 techniciens sud-africains et leurs familles, soit 150 personnes, risquent, si le Préfet ne s'y oppose pas ! de venir pour 18 mois séjourner au Château de Chapeau Cornu (38141 Vignieu - tél. 92.43.39), les uns pour se perfectionner dans le domaine du nucléaire (pourquoi pas à Malville ?), les autres pour goûter aux joies du cheval, de la poterie et... du tir au pistolet probablement.

Après le durcissement démentiel de la répression en Afrique du Sud, condamné même par certains Blancs de Prétoria qui craignent chez Vorster une crise de paranoïa, cette délégation de sud-africains est indésirable et elle ne doit pas venir, NI A CHAPEAU CORNU NI AILLEURS ! La Campagne Anti-Outspan qui a obtenu l'annulation du Congrès du tourisme sud-africain qui devait se tenir à Deauville en 1976, appelle toutes les personnes concernées par la lutte contre l'apartheid et contre le nucléaire à se mobiliser soit sur place, soit en prenant contact avec le groupe local (68 rue Mercière - 69002 LYON), afin que la France, « meilleure amie de l'Afrique du Sud » (Financial Mail de Johannesburg) arrête immédiatement toute collaboration avec le régime raciste de Prétoria et pour obtenir l'annulation de la délégation de techniciens sud-africains.

L'ABSENT TROP PRÉSENT

Mes bien chers frères, j'ai cru sentir, en lisant le dernier numéro de l'hebdomadaire d'écologie politique et de désobéissance civile, que ses rédacteurs étaient vexés de mon absence à un débat qu'ils avaient organisé entre des représentants d'Écologie-78, du P.S.U et du M.A.N. Qu'ils veuillent bien m'en excuser, mais il ne s'agissait pas d'un débat de personnes agitant des idées personnelles, il s'agissait d'une table ronde de porte-parole mandatés et il avait été convenu qu'Amy Dahan et Jean Luc Burgunder représenteraient Écologie-78 dont le siège est à Lyon. Au demeurant cette décision vous a été expressément signifiée en début de réunion et j'ai pensé qu'en outre Lebreton vous en avait fait part. Je n'ai donc pas été absent de votre réunion, je n'étais pas chargé d'y être, étant donné que j'aurais évidemment défendu le même point de vue que ceux qui représentaient Écologie-78. Ne disposant pas par ailleurs d'un secrétariat personnel, et refusant d'en disposer pour des raisons écologiques, je pensais pouvoir me permettre l'économie d'une

réponse écrite puisque de toute manière vous auriez appris et vous avez appris, quels étaient les représentants d'Écologie-78 au début même de votre réunion. Votre indignation me paraît donc puérile. Je reçois d'ailleurs beaucoup de lettres auxquelles je n'ai pas le temps de répondre. Tant pis ou tant mieux. Les gens s'habitueront à faire les choses par eux-mêmes, à ne pas fabriquer de leader, à accepter la diversité des porte-parole écologiques. Quel dommage que la GO/CNV n'ait pas encore compris cela en voulant à tout prix que je vienne sous prétexte que je suis souvent à Paris dans les médias et en me dénonçant ensuite parce que je n'étais pas là. J'ajoute que les lecteurs de la GO/CNV ne représentent pas à eux tout seul la « base » des écologistes car c'est un mouvement, à mon avis, bien plus large et qu'il est vraisemblable en outre que les rédacteurs de la GO/CNV ne représentent pas non plus leurs lecteurs, malgré qu'ils en aient. Enfin il paraît qu'on peut faire des réserves sur la façon dont vous avez rendu compte des débats. Il est vrai que vous n'avez pas eu le temps de soumettre le compte-rendu aux participants. Ah, que la vie est dure...

Amicalement
BRICE

À CRUAS LES JEUNEURS DÉGUSTENT

Le 8 novembre Pierre Saladin et Jean Jacques Baudinat étaient hospitalisés à Privas, alors qu'avec Jean François Lalfert et Agnès Simon ils poursuivaient une grève de la faim dans l'église de Cruas (depuis 17 jours pour les 3 premiers, Agnès les ayant rejoint le 31 octobre). Le soutien local s'est concrétisé par de nouveaux jeûneurs : Alain Barbier, Jean Bazin et Jeanne Reine à St

Vincent de Barrès, Michel Pons (agriculteur), Pierre et Marie Pierre Bovis à Montélimar. De plus, plusieurs journées de solidarité eurent lieu dans ces villes au début du mois. Michel Pons qui jeûne depuis le 4 novembre a envoyé au préfet une lettre demandant l'arrêt des travaux illégaux entrepris par EDF et l'évacuation totale du site. Le chef d'aménagement de celui-ci devait recevoir une lettre semblable. Comité de soutien aux grévistes de la faim tél. 46 70 05

COMLOT INTERNATIONAL DE L'ANTI-GUERRE

Londres le 7 novembre 1977. Les représentants des 17 pays réunis ce week-end à Londres pour une conférence internationale sur les moyens d'actions contre la vente et le commerce des armes, appellent leur gouvernement respectif et tous les gouvernements du monde à prendre immédiatement des mesures législatives nécessaires à l'application de l'embargo imposé par le conseil des Nations Unis sur les armes destinées à l'Afrique du Sud. Ils exigent également qu'une législation très stricte soit élaborée pour mettre fin à toute production sous licence d'équipement militaire en Afrique du Sud et pour éviter les clauses échappatoires qui existaient lors des embargos précédents. La conférence patronnée par le comité londonien du CAAT (Campagne contre les ventes d'armes) a rassemblé plus de 100 personnalités représentant les mouvements pacifistes internationaux engagés dans les luttes mondiales pour la paix et le désarmement.

MALVILLE: ON EN MEURT ENCORE

Lundi 24 octobre Madame Dubuisson est décédée à l'âge de 80 ans. Elle avait été particulièrement éprouvée par les événements de Faverges le 31 juillet. Femme de policier, elle n'a pu admettre la façon d'agir des forces de l'ordre, qui se sont conduites chez elle odieusement ; jardin saccagé, cuve à mazout ouverte, début d'incendie, perquisitions, insultes...! Les gaz lacrymogènes ayant pénétré dans sa maison par un carreau cassé, l'air y devenant irrespirable, sa santé déjà fragile s'en est trouvée très ébranlée. Hospitalisée la semaine suivante, puis transportée en maison de repos, Madame Dubuisson était très marquée par tout ce qu'elle avait vécu et ne cessait d'en parler. De nombreuses personnes du pays sont venues l'entourer une dernière fois le mercredi 26 octobre au cimetière de Faverges-Mépieu. Comme par hasard un hélicoptère survolait le cimetière à basse altitude juste à ce moment là. A Faverges n'avons nous plus le droit d'enterrer nos morts en paix ?

C. FRANÇOIS

STAKHANOV DÉCÉDÉ, LES ÉDREDONS RESPIRENT...

Loin, bien loin dans un trou sombre, au fond d'un puits de mine, des hommes en slip, en sueur, empoussiérés, au chaud, en fatigue, respirent la poussière bien grasse, bien humide du charbon...

Un cri a secoué la galerie : « il est mort ». Sans révérence, avec cette joie intime et vaguement secrète l' « ouf » de la fin accompagne le bruit des pelles abandonnées. La

sur les embûches : limer le manche de sa pioche, émuquer son pic... rien, rien n'y faisait, le malade bossait. Quand le chef de fond lui pinçait l'oreille, Stakhanov en joie pensait déjà à ses futures heures supplémentaires. Alité, on installait son grabat au fond et il pelletait, mal, mais quand même ! Stakhanov promu héros devint sous-fifre au ministère de l'industrie. On dit qu'il s'occupait des poêles et que dans les caves du Kremlin on ne rentrait plus le charbon. Lui, venait au bureau, une pelle à la main :

Dans un ultime effort, Stakhanov s'est enterré lui-même...



faïnantise, ce droit sacré du travailleur, prenait un second souffle. Le géant, le fou, l'immonde travailleur atteint de travailite disparaissait, avec lui, le goût du boulot, des cadences, des sonneries de réveil, du rythme et des pointeuses.

Ce hortator des usines, ce jaune de la paresse, ce pelletier dopé, drogué, obsédé de production avait rendu l'âme. Les camarades épuisés se reposent. Quarante deux ans en arrière, ils se souviennent du sinistre jeunot aux muscles d'acier, à la mâchoire carrée, au regard socialiste qui se mettait un jour d'août à sortir quatorze fois plus de charbon en six heures que le pls ne la prévoyait. Cent deux tonnes au lieu des sept tonnes et quelques réglementaires. Ses petits copains n'avaient pourtant pas lésiné

le soir on entendait des grattements dans le sous-sol...!

Je voudrais te dire Stakhanov combien je te souhaite de guérir, combien je te souhaite dans ta vie neuve d'être un de ces mamifères du genre bradype et qu'on nomme « paresseux ». Je te souhaite de passer ton temps à déplier tes membres en baillant, que tu sois couleuvre au soleil, lève tard, couche tôt, loueur de hamac, vendeur d'opium, oreiller, édredon... Et puis on formulera l'édredonisme. Et on sera dans nos lits de plume, douillet, avec nos compagnes toute en rondeur ouateuse. Ô, Stakhanov, tu voudras bien dormir ?

Asselin

Note du claviste occasionnel : Stakhanov, claviste. Même combat.....

URANIUM EN ROUSSILLON

Dimanche 6 novembre, avait lieu à Illes sur Têt (66), une manifestation contre les recherches d'uranium, recherches pratiquées par la société Minatome (50 % Péchiney, 50 % Française des Pétroles). Organisée conjointement par le Comité d'Information Écologique d'Illes et le Mouvement Écologique Catalan (Perpignan), elle a rassemblé 2000 personnes pendant la marche sur le site des recherches (Régleilles). Deux conseillers généraux et une quarantaine d'élus locaux, maires et adjoints y participaient. La participation importante de la population locale à la manifestation, comme pendant la matinée à l'animation qui avait lieu sur le foirail d'Illes, devrait peser sur l'avenir des mines.

Le matin, outre l'animation qui régnait autour des stands d'information et des panneaux consacrés aux dangers du nucléaire, un groupe théâtral (Ursule) présenta une suite de scènes sur le problème de l'extraction de l'uranium. Parmi les stands, celui de l'Institut de Recherche et Développement des Énergies Renouvelables qui est en train de naître sur la commune de Corbère les Cabannes.

Sans permis de recherches, Minatome a pourtant déjà procédé à des tirs de mines, nivellages, piquetages. Arbres arrachés, coteaux éventrés fut le spectacle que purent voir les participants à la marche. Pendant les prises de parole, il faut noter la demande par les organisateurs aux populations de se manifester auprès d'eux ou des municipalités, si Minatome les contactait pour des autorisations de passage, ou travaux. Ceci permettrait d'envisager une riposte commune de tous les propriétaires touchés.

La radio-pirate « Par la Racine » qui avait invité à la manifestation les jours précédents, participa au rassemblement en indiquant ses prochaines émissions.

Depuis, le M.E.C. a appris que Minatome devait rencontrer les élus le 16 novembre à la chambre de commerce de Perpignan. Avec le C.I.E. d'Illes, ils demandent que la population du département puisse assister à cette entrevue, pour contrecarrer un éventuel marchandage. Affaire à suivre.

CONTRE LE NUCLÉAIRE : LE FONCIER !

Afin de mettre en échec le projet d'implantation d'une centrale nucléaire en Basse-Loire, les agriculteurs du Pélerin et de Cheix en Retz ont mis sur pied un groupement foncier agricole (GFA).

-1- Les propriétaires d'exploitation totalement ou partiellement touchés par l'expropriation, regroupent leurs terres et deviennent apporteurs en terre du GFA. Ils renoncent à leurs droits de propriété et sont alors les locataires du GFA. Ils ne sont plus isolés face aux propositions d'achat, témoignant ainsi de leur volonté de résister collectivement devant les pressions de l'EDF. -2- Parallèlement au regroupement des terres est lancée une souscription afin de réaliser les apports en numéraires. Chaque apporteur en numéraire devient actionnaire du GFA. Tout le monde peut acheter des actions ou parts du GFA.

Quels sont ses buts et pourquoi nous concerne-t-il ?

-1- Présenter un front uni face aux tentatives d'acquisition de la part de l'EDF. -2- Prendre de vitesse les éventuels acquéreurs de terres pour le compte de l'EDF. Un GFA est statutaire et prioritaire sur tous les autres acheteurs de surface agricole exploitable (droit de préemption). -3- Ralentir la procédure d'expropriation; en effet dans le cas de l'existence d'un GFA elle est très longue du fait du grand nombre des actionnaires et copropriétaires et retarde l'implantation de la centrale nucléaire. Cela peut permettre à une prise de conscience nationale de se développer et d'entraîner l'abandon du projet.

-4- Participer au financement par de multiples apports en numéraire qui permettront au GFA d'acheter les terres convoitées par l'EDF.

Chaque apporteur de fond devient ainsi propriétaire, non pas d'une portion de surface agricole déterminée, mais d'une part sociale dans un tout assimilable à une action.

LA PART EST FIXÉE A 100 FRANCS.

Pas de terres, pas de centrales nucléaires. Si vous êtes prêts à participer au GFA prenez contact avec la SEPNEB, 32 Quai Malakoff à Nantes 44000, qui vous transmettra les formulaires nécessaires.



Notes de lecture

ÉCOLOGIQUE NON-VIOLENT

Faire, mensuel pour le socialisme et l'autogestion publie dans son dernier numéro un excellent article de Jacques Sémelin : «Écologie, 3 orientations» qui analyse avec pertinence l'intrusion multiple de l'écologie dans le monde de la politique. Quand on sait que Jacques Sémelin est un écologiste de gauche, on ne peut que saluer l'ouverture d'esprit de l'auteur, qui dans un papier non partisan propose qu'entre l'écologie vue comme une alternative à la politique, ou l'écologie considérée en articulation avec le combat de la gauche, «ces deux orientations, trouvent le temps et les moyens pour s'expliquer, s'enrichir, et s'entendre».

À noter dans ce même numéro, une réflexion de Pierre Rosanvallon sur la dissuasion et la force de frappe qui témoigne des atterroissements du P.S. en matière de politique de défense, et une intervention de Robert Chapuis : «L'autogestion face à l'État» qui prétend que l'autogestion sortira de l'âge idéologique que si elle donne lieu à de nouveaux systèmes institutionnels qui impliquent pendant longtemps l'exercice d'un pouvoir d'état limité et contrôlé... De vieux débats sont réouverts.

FAIRE, octobre-novembre 77, 48 rue Ste Anne 75002 Paris.

VIOLENCE ET AGRESSIVITÉ

On le sait, Alternatives Non Violentes est une grande revue. Ce que l'on sait moins, mais l'été militant en est la cause, c'est que son numéro 24-25 est consacré à Violence et Agressivité. C'est un numéro que tous les «non-violents» et tous les apprentis «non-violents» doivent lire, dévorer, intégrer, digérer.

C'est un numéro que tous les «violents», les non non-violents doivent lire, dévorer, intégrer, digérer.

C'est un numéro à lire par tout le monde, parcequ'il est difficile, voir même stupide de se définir violent ou non-violent. Par contre, ce que l'on peut savoir, c'est comment éviter la confusion entre violence et agressivité dans laquelle s'enlise trop souvent le débat violence non-violence. Au sommaire : Les mécanismes biologiques de l'agressivité par Henri Laborit, Violence et agressivité par le professeur Pélicier, Agressivité et éthologie par le professeur Cosnier, un entretien avec Edgard Morin : Inventer une nouvelle politique. Qui est «responsable» de la violence nucléaire! par Christian Mellon, à propos du livre de Franco Fornari : Psychanalyse de la situation atomique (Gallimard) - un livre à lire absolument. Peut-on désacraliser la violence, par François Xavier Vershave à propos du livre de René Girard «La violence et le sacré». Transgression civile : Impudence de l'esprit, effronterie de l'action par Olivier Vial qui poursuit son travail de réflexion sur la désobéissance civile. Enfin, une approche remarquable de Jacques Sémelin décemment au mieux de sa forme : Du militant non-violent et de la mort. «Au lieu d'expulser l'angoisse de la mort, le militant non-violent l'intériorise. Il ne cherche pas à s'en débarrasser, il la transforme. Il ne lutte pas «contre», il vit «avec». Il ne court pas après, il la précède. Il assume cette angoisse au point de s'en servir comme une arme contre ses adversaires. Fondamentalement, le combat non-violent est une lutte anti-mort.»

Désolé de ne vous en parler que le sommaire. Puisse-t-il vous inviter à lire ce cahier dont je voudrais vous citer tout le contenu tant celui-ci est dense et «nourissant». Vous êtes inexcusables si vous ne le vous procurez pas.

ANV N 24-25, 7 F, 3 rue Lemot 69001 Lyon.

Yves Bruno Civel

propreté, puisse ce numéro du «Sauvage» nous réconcilier avec nos restes.

«Le Sauvage», octobre 77, 10 F, en kiosque.

ÉLOGE DE LA MATIÈRE

Je fais partie de ceux, pour qui chier est un plaisir quotidiennement renouvelé. C'est pourquoi, j'ai choisi, entre autre critère d'installation, parmi les maisons des Circauds, celle dont la «garde-robe» est péjorativement appelée «chiotte à la turque».

Cette reconnaissance physique et spirituelle à la nôtre différente, muscle le jaret et est, toute culture comparée, infiniment plus confortable.

C'est dans ce bienheureux état que j'ai lu avec attention et passion le dernier numéro du «Sauvage» consacré aux excréments humains. Mission exploratoire au fond des inconscients anaux, redécouverte de notre cycle biologique, procès du tout-à-l'égout, petite histoire des constipés, bilan économique et écologique de la défécation, et mille autres anecdotes... savoureuses, composent ce numéro remarquable. Nos pères n'étaient point sots qui s'interrogeaient docilement afin de savoir si la «matière était louable». Nous, misérables dépravés, nous cachons honteusement notre merde. Pour nous qui chions au-dessus de nos moyens afin de satisfaire nos fantasmes de

IRLANDE, NATURE ET VIOLENCE

L'ami Jean-Pierre Cattelain, dont on connaît le «Que sais-je» sur l'objection de conscience et la traduction de la «Désobéissance Civile» de Thoreau, vient de faire paraître un ouvrage sur l'Irlande.

Itinéraire amoureux d'un vagabond irlandais, le bouquin de Jean-Pierre, conte la douceur âcre d'une grande île embrumée. Ni guide touristique, ni essai politique, ce curieux récit mêle aux notes d'un carnet de voyage, les réflexions d'un sociologue en une alternance de chapitres documentés et de touches impressionnistes.

En filigramme, la question Nord-Irlandaise, et partout au hasard des textes, les clefs pour la comprendre. Une question coloniale, bien plus que religieuse...

En filigramme aussi, la guerre, que l'auteur n'a pas voulu évoquer «parce qu'à l'actualité qui a l'aspect tragique du déjà vu», il a préféré, «un méditation sur le devenir d'un pays auquel il est fait une violence plus sourde que spectaculaire».

Sorti de presses artisanales (ce qui double son intérêt), Irlande

Nature et violence, tiré à 300 exemplaires, est disponible chez l'auteur : J.P. Cattelain, 4 rue A. Lebeuf, 25000 Besançon, 12 F + 2,75 F de port. Dépêchez-vous !

PRISONNIERS POLITIQUES

Croissance des Jeunes Nations, un mensuel d'information sur le Tiers-Monde auquel il faut être abonné, consacre son numéro de novembre aux prisonniers politiques.

C'est un document important sur la répression qui prouve reportages et chiffres à l'appui que les prisons du monde entier s'empressent chaque jour de ceux qui ont osé penser agir différemment.

On recense 700 000 prisonniers politiques à travers le globe. Le chiffre fait frémir, d'autant plus qu'il ne cesse de s'accroître. Au sommaire : l'Asie, l'Amérique Latine, le Moyen-Orient, l'Afrique, les pays de l'Est, l'Allemagne Fédérale, la France aussi... Un interview de Jean-Jacques de Félice et de très beaux textes criés à travers grilles, chantés au-delà de la torture, de Theodorakis, Victor Jara, Angel Parra, Eva Forest et bien d'autres vibrant encore d'espoir et d'amour. Pour combien de temps ?

C.D.J.N., 163 Bd Malesherbes 75849 Paris Cédex 17, 7 F, en kiosque.

CATTENOM



La Moselle à Cattenom aura aussi sa centrale nucléaire. Prévue à l'origine pour comporter deux tranches de 900 MW et deux tranches de 1300 MW, sa capacité future vient de passer à quatre fois 1300 MW PWR. Malgré près de 90 % d'opposants, l'enquête d'utilité publique s'est déclarée favorable au projet.

EDF, comme d'habitude, agit en pays conquis. La patente qu'elle verse à la ville permettra de payer la construction de la tribune du stade et d'un groupe scolaire. Le maire qui voit ses caisses renflouées et son prestige électoral renforcé, ne s'y trompe pas, qui invite le chef du district EDF de Thionville aux inaugurations municipales...

MANIF BIDONS

Sur le terrain, EDF joue la spéculation et l'inflation. Elle a besoin de 416 hectares pour construire et n'hésite pas à proposer 700 F l'are aux agriculteurs pour l'achat de leurs terres, en précisant bien que le jour de l'expropriation, si celle-ci ne se réalise pas à l'amiable, ils seront dédommagés 200 F de moins. 200 F, le prix actuel de la terre en Moselle.

Samedi 5 novembre en début d'après-midi, les Amis de la Terre à Thionville, le collectif antinucléaire à Metz et le Mouvement Autogestionnaire Écologique à Nancy, sont intervenus dans les rues de leur ville en déposant près de 3000 fûts recouverts d'affichettes portant la mention : Attention radioactivité - Danger Cattenom.

Deux heures après, alors que la population des centre ville s'étonnait et s'inquiétait d'une telle prolifération, des manifestants en blouses blanches sont venus récolter les bidons pour aller les déposer devant les portes des autorités compétentes.

Bien sur, les fûts étaient vides, mais quand l'humour se mêle à l'information, la sensibilisation des populations devient importante. Plusieurs milliers de personnes ce samedi-là, ont été soumises à un rayonnement radio-informatif. Un moindre mal.

Si l'opération a suscité un vif intérêt parmi le public de Metz et s'est déroulé comme prévu, il n'en a pas été de même à Thionville où les Amis de la Terre qui posaient les bidons à six heures du matin se sont faits surprendre par la police. Quatre personnes ont été arrêtées pour contrôle d'identité puis relâchées après deux heures d'interrogatoire. De même l'après-midi quatre autres personnes ont été emmenées pour fichage.

À la veille des travaux, la répression se fait plus précise et les contrôles policiers ne sont certainement pas sans rapport avec les récents attentats contre les pylones EDF à Algrange et Angevillers.

Y.B.C.

Les militants antinucléaires de Moselle, lancent un appel à toutes les bonnes volontés pour venir les rejoindre.

- Collectif antinucléaire de Metz s/c Lambertton n° 101 Fouligny 57220 Boulay.
- Amis de la Terre de Thionville s/c Botella 11 boucle des prés de St Pierre 57100 Thionville. (réunion le jeudi à 20 H 30 au Centre social de la cote des roses).
- Association de sauvegarde de la Moselle 3 rue Charles Péguy 57570 Cattenom.

Sur le Terrain

LES CAMPAGNES D'OPINION, CA PAIE !

Suite à la lettre de Joel Joubert publiée dans le numéro 182 (Bokassa mains sales), J.J. nous informe que les 4 détenus ont été libérés.



fêtes

24 «VILLAGE A VENDRE»

La pièce de théâtre «Village à vendre» sera jouée par une troupe de Monpazier les :
- 19 novembre à Bergerac, au Foyer Protestant, rue Thiers (solidé organisée par le Collectif Bergeracois d'Ecologie et le mouvement «Volem viure al País»)
- 3 décembre : au Coux (région de St-Cyprien)
- 10 décembre : à Marquay

33 FÊTE DE LA NATURE

Les 19 & 20 novembre.
- samedi 19 H : plantation d'arbres
- samedi 21 H : projection des films «les Stèmes» et «Nucléaire Danger immédiat». A la fin des films, débats.
- Dimanche matin : lâcher de ballons à Braud.
- Dimanche après-midi : spectacle folklorique, chants et poèmes. Vers 19 H, buffet campagnard bio, puis soirée dansante.
Collectif d'organisation (A.T. Bordeaux, C.A.N. Bordeaux, Groupe Info-Nucléaire Bayon, Groupe de Blaye, L.C.R.), 7 rue du muguet 33000 Bordeaux.

38 KERGRIST

Le comité de défense contre la centrale nucléaire de St Maurice-St Alban (38) annonce :
Jean Kergrist, le Clown Atomique, dans la vallée du Rhône.
- à Chavanay (42) jeudi 1 décembre à 20 H 30 Salle Amblet : la Centrale Balladeuse.
- aux Roches de Condrieu (38) vendredi 2 décembre à 20 H 30 salle municipale : la fièvre acheteuse.
- à Roussillon (38) samedi 3 décembre à 20 H 30 Foyer municipal : la fièvre acheteuse.

69 LA DERNIÈRE ENQUÊTE DE RAY SULLIGAN

De Ch. Auger et L. Vargoz.
Quelle chouette existence on mène ! C'est le sous-titre mais ça pourrait être le résumé. C'est du Café-Théâtre parce que la scène est toute petite mais aussi parce que cela a été écrit pour ça. C'est du vent parce que le théâtre est du vent, mais là y a des sacrés bourrasques.
Tous les jours sauf dimanche et lundi à 22 H 30 Café-Théâtre de la Graine 11 place St Paul 69 Lyon

75 MUSIQUE INDIENNE MUSIQUE DE L'ATLANTIDE

Du mercredi 19 nov. au mardi 29 nov., à 23 H, La Vieille Grille accueillera CHOBO CZABA KONCZ et Michel POITEAU, aidés pendant ces 14 jours par Fredi ALBERTI (violoncelle, épinette indienne). CHOBO est un hongrois qui joue une musique progressive s'inspirant des croyances populaires. Il joue de nombreux instruments : flûte, cromorne, ocarina, cornemuse, etc.
La Vieille Grille 1 rue du Puits de l'Ermitte 75005 Paris.

77 GALA DE SOUTIEN

A l'Expression 77 jeudi 17 novembre à 20 H 30 au Rieux de Fontainebleau. Avec A. Laurenceau, Trilogie F. Lesueur, G. Servat. Les produits libres d'Expression 77, ses gateaux, ses jus de pommes et ses gentils gorilles. La participation aux frais sur place : 20 F ou s'adresser au Foyer de Nemours 7 rue du Dr Dumée 77140 Nemours.

42 VILLEREST

Le comité de défense des gorges de la Loire demande avec le M.E.R.A., le groupe écologique Roannais, le P.S.U. et les comités de défense :
- que soient définis et publiés, sans tricherie, les besoins précis de l'ensemble des régions riveraines de la Loire et de ses affluents.
- Que pour chaque site susceptible de recevoir un barrage, soient précisés les avantages et les inconvénients après enquête sur place.
- qu'à partir de là soit élaboré, par choix concerté et discuté parmi différents systèmes, un plan global d'aménagement du Bassin de la Loire, approuvé par une loi.
- que soit mis un terme aux pratiques scandaleuses dont EDF donne de tristes exemples et qui consistent à entreprendre des travaux importants avant l'achèvement des études indispensables et légales, voire même avant le décret d'utilité publique afin de créer une situation irréversible.
Contact : Comité de défense des gorges de la Loire 23 avenue de Paris 42300 Roanne.

repression

INTERDIT D'ANTENNE

Avec désordre parce que la résignation est une maladie mortelle, avec force autant qu'il en reste, bonne ou mauvaise foi pourvu qu'elle existe, imprudence, irréalisme, immodération pour mériter la censure et que demeurent les vérités établies, trop vite pensé sans être ruminé, trop vite et trop tard, les lauriers coupés, les prix distribués, avec rage, désir contagieux, avec l'innocence tout le cul nu, nous soussignés, des gens, ayant pu concevoir et utiliser pendant deux ans un instrument de diffusion couvrant un pays tout entier - c'était France-Musique - nous, dépouillés à l'automne 77 pour insoumission, lançons à ceux qui veulent s'en saisir «interdit d'antenne» un manifeste pour une radio-liberté.
Souscription : 28 F jusqu'au 30 novembre au Dernier Terrain Vague 40 rue Grégoire de Tours 75006 Paris

62 NOUVELLE AFFAIRE AGRET

Le 24 et 25 novembre, la cour d'assises de St Omer jugera Alfred Leplat et Daniel Vermeersch. Aucune preuve, aucun aveu ne peut être retenu contre eux. Cette affaire n'est pas sans rappeler la manière dont Roland Agret fut condamné. Le C.A.P. appelle les organisations à ne pas attendre le déclenchement du sensationnel pour s'intéresser à cette affaire.
Comité d'Action des Prisonniers 15 rue des 3 frères 75118 Paris Tel 254 09 09.

75 LA DÉBAUCHE

Août 77, je prends mon pied tranquille en travaillant comme veilleur de nuits dans un foyer de post-cure. J'aime les gens avec qui je travaille, avec qui je vis, j'aime la nature autour de Brives, j'aime la vie et Hop, un matin, convocation à la gendarmerie. Qu'est-ce donc, me dis-je ? Cette vieille histoire de bombage à Besançon ? ou autre chose ? mais quoi ? Oh, c'est peut-être juste un truc de contrôle judiciaire à signer. Et vlan dans la gueule : je suis inculpé d'incitation de mineurs à la débauche. Non seulement je me fais casser la gueule, non seulement je passe une nuit en taule à Pau, mais ils m'inculpent parce qu'éducateur que j'étais, j'avais pensé que laisser les éduqués s'occuper de leur vie sexuelle c'était la moindre des choses. Et bien, non ! Il faut que les gens baisent en quatre/sept derrière une église, sous un porche ou dans un couloir. Mais au grand jour ! Vous pensez mon bon monsieur !
Si des gens pensent que la sexualité est une affaire de grand jour et de franchise, qu'ils me le fassent savoir avant mon procès (11 novembre) parce que je vais être bien seul. Et peut-être même que des gens pourraient y venir. Ah, j'oubliais une petite citation : «pour avoir attenté aux mœurs, en excitant, favorisant ou facilitant la débauche, etc.» C'est à dire : «touche pas c'est sale» et «ne te masturbe pas, ça rend fou et vive la névrose». Louis Venet 111 rue Monge 75005 Paris

écologie vivante

RÉSEAU D'INFORMATIONS

L'association Bezo Ru ha Dero Du diffuse depuis 76 des fiches pratiques et théoriques, des adresses pour acquérir la maîtrise de sa vie quotidienne vis à vis de la «Justice» (association 1901, coops, affichages, etc...), de l'armée, la police, le fisc (perquisitions, arrestations, désobéissance civile, militarisation, etc...), du travail (sabotage), de la sexualité (avortement, vasectomie), de la santé (comment se soigner), du chauffage, de la nourriture, etc...
Le dernier catalogue (avril 77) contient 58 fiches et est disponible au siège de l'association.
Suite à la réunion des membres, il a été décidé de créer des points de contact et de libre consultation des fiches afin que ceux intéressés par la création d'un réseau d'information, d'aide et d'échanges puissent se contacter dans leur région. Voici la liste pour novembre 77 :
- P & M Lequenne 19 rue P. Brosolette 29220 Landerneau.
- W & M Metsu, parc Run-Meno, les 7 saints 22420 Plouaret
- M. Buel le Haut Mireloup Le Tronchet 35540 Miniac Morvan
- P. Aurio 10 rue beffier 44000 Nantes
- P. Cahue 47 Valleville 27800 Brionne
- R. Guégan résidence Verlainne N° 82 rue grand Bordas 33400 Talence
- L. Boehrer La Courrière 87370 Laurière
Prévenez de votre passage.
Envoyez vos infos, recettes, expériences.
Distribuez le catalogue gratuit.
Réalisez des fiches.
Créez des points de libre-consultation.
L'ensemble des fiches sera envoyé pour une participation aux frais de 25 F + 3,90 de port = Siège de l'association : c/o P. Aurio 10 rue beffier 44000 Nantes.

18 COOP BIO

A Bourges il existe une coopérative d'achats de produits naturels (YAPAKSA) qui se réunit tous les 15 jours le mercredi à 20 H 30 M.J.C. Malus et un comité antinucléaire qui s'active pour l'enquête d'utilité publique de la centrale de Belleville. Que tous ceux intéressés par la désignation d'un candidat écologique prennent contact à la Librairie Nathanaël, cours Avaricum.

39 COOP BIO

Cherche contacts dans la région Oyonnax (01), Moirans-St Claude (39) pour créer (ou adhérer à) une coop bio et d'autres choses non alimentaires.
D. Jourdan, Le Grand Serve Montaisel 39260 Moirans en Montagne

84 COOP BIO

Une coopérative de produits sains et bios a vu le jour. Déjà 55 coopérateurs. Nos recherches productions bios régionales (légumes, miel, fromages, huile, conserves, etc...). Le tout avec garantie. Nous contacter par écrit au 99 place Roger Salengro 84300 Cavailon Tel 71.11.89.

45 ATELIER SOLAIRE - ORLÉANS

L'atelier solaire de la M.J.C. de St Jean de la Ruelle continue sur sa lancée. Après avoir fabriqué l'an dernier, avec très peu de moyens, un chauffe-eau solaire, avec un capteur-plan d'un mètre carré (qui fonctionne !), nous avons envie cette année de construire une cuisinière solaire pouvant atteindre couramment 100 à 200 degrés (toujours à Orléans). D'autres projets sont envisagés selon le nombre de participants actifs, en particulier un chauffage de bâtiment par une serre.
Nous voulons surtout sensibiliser les Orléanais aux possibilités du soleil et du vent dans leur région (exposition, bibliothèque, etc...) et faire un atelier pratique qui construise réellement des appareils solaires. Appel donc aussi bien aux bricoleurs qu'aux théoriciens et à tous ceux qui veulent s'initier à l'énergie de l'avenir. Prochaine réunion d'information : vendredi 18 novembre à 21 H à la M.J.C. de St Jean de la Ruelle, 12 rue Jules Lenormand.

92 ÉCOLOGIE VIVANTE, C'EST PARTI !

Formation d'un groupe écologique pour la Garenne-Colombes et environs.
Contact : Frédéric Neveu, 14 Bd de la République 92250 - La Garenne-Colombes Tel 780.24.60.

50 CHERCHONS LECTEURS

Cherchons contacts avec lecteurs G.O.-C.N.V. du coin en vue relation amicale, échanges, achats en commun de livres, denrées bio, etc... Sommes là depuis deux mois et connaissons peu la région. Etes invités à passer. Sommes à 4 kilomètres du Mont-St-Michel route des courtills Houlier François, Landemaine Huguette, les Buternes Ardevon 50170 PONTORSON.

54 RENCONTRES

Nous sommes un jeune couple ayant un enfant de 13 mois installé depuis peu à Nancy. Nous aimerions rencontrer d'autres couples ou individus isolés si possible avec enfants.
Christiam et Elisabeth Hoffmann 42 rue Gabriel Moullieron 54000 Nancy.

75 VELO

Je débarque à Paris le 21 novembre, qui peut me prêter un vélo pour 8 jours (et plus si possible). Tél. à Patrice alias l'objo au 539.96.08.

TOIT ET BOULOT

Sans profession, sans job, sans ronds, chercherait boulot cool à la nature. Ai fait deux ans les Beaux-Arts du Havre. Désire toujours mener carrière artistique et voyager beaucoup. Suis chez petit propriétaire viticulteur très sympathique, mais cherche pisale région d'Angers. Patrice Minfray chez monsieur J.P. Bourreau, l'Onglée 49290 Chalonne s/ Loire Tel 41.02.28.

TAULARD

Qui pourrait accueillir un taulard (quarante ans) sortant après treize ans de pénitencier. Doit sortir vers Noël.
Ecrire à Didier DAYET 35 rue C. Moulin 14034 Caen.

AFFICHE ET ENVELOPPE

L'association «Rhône-Pilat Informations» vient de réaliser une affiche format 60 x 80 cms à propos du terrorisme avec le seul texte suivant imprimé en deux couleurs : Imposer le nucléaire aux populations c'est aussi du terrorisme. Il est possible de se procurer cette affiche à «Rhône-Pilat Informations» Verin 42410 Pélussin. Tarif :
- 5 ex.....8 F
- 10 ex.....15 F
- 20 ex.....25 F
- 50 ex.....60 F
Port compris.
L'association édite également des enveloppes avec le même texte au prix de 8 F les 50 ou 20 F les 150, port compris.

ENVELOPPES ILLUSTRÉES

Le Mouvement pour le désarmement la paix, la liberté (M.D.P.L.) groupe de St Etienne, édite des enveloppes illustrées.
Il en existe quatre sortes :
Hiroshima, Polynésie, Préhistoire, Nucléaire.
Commandes à Jean Fayard 142 rue des alliés 42100 ST Etienne (9 F les 95, port compris) C.C.P. Lyon 54.57.37.R.

IMPRIMERIE PARALLÈLE

Permanent dans une association de «lutte contre le gaspillage» cherche à renouer avec la typographie, dans le cadre d'une imprimerie parallèle, ou de toute association de type communautaire qui pourrait utiliser dans un but «créatif» ma «spécialisation». Toute personne pouvant me renseigner plus amplement sur la question peut écrire à Dominique Mathiot 140 avenue de Paris 51000 Chalons s/ Marne. Tél 64.46.32.

ECOLE VIVANTE

Cherche boulot payé dans lieu alternatif : écoles, crèches, groupes culturels... ou suis prêt à me lancer dans la création d'un lieu éducatif, libérateur et parallèle. Qui serait intéressé ? Région indéterminée. Peut trouver des fonds. Prendre contact rapidement. Suis prêt à rencontrer les intéressés ailleurs que dans l'est. Hagenmüller Didier, Malroy, Dammartin sur Meuse 52140 Le Val de Meuse.

associations

54

ELUS AUTOGESTIONNAIRES

L'association lomaine des élus autogestionnaires se réunira le 19 nov à Jozeul (renseignements : Henri Begorre Champ le Bouif 54320 Maxeville) et le 26 nov. à Neufchâteau (renseignements tel (28) 96 56 83).

45

C.A.N.O.

Le comité antinucléaire de l'Orléanais se réunit désormais tous les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois, à 20 H 30 au foyer des jeunes travailleurs, 29 rue du Colombier à Orléans. Soit prochainement le 23 novembre.
Nous avons du pain sur la planche :
- participation à l'enquête d'utilité publique sur la centrale nucléaire de Belleville près de Briare.
- actions multiples en Sologne : stockage de déchets à la Ferté ST Aubin, transports radioactifs, lignes très haute tension à Ardou, etc...
- établissement d'une plateforme pour bien nous situer, en particulier par rapport à d'éventuels candidats aux élections législatives à Orléans.
- et toujours nos débats en développant tous les moyens pour diffuser nos idées.
Adresse provisoire du C.A.N.O. : c/o M.A.N. 50 rue d'illiers 45000 Orléans tel 87.38.19.

80

EX-CHANTIERS AUTOGÉRÉS

Des chantiers autogérés (Ardenne, Bretagne, Corbel, Picardie, ...) ont décidé de rompre le lien qui les unissait au niveau national.
En effet, celui-ci ne correspond plus à la réalité vue l'évolution des différents chantiers et de leurs objectifs. Au départ, les chantiers ont été créés avec des objectifs. Par la suite, les objectifs se sont élargis afin d'envisager d'autres formes de vie et l'ouverture à d'autres personnes a été amorcée. Les chantiers, par leur particularité et la fragilité de leur existence, ne ressentent plus le besoin d'établir une plateforme commune. Même si les chantiers ne sont concevables qu'à court terme, ils apparaissent intéressants en tant que tremplin débouchant sur d'autres initiatives et créations à long terme (société civile ouvrière de production, chantier de bricolage dans le bâtiment, énergies douces, imprimeries et librairies parallèles). La recherche de modes de fonctionnement autogestionnaires se vivant dans d'autres endroits que les chantiers autogérés, nous souhaitons la mise en place d'un réseau d'échanges sur les réalisations pratiques, les moyens, objectifs et axes de luttes de tous groupes essayant de vivre l'autogestion dans le travail ou la vie. Que les gens intéressés par cette proposition d'échanges nous informent de leurs réalisations pratiques. Les Ex-Chantiers autogérés Chantiers de Picardie St Christ-Briost 80200

31

ÉCOLOGIE 78

Les principales associations écologiques de la région Midi-Pyrénées ont choisi d'adhérer au regroupement national Ecologie 78, et de coordonner leurs efforts dans les huit départements de notre région. Une délégation régionale participera aux travaux de la prochaine rencontre nationale des 19 et 20 novembre à Paris.
noter la nouvelle adresse du secrétariat : Philippe Dufetelle, 115 av. A. Bedouce, appt 332 31400 Toulouse

13

COMITE ANTINUCLÉAIRE MARSEILLAIS

Le C.A.N.M s'est créé. Il regroupe des personnes organisées et non-organisées autour d'un certain nombre d'objectifs communs :
- Travail d'information
- Lutte antinucléaire sur Marseille
- Coordination avec les autres comités de la région
Ceci demande l'élaboration d'un matériel d'information et de contre-propagande EDF. Il invite les gens qui désirent se battre contre le nucléaire à le rejoindre. C.A.N.M 2 rue Ph. de Girard 13001 Marseille. Réunion tous les jeudis à 19 H 30.

91

AMIS DE LA TERRE

Le week-end du 1^{er} novembre a donné naissance au réseau des Amis de la Terre. Les A.T. ne sont pas un parti mais un «réseau de groupes locaux» qui prétend réfléchir et expérimenter un projet de société écologique. Nous vous proposons de vous présenter ce projet utopique et de vous expliquer notre conception de la vie par le fonctionnement même de notre réseau. De plus nous voudrions porter à votre connaissance nos activités locales, actuelles et futures. Un débat plus qu'une réunion par lequel nous pourrions échanger des expériences et des espoirs. Rendez-vous le 16 novembre à 20 H 30 annexe de la mairie rue du Martroy 91610 Ballancourt. A.T. 7 rue Blanchard 91610 Ballancourt

63

GRUPE ÉCOLOGIE-78

Le groupe écologie-78 de Clermont-Ferrand, réuni le 5 novembre, a regroupé les travaux de ces différentes commissions sur les points suivants :
1. Énergie nucléaire et autres formes d'énergies.
2. Un autre mode de production : vivre et travailler au pays, critique de la société actuelle, autogestion
3. Relations humaines dans la société
4. Défense nationale : non-violence, abandon de la force de frappe.
Un résumé des analyses et des propositions faites sera publié ultérieurement dans la presse.

D'autre part, le Groupe Ecologie-78 présentera ses candidats au début de décembre 77, lors d'un débat auquel participera P. Lebreton.
Permanences d'Ecologie-78 tous les jeudis de 18 à 20 H salle 236, ancien lycée B. Pascal 63000-Clermont ferrand.

75

PARIS-ÉCOLOGIE

Les représentants des arrondissements, lors de la réunion de coordination de Paris-Écologie le 7 novembre, ont pris, dans l'optique d'une participation aux élections avec Écologie-78, les décisions suivantes :
- la désignation d'un candidat éventuel sera obligatoirement effectuée au niveau du groupe local de quartier ou d'arrondissement.
- quatre délégués «rotatifs» élus dans et par leurs arrondissements respectifs, participeront à la coordination nationale d'Écologie-78 les 19 & 20 novembre 1977.
- une adresse postale destinée aux personnes désireuses de prendre contact a été fixée.
- la prochaine réunion de coordination fera, vis à vis du problème des élections législatives une discussion critique du bureau actuel d'Écologie-78, une définition de ce que Paris-Écologie souhaite qu'il soit, et l'examen d'une candidature éventuelle au sein de ce bureau.
Paris-écologie, 35 rue Bergère 75009 Paris.

92

ÉCOLOGIE 78

Vous habitez Chateaufort, Chailion, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Le Plessis Robinson ou Soaux, vous êtes en accord avec la stratégie de la plateforme d'Écologie 78, nous devons donc nous rencontrer pour mettre au point différentes formes d'actions avant, pendant et pourquoi pas après, les législatives.
Prochaine réunion le 23 novembre à 20 h 30, au C.A.C.M., 419 av. de la Division Leclerc 92290 Chateaufort-Malabry. Tél. 631.47.07. Permanence tous les samedis à partir de 14 h.

debats-films

MON NOM EST VILLEREST

Le comité de défense des gorges de la Loire et le comité antinucléaire du Forez ont réalisé un film en 8 mm couleur-son sur la lutte contre le barrage de Villers, un égout pour le nucléaire. Il est réalisé par Gérard Vial. Cherchons diffuseurs en France qui accepteraient de faire des copies 16 mm son-couleur et qui se chargeraient de la distribution dans les points de diffusion (le film dure 30 mn). Comité de défense des gorges de la Loire 23 avenue de Paris 42300 Roanne.

38

BOURGAIN-JALLIEU

Le groupe de Bourgain-Jallieu du M.E.R.A., aidé par l'ingénieur Michel Dupuyet de la F.R.A.P.N.A., présentera :
- le 21 novembre : les problèmes de l'homme face à la nature avec le diaporama «Ballades Scandinaves»
- le 23 novembre : le phénomène de l'expansion avec le diaporama «Expansion-Equilibre»
- le 25 novembre : introduction à un débat sur les pollutions avec le diaporama «autocritique»
- le 30 novembre : la crise de l'énergie (ou de la société) avec le diaporama «Crise de l'énergie»
- le 2 décembre : l'énergie nucléaire et la société énergivore avec le diaporama «Énergie nucléaire»
- le 6 décembre : une alternative, les techniques douces et la «société écologique» avec le diaporama «Les Énergies nouvelles»
Salle de l'Orangerie, près de la mairie de Bourgain, à partir de 20 H 30.

43

DEBAT SUR LE NUCLEAIRE

Samedi 29 novembre à 20 h 30, salle Voltaire, rue St Pierre (place du Plot), un débat sur l'énergie nucléaire avec Philippe Lebreton. Venez nombreux.

47

FILM-DÉBAT

Les A.T. de Marmande organisent une soirée publique avec projection du film «Malville état de siège» et un débat sur énergie nucléaire pour quelle société ? vendredi 18 novembre à 21 H salle de la Chapelle face à la poste à Marmande.

55

FILM - DÉBAT

Le groupe écologie-non-violence de Commercy (Meuse) projette le film de Serge Poljinski «Nucléaire Danger Immédiat» le vendredi 25 novembre à 20 H 30 salle Carcano à Commercy. Ce film sera suivi d'un débat animé par Jean Hugio avocat des Amis de la Terre.

57

FILMS ET DÉBATS

Le Club Ciné-35 organise le samedi 19 novembre la projection des films :
- Nucléaire, Danger Immédiat.
- Malville 77.
au cinéma Pax à Metz.
Les séances auront lieu vers 17 H et vers 21 H. Le collectif antinucléaire de Metz assurera entre les deux séances et après la seconde une animation-débat.
Contact : C. Lambert N° 101 à Fouligny 57220 Boulay

57

SEMAINE D'INFORMATION

Le groupe d'animation de la M.J.C. de Dieuze organise du 26 novembre au 3 décembre une semaine d'information sur l'énergie avec présentation de divers films, de montages diapos ainsi que l'exposition de matériel tel que chauffage à eau froide, barbecue solaire et maquette de maison solaire. Invitation de personnalités d'EDF avec projection d'un film de propagande nucléaire. Invitation également de personnalités antinucléaires.

95

DÉBATS ET FILMS

- le 18 novembre à Taverny, salle des fêtes, avec le film «Condamnés à réussir» à 21 Heures.
- le 25 novembre à la salle Alpha, centre de l'Épine Guyon à Franconville, 20 H 30, avec le même film, mais le débat portera sur l'alternative au nucléaire. Il sera animé par un directeur de recherches au C.N.R.S. spécialisé dans le solaire.
A.T. du Val d'Oise, avéole de Taverny-Franconville, Daniel Steinbach 5 rue de la Sablière 95130-Franconville.

non-violence

14

UNE SEMAINE DE LA NON-VIOLENCE

Aura lieu à Caen du 13 au 19 février 78. Aucune organisation n'est à la base de cette initiative. Cette semaine est l'affaire de tous. Nous cherchons des possibilités de financement : groupes ou personnes qui accepteraient de faire un spectacle public au profit de la semaine, ou tout autre moyen pour constituer notre caisse. Nous aimerions aussi avoir des informations sur la manière de procéder la plus efficace : entrées, quête, se faire prêter une petite salle ou en louer une grande, faire passer plusieurs chanteurs ou autres le même soir ou organiser plusieurs soirées ? Merci à tous pour vos futures réponses. Odile Dudouet 68 rue nationale 14220 St Laurent de Condée ou Marie Noelle Gaudard esplanade du sépulcre 14000 Caen tel 81 83 67.

85

G.R.A.N.V.

Création récente d'un G.R.A.N.V. à Montaigu (Vendée). Envie de bosser la question nucléaire, d'informer nos voisins et d'agir comme on le pourra. Renseignements et contact : J.Y. Germain 38 Bd Alex Auvinet 85500 Montaigu.

Le G.R.A.N.V. de Vendée nous communique sa nouvelle boîte postale : Rapha et Agnès Jannin 95 rue Octave de Rochebrune 85200 Fontenay le Comte. Sa prochaine réunion aura lieu le 11 décembre 1977, de 9 H à 17 H.

L'hebdo est un outil de rassemblement : contactez vous l'un l'autre !

69

GRUPE M.A.N.

Un groupe M.A.N. vient de se constituer à Villefranche s/Saône. Permanence tous les mercredis de 18 à 20 H 67 rue Rolland 69400 Villefranche.

59

EXPO ITINERANTE

L'exposition itinérante de la revue «Élan» sur la liberté et les droits de l'homme sera à la Maison de la Paix (50 rue Damartin) de Roubaix du samedi 19 novembre au 29 novembre. Entrée libre.
Élan, 31 rue Foch 59126 Linselles

désobeissance

03

GUEUX ET GUEUSES

Vu qu'il n'y a aucune coordination sur l'Allier, les gueux et gueuses futurs renvoyeurs de livrets, autoréducteurs 15 %, autoréducteurs 3 %, vous seriez sympas de me contacter. Laurent Plesse rue Porte de Ville Ailay le Château 03360 ST BONNET TRONÇAIS.

21

15 % E.D.F.

Une réunion d'information sur l'auto-réduction 15 % E.D.F. aura lieu à Dijon le mercredi 23 novembre à 20 H 30 à l'hôtel des sociétés 7 rue du Dr Chaussier.

43

15 % E.D.F.

Qui, sur la Haute-Loire, veut autoréduire de 15 % sa facture E.D.F. Prendre contact avec Philippe Héry 5 rue du Riou 43000 Vals.

74

CHERCHE ANTIMITILITARISTES

Objecteur nouvellement à Annecy je voudrais rencontrer des antimilitaristes de tous poils pour faire quelque chose. Dépêchez vous, je me languis. Venez ou laissez un message à Michel Magnin 36 rue Vaugelas 74000 Annecy.

77

OBJECTION

Melun... ses casernes, son école nationale de gendarmerie. Ça fait beaucoup ! Aussi afin de mettre sur pieds une structure souple (proche des C.L.O.) de soutien et d'information à l'objection, mais aussi de lutte contre la militarisation gaïopante et l'embrigadement civil ou militaire... Les objecteurs, passés, présents ou en puissance et tous leurs complices d'autour de Melun sont invités à prendre contact, en vue d'une réunion bouffée vers le 25 novembre, avec l'objection c/o Henri BP 4 77190 Dammarie les lys.

81

COORDINATION AUTOREDUCTION 15 % E.D.F.

L'adresse de la coordination est désormais : Serge Viaule, Le Breç 81300 Graulhet

85

REFUS DE L'IMPÔT

Cherche personnes pour former un comité de refus partiel ou total de l'impôt dans la Vendée Choletaise. Ecrire uniquement à Gaëtan Renou, 19 route de Nantes 85290 Mortagne s/Sèvre.

87

RENOVI DE LIVRETS

En vue d'organiser sur le plan local, un renvoi collectif de livrets militaires (à une date et selon des modalités qui restent à définir), nous lançons un appel à toutes les personnes qui en Limousin sont prêtes à mener ou soutenir une action de ce type. Ecrire à J.M. Bouzonie 2 avenue du Gal Leclerc 87100 Limoges.

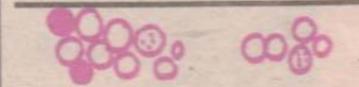
95

CONTACTEZ !

Si vous êtes révoltés par toutes ces pollutions, ces dégradations de notre milieu et si vous voulez faire quelque chose de concret, contactez moi : Jean Louis Lecossais E.N.P. 106 rue A. & L. Rouselle 95260 Beaumont (écrire seulement).



presse



SOUTIEN AUX ÉDITIONS «LA PENSÉE SAUVAGE»

Depuis juillet 75 fonctionne à Claix une édition «pas comme les autres» qui essaie effectivement de rompre avec la conception traditionnelle et purement commerciale de l'édition. Elle se donne pour objectif de permettre à des personnes et des groupes de diffuser leurs expériences et leurs luttes, de faire connaître leurs réflexions et témoignages dans le cadre d'une édition régionale en particulier et plus généralement au niveau national.

La pensée sauvage traverse actuellement une crise financière due non pas à une mauvaise gestion mais au capital de départ insuffisant (totallement investi dans la production de 5 livres). Il faut dans les plus brefs délais la somme de 50000 F. Ces difficultés financières qui touchent l'ensemble des sociétés de presse ou d'éditions qui ne vivent pas de travail commercial ou publicitaire peuvent être surmontées si nous nous mobilisons pour soutenir la pensée sauvage.

Comment et sous quelle forme ?
- d'abord en faisant connaître autour de vous le travail de l'édition.
- en soutenant financièrement la pensée sauvage par des dons ou des prêts ; chèques à l'ordre de Bernard Molle.
- en venant nous voir et discuter avec nous de vos projets et de vos idées.
Contact : Bernard Molle à la librairie de l'Université ou à Claix, rue Humbert II tous les après-midi de 15 H 30 à 19 H 30 tel 98.04.14.
Collectif de soutien aux éditions «La Pensée Sauvage» B.P. 11 38640 Claix.

50

LE PETIT CAFARD DES FALAISES

Journal de la lutte à Flamanville et à La Hague (Manche).
Le N°6 est paru. Au sommaire :
- dossier sur les paysans et le nucléaire
- informations toujours aussi croutillantes sur le mauvais fonctionnement de l'usine de La Hague.
- informations habituelles sur le déroulement de la lutte dans la Manche.
Abonnements-diffusion : Christine Carliou, école d'Hérengeville 50560 Quetteville/Sienne (35 F, le n° 3 F).
Brochure «La belle vacherie de La Hague», 5 F disponible au C.C.P.A.H., BP 126, 50100 Cherbourg.

75

ALTERNATIVE NUMERO 2 : LA PRESSE D'EXPRESSION LOCALE

Pour la presse locale, il ne s'agit pas de rapporter des «nouvelles» mais d'être le lieu d'un débat dans le mouvement social qu'occulte le système de la presse. Ceci n'est possible qu'en changeant radicalement le mode de production des journaux. Dans ce deuxième dossier d'Alternatives, la presse locale interroge et s'interroge. 160 pages sur la vie locale, les rapports à la «grande presse», le mode de production en rupture et l'irruption de ces journaux dans le débat social. En annexe, un catalogue de quelques dizaines de journaux, trop longtemps cités comme «parallèles». 28 F (30 F par correspondance, abonnement annuel 80 F). Déjà paru : N° 1 Face à Femmes. Alternative 36 rue des Bourdonnais 75001 Paris Tel 233 08 40

Administration:
BP 26, 71800, La Clayette.

Directeur de publication:
Georges Didier.

ABONNEMENTS:
150 à 250 francs suivant vos revenus (160F minimum pour l'étranger. Pour tarifs par avion, nous consulter). 75F pour cas sociaux patentés, authentiques fauchés, objos, insoumis, taulards. Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de: Les Editions Patatras, BP 26, 71800, La Clayette.

Réabonnements:
Joindre la dernière bande et 2F en timbres

Correspondance:
Préciser sur l'enveloppe: abonnement, réabonnement, réclamation, librairie, rédaction. Pour obtenir une réponse, joindre un timbre à 1F.

LA GUEULE OUVERTE
COMBAT NON VIOLENT



N plus 1 tout d suite l'enfer suburbain



RECTIFICATIFS

1°) «région parisienne» est un terme impropre; il faut dire et écrire: «Ile de France».

2°) 78, «banlieue richarde», tu parles! Les banlieusards de Sartrouville et Houilles, par exemple, ont dû la trouver bien bonne... Se méfier des généralisations rapides et donc inexactes.

3°) 95 «banlieue ressemblant à tout à la fois». Il serait plus juste de dire: a-Couronne Sud-est du département = banlieue. b- Vallée de Montmorency + Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise = en voie de banlieusardisation assez rapide (hélas!) c-Plaine de France (Nord-Est) et Vexin français (toute la moitié ouest du département) = campagne.

4°) On peut donc distinguer deux types de départements en Ile de France:

- La Petite Couronne: Seine-Saint-Denis, Val de Marne, Hauts de Seine, ce que j'appelle vraiment la banlieue, pas de transition avec Paris.

- Et les autres: Val d'Oise (Sud-Est = banlieue), Seine et Marne (Ouest = banlieue),

Essonne (Nord = banlieue), Yvelines (Nord-Ouest = banlieue), c'est la campagne.

5°) La Biscotte essaye de rassembler pas mal de monde sur le Val d'Oise. C'est un mensuel de contre-info, ouvert à tous ceux qui veulent et voudront bien y participer (articles, maquette, diffusion). L'adresse exacte est: La Biscotte du Val d'Oise 25 Grand Rue, 95460, Ezarville.

GRANDE FÊTE BISCOTTE LE 9 DECEMBRE, à TAVERNY.

6°) N.O.R.P.: coordination écologique Nord-Ouest région parisienne. Réunion tous les mois à la MJC de Houilles (prochaine réunion, vendredi 2 décembre à 21 heures). secrétariat: J.P. Favris, 37, rue Sœur Angèle, 95210, Saint Gratien. T.: 417 28 90.

Groupes participant à la N.O.R.P. 78: Chatou, Meulan, Mantes, Vaux sur Seine, Maisons Laffitte, Saint-Germain, Sartrouville, Houilles, Conflans Sainte Honorine.

92: Rueil-Malmaison.

93: Epinay.

95: La Biscotte du Val d'Oise, Garges les gonnes, Argenteuil, Comité Ecologique du Parisien

J.-P. Favris

ADRESSES

91
GSIEN, 2, Allée François Villon, 91400, Orsay.

Coopération avec la Nature, 26 route de Liers, 91220, Le plessis Paté.

C.S.O.C., Communauté du Levain, 7, grande rue, Mondeville, 91590, La Ferté Allais.

Nature et Progrès, 3, Chemin de la Bergie, 91700, Sainte Geneviève des Bois.

PRIS DANS LA MASSE

NUCLÉAIRE

Il y a bien eu une catastrophe nucléaire en URSS en 1958. Des oiseaux ont été examinés, porteurs de traces de strontium 90. Source: le savant soviétique dissident Jaurès Medvedev.

Mardi 9 novembre dernier, les membres du comité de défense contre la centrale nucléaire de St Maurice-St Alban ont bloqué de 14 H à 17 H des camions de la Société des Grands Travaux de Marseille qui procèdent à des stockages de graviers pour le compte d'EDF.

Cette action a été déclenchée pour appuyer une nouvelle demande faite au sous-préfet de Vienne de faire cesser les travaux entrepris pour le site nucléaire.

Ces travaux (stockage de graviers, sondages, piquetages, abattages d'arbres fruitiers, etc.) sont en effet illégaux puisque le conseil d'état n'a pas encore déclaré l'utilité publique de cette centrale. Ici comme à Cruas-Meysses et sur les autres sites, EDF impose ses propres lois.

La SNCF a passé commande, par marché du 29 août 77, avec Fauvet-Citrel (ateliers de Lille et d'Arras) de trois wagons destinés au transport des châteaux d'EDF livrables de février à mars 78 (vie du rail du 30 octobre 77).

Suite à la découverte de graves défauts dans les systèmes de sécurité des centrales, l'Union des scientifiques conscients a demandé l'arrêt immédiat des réacteurs non indispensables à l'approvisionnement électrique du pays (USA).

Vingt et un manifestants antinucléaires devront payer 5385 marks chacun pour les frais d'éviction le 9 août dernier d'un demi-millier de manifestants écologistes qui occupaient les abords du chantier de construction de la centrale nucléaire de Brockdorf (RFA).

L'Ile de France, le gruyère du nucléaire. Six sites sont à l'étude par EDF: Nogent sur seine (10), Achères (78), Barbey (77), Villemanoché (89), Bazoches les bray (77) et Ormev (Marne). Bientôt l'étude d'impact!

Plus de Quarante mille syndicalistes ont manifesté, jeudi 10 novembre, à Dortmund, en faveur de la création de nouvelles centrales nucléaires et thermiques en RFA, seule façon, selon eux, de venir à bout de la crise de l'emploi dans leur pays.

SCIENCE

Les manipulations génétiques continuent: on a réussi à produire

une hormone en transplantant un gène dans une bactérie.

CATASTROPHES

37 personnes au moins ont été tuées et plusieurs dizaines blessées lors de la rupture d'un barrage, dimanche 6 novembre, près de Toccoa (George, USA).

Un train a explosé dans une gare en Corée du sud. Un gardien du train se serait endormi avec une bougie allumée alors qu'il se trouvait dans un wagon bourré d'explosifs. Il y aurait eu une centaine de victimes.

PROTECTION DE LA NATURE

Des enfants ont proposé à Giscard l'échange de son fusil contre une caméra. On les a éconduits en leur affirmant le caractère diplomatique des chasses du président. Lire «Un chasseur nommé Giscard» par Jean Jacques Barloy et Françoise Gaujour. Editions Alain Moreau.

Dans le Val d'Oise, les écologistes viennent de faire classer «site pittoresque» la vallée de l'Epte. Ce jugement a été rendu contre les Sablières, entreprise d'exploitation des sables et graviers. Les agriculteurs sont déçus: ils escomptaient des «concessions de forage».

RÉPRESSION

Les leçons d'éducation sexuelle sont criminelles! Un éducateur risque les assises pour avoir montré son pénis à deux enfants de treize ans pour le comparer au leur et, simuler une masturbation.

A Vitry, trois policiers interpellent deux jeunes circulant à cyclomoteur. Ils veulent vérifier leurs papiers. C'est une quarantaine d'adolescents qui leur tombent dessus.

Réactions:
- La mairie (communiste) proteste contre l'insuffisance des effectifs policiers (il paraît qu'ils sont tous employés pour la répression des travailleurs)

- Les adultes encouragent les policiers quand ils viennent ensuite interpellé d'autres jeunes.

- Les jeunes sont maghrébins pour beaucoup d'entre eux.

- L'environnement: du béton...

Simone Veil présidera donc le Conseil d'information sur l'électro-nucléaire. Il s'agit bien sûr de faire cautionner le programme nucléaire par celle qui reste le plus populaire de tous les ministres depuis le vote de la loi sur l'avortement. Mais dans l'affaire elle pourrait bien perdre la popularité en question...

POLLUTION

Procès de la pollution «accidentelle» du Rhône par PCUK, suite et fin (cf GO/CNV 179). Le PDG de PCUK échappe aux foudres de la justice. Le directeur de l'usine de Pierre Bénite, Monsieur Jacques Behr, est condamné à 5000 F d'amende et 4000 F de dommages et intérêts, dont la moitié pour l'UFC du Rhône. N'empêche, pour 360 tonnes de poisson crevé, c'est pas cher.

Mémoires d'un ENRAGÉ (ch.6)



« L'aide aux plus démunis repose depuis toujours sur une notion d'ordre public »
(Libération du 9/3/77)

POTION magique: appuyez sur le bouton Parquet; appuyez sur le bouton: juge; appuyez sur le bouton: secteur. Résultat obtenu: un Juge pour enfants... Le mien, c'est S. Il me dévisage, attend de moi une réponse, une parole, un signe: Ça me donne de l'importance, tout à coup. Ils sont quatre suspendus à mes lèvres: que de soudaine attention!

A part S., il ya mes vieux et l'assistante sociale de Pantin, assis dans ce bureau étouffant et cafardeux du tribunal de Bobigny. Pourquoi ai-je fait toutes ces conneries? C'est la question du jour. Même l'assistante sociale qui devrait connaître son boulot, sèche sur les mobiles profonds... C'est une vieille connaissance, l'assistante: notre première rencontre avait eu lieu dans le bureau d'un office quelconque d'aide à l'enfance inadaptée de Pantin: J'étais accompagné de mon vieux qui restait dans le salon tandis qu'elle me faisait pénétrer dans son antre. Elle développa des tas d'astuces pour me mettre à l'aise, sourires par ci, bonbons par là... Puis tout de suite, sans que ça se remarque trop, rusée, elle attaqua le vif du sujet. Comment sont mes parents avec moi, qui je préfère des deux, s'ils se disputent un peu, beaucoup, à la folie, pas du tout, s'il ya des préférences entre les mômes, si papa ou maman préfèrent le Sidi Brahim à la limonade, si papa se promène des fois avec de belles madames, si maman invite de beaux messieurs, si j'ai beaucoup de copains, leur nom, leur âge, leur adresse... elle ne s'arrête qu'à la marque du slip!

Non mais, pour qui se prend-elle, celle-là? La Grande inquisition, c'était bon au Moyen Age. Refoulant ma répugnance devant ses procédés, je la fixe, je l'écoute et, pour ses procédés, je l'admire. C'est vrai aussi qu'elle est mignonne, avec ses grands yeux verts et ses cheveux châtain tirés sur un chignon gros comme une pastèque et ses lèvres miaïria. Doit tourner autour des vingt deux ans: une débutante. Le bureau en noyer ne m'empêche pas d'apercevoir un soutien gorge rose pale coïquant des petits seins en forme de poire...

Elle, fatiguée par son monologue, change de tactique. Elle me fournit des crayons de couleur et du papier à dessin, me demande de dessiner ce que je veux. Moi, j'ai toujours aimé ça, le dessin. Je ne sais plus ce que je lui ai pondé, mais j'en étais fier. Avec ça entre leurs sales pattes, paraît que les psychiatres peuvent vous dire la couleur du cheval blanc d'Henri IV. Ensuite, elle me fait jouer avec les cubes, me demande de disposer en ordre sur la table et chronomètre le temps nécessaire pour cette opération. J'ai plutôt envie de les lui envoyer à travers la gueule, lui dire que si j'étais trop jeune pour 68, je peux toujours inaugurer 70! D'après le temps que vous passerez sur les petits cubes, on déterminera l'intensité de votre angoisse face à un handicap, et si cette angoisse ne camouflerait pas l'éventualité d'une araignée au plafond...

Pour ce jour là, ça suffisait. On me remit entre les mains de papa et, à la semaine prochaine! Ces conneries dureront trois semaines. Ensuite, chacun leur

tour, les vieux s'entretenaient en tête à tête avec l'assistante: Maman déclare que tout est la faute du vieux, qu'il est jaloux comme un tigre, même de ses enfants, qu'il est hyper nerveux depuis la guerre d'Indo où il a mal supporté la mélodie des obus au point qu'aujourd'hui, chaque fois qu'une mouche pète, il s'arrache une poignée de tifs. Et puis il n'est pas sociable. La preuve: sa première femme l'a quitté. Si maman, épouse dévouée et soumise, s'obstine à vivre avec lui, c'est à cause des enfants, pauvres victimes innocentes. C'est une sainte, ma vieille, parole!

Pour le vieux, c'est la faute à la mère qui fait trop de préférences entre ses mômes. Pourtant, malgré tout, il ne comprend pas ce qui m'arrive. Il est pourtant bien, chez nous, Thierry? Il est aveugle, mon vieux, parole!

Pour démêler ce sac de noeuds, l'assistante veut se rendre compte sur place. Elle se présente plusieurs fois à la maison. On discutait devant les vieux sur les questions de fond. Par exemple.

- Ça va, l'école?
- Ouais...
- Tes camarades sont gentils avec toi?
- Ouais...
- Et tes professeurs aussi?
- Ouais...

Puis, on allait faire un tour pour suivre cet intéressant (vous l'aurez remarqué) échange de propos. Mes vieux, ils aimaient pas ces messes basses. S'imaginaient que je bavais sur eux à n'en plus finir. J'en rajoutais, c'était sûr! J'étais un fumier, mais de toutes façons ils auraient ma peau en se débarrassant de moi... Ils en arrivaient déjà à regretter leur démarche auprès du tribunal de Bobigny. Cette histoire, avec une assistante sociale trop curieuse, prenait un tour inattendu, déplacé. D'ici qu'elle lui donne raison!.. Tu as vu comme elle devient distante après chaque visite, comme elle nous regarde durement! qu'est-ce qu'il peut bien lui dire?

Quant à moi, bien au contraire, je restais très évasif devant un questionnaire trop précis, détournais la conversation du sujet que je n'aimais pas. Mon but n'était pourtant pas de protéger mes parents. Eux, je m'en foutais: ils se débarrassaient de moi, ne cherchaient même pas à me comprendre, pourquoi avoir la reconnaissance du ventre? Non, simplement, je n'admettais déjà pas qu'on fouille dans ma vie privée, même si, apparemment, c'était pour mon bien... Il ne me restait que ça: moi! On ne pouvait pas me le confisquer. Et puis une autre chose m'effrayait: la hantise qu'à travers les tests, ils ne découvrent mes «goûts pervers».

Alors, hein, quelle utilité de bavé sur mes vieux? Elle le voyait bien, la non assistante à social en danger, que quelque chose clochait... La preuve, c'est que dans ce bureau cafardeux, étouffant, du tribunal de Bobigny, S. vient de décider mon placement au Centre d'Observation d'Anet sur Marne pour quelques mois...

Ça fait plus de cinq ans que ça dure, ces conneries!

(à suivre)

MANDRIN

A « La Littorale » de Béziers, LA MORT EN GRÈVE

SUITE DE LA PAGE 20

POUR la population de Béziers, les choses ne se présentent guère mieux. L'usine est à la fois un facteur constant de pollution et un danger potentiel colossal. L'éventualité d'un accident à l'usage, au stockage ou au transport (de Fos à Béziers par camions) du MIC plane sur la ville comme une terrible menace. L'usine se trouve à quelques centaines de mètres seulement du quartier de la Devèze, près de 15 000 habitants. Dont nombre d'ouvriers de la Littorale, au reste.

La pollution constante est double: MIC et aldicarbe. L'usine est équipée d'un système de régénération d'air; mais à cause du MIC tout le monde pleurerait à proximité de l'exutoire. La direction a fait mettre une cheminée... Mais surtout, un fait est inquiétant: on a retrouvé des quantités non négligeables d'aldicarbe sur les filtres de la climatisation d'une usine voisine, l'AOIP (Association Ouvrière d'Instruments de Précision), située à environ 150 mètres de la Littorale. Un ouvrier d'une toute petite entreprise proche de l'AOIP, la SLPM, raconte que pendant une semaine en Août, son usine était sous le vent de la Littorale: c'est facile à savoir, ça pue la pourriture dans ces cas-là (ce n'est ni le MIC ni le Témik, mais le bassin de décontamination... pas très agréable, mais inoffensif). Pendant toute cette semaine, les ouvriers de la SLPM avaient des diarrhées et des envies de vomir: symptômes d'un début d'empoisonnement à l'aldicarbe. A 150 mètres aussi de la Littorale, sous un autre vent très fréquent, le Grec, se trouve le marché-gare de Béziers. Vos fruits et légumes radicalement débarrassés de tous insectes...

On comprend donc que ça remue quelque peu autour de cette usine. C'est à l'occasion de la campagne électorale des municipales que se crée le comité de lutte contre la pollution, qui autour de quelques écologistes convaincus regroupe des dizaines d'habitants de la Devèze. Tous les candidats promettent qu'on refera l'enquête *commodo & incommodo* de l'usine, ce que réclame le comité, soutenu par la Confédération syndicale du Cadre de Vie et le Groupe Action Entraide Animation de la Devèze. Pierre Brousse, ex-radical de gauche passé à droite, ancien ministre, est battu en mars. Paul Balmigère, député communiste, le remplace, à la tête d'une liste d'Union de la Gauche. C'est alors seulement qu'il constate qu'il n'est pas en son pouvoir que l'enquête *commodo & incommodo* soit reprise...

Le comité ne se décourage pas pour autant. Le 28 avril il rencontre la direction de la Littorale, et comme il dispose par ailleurs de documents «Union Carbide» sur le MIC et l'aldicarbe, il se rend compte qu'on tente de lui bourrer le mou. Une semaine plus tard, le film de cette entrevue doit être projeté devant plus de 500 personnes lors d'un meeting que le comité organise. Mais

la soirée est perturbée par l'irruption d'une bonne centaine d'ouvriers et de cadres de la Littorale, qui craignent d'être mis au chômage «si les écologistes parviennent à empêcher le démarrage de la fabrication du Témik». Heinz Trautmann, PDG de la Littorale, leur a donné un congé d'une heure tout exprès... il a su, aussi, regrouper les ouvriers dans un «Comité de défense de l'entreprise»... Les temps sont durs pour les écologistes, qui réussissent cependant à éviter la casse ce soir-là.

Ce problème du chômage, très critique à Béziers comme dans tout le midi, est naturellement au cœur du débat. Lors de sa dernière Assemblée générale, le comité de lutte contre la pollution s'est nettement prononcé pour la «reconversion» de la Littorale, c'est-à-dire la fermeture de l'usine Témik. Il est vrai qu'il dispose d'un argument de poids: la Littorale crée du chômage! En effet, «tant que la Littorale incommodera par ses poussières et son odeur toxiques les ouvriers de l'AOIP, la direction de cette usine a décidé de bloquer les nouveaux investissements qui devaient créer 200 nouveaux emplois. Autrement dit, pour les 120 emplois suicidaires de la Littorale, voilà 200 emplois de moins à l'AOIP. D'autres projets n'aboutiront pas à cause de cette dangereuse usine: l'EDF transport, actuellement à Saint-Affrique, refuse de s'installer à la zone industrielle, etc...»

La pollution industrielle obstacle à la création d'emplois: c'est aujourd'hui un cas isolé, qui pourrait bien pourtant devenir exemplaire; et pour cela l'affaire de Béziers ne manque pas d'intérêt.

LA situation, - et les états d'esprit - évoluent rapidement à Béziers. Ceux-là même qui voulaient «casser de l'écolo» en avril mènent aujourd'hui une grève déterminée. Ils ne veulent «ni chômage, ni pollution», mais beaucoup pensent qu'on ne peut pas fabriquer de Témik en toute sécurité, et que de toutes façons «cette usine est pourrie, et si les écologistes la font fermer, ma foi tant pis!» En septembre, la direction pouvait, sans créer de remous, licencier Pierre Carrières, un ouvrier soupçonné de renseigner le comité de lutte contre la pollution. Aujourd'hui, sa réintégration est l'une des revendications des grévistes. A la suite de l'accident de septembre, la municipalité de Béziers pond un communiqué reprenant la thèse patronale de la «faute professionnelle des intoxiqués»! Aujourd'hui, les socialistes biterrois «formulent l'avis qu'une reconversion de la Littorale dans la fabrication de produits moins dangereux pour tous, serait une des solutions susceptibles de ramener l'apaisement souhaitable» (Le Midi Libre du 9/11/77). Les communistes restent plus prudents; ils portent une double croix. D'abord parce que la Littorale s'est installée dans une zone industrielle intercommunale avec le double aval de Brousse et de la municipalité communiste de Villeneuve-lès-Béziers. Ensuite parce que «l'affaire Fouga» est encore dans de nombreuses mémoires. L'entreprise Fouga fabriquait notamment du matériel militaire utilisé par les Français en Indochine. Quand elle dut fermer ses portes, en 57 ou 58, la direction fit porter le chapeau aux communistes de l'entreprise, qui sabotaient régulièrement ledit matériel militaire. Ce qui est tout à leur honneur... mais les communistes d'aujourd'hui n'en semblent pas conscients...

Aux dernières nouvelles, le patron aurait négocié avec... 11 chefs d'ateliers non-grévistes! Il aurait promis qu'aucun ouvrier ne travaillerait plus au Témik avant que d'importantes modifications de l'usine n'aient eu lieu. Il propose en outre de remplacer les 3x8 par des 4x6 afin de limiter le temps d'exposition des hommes aux produits chimiques... Une sorte d'aveu... La grève n'en continue pas moins, les ouvriers réclamant qu'on ne trouve plus aucune trace ni dans leurs urines, ni autour de l'usine; ils veulent de plus que les analyses soient faites par un labo indépendant de la Littorale; ils veulent enfin qu'il n'y ait plus de MIC rejeté dans l'atmosphère. Les grévistes devaient tenir un meeting mardi 15 novembre à Béziers, où le comité de lutte contre la pollution est invité à prendre la parole. Visiblement, les relations entre travailleurs de la Littorale et écologistes s'améliorent à grands pas.

La grève semble bien partie pour durer. On chuchote même que... et peut-être que... A suivre dans votre Libé habituel, le journal qu'on lit en attendant la GO-CNV!

CI-GÏT LA RÉFORME PÉNITENTIAIRE (Suite)

On savait déjà que les prisons étaient des zones de non-droit. On savait en particulier que certains journaux (le CAP, Libé et parfois...GO/CNV) y étaient interdits et ce malgré les recommandations de la circulaire de 1975 (voir GO/CNV 180). Mais, bêtement, on espérait qu'une dénonciation de telles pratiques ar...aires obligerait le garde des sceaux... à respecter la loi par les directeurs d'établissements pénitentiaires.

Et bien non! Telle n'est pas la volonté d'Alain Peyrefitte, l'actuel ministre de la Justice. Constatant une contradiction entre la pratique pénitentiaire et les textes réglementaires, il propose, comme «solution», d'étendre tout simplement aux publications la réglementation déjà appliquée à la correspondance des détenus et qui permet d'écarter le courrier recelant des «menaces précises contre la sécurité des personnes ou des établissements»!

Logique fantastique et dangereuse que celle qui permet à l'abus d'avoir force de loi.

Marc Thivolle
P.S: Je ne peux que conseiller au garde des sceaux la lecture d'un ouvrage qui devrait lui permettre de développer de saines réflexions sur la pratique de l'administration qu'il dirige. son titre: «Le Mal Français». Son auteur: Alain Peyrefitte.

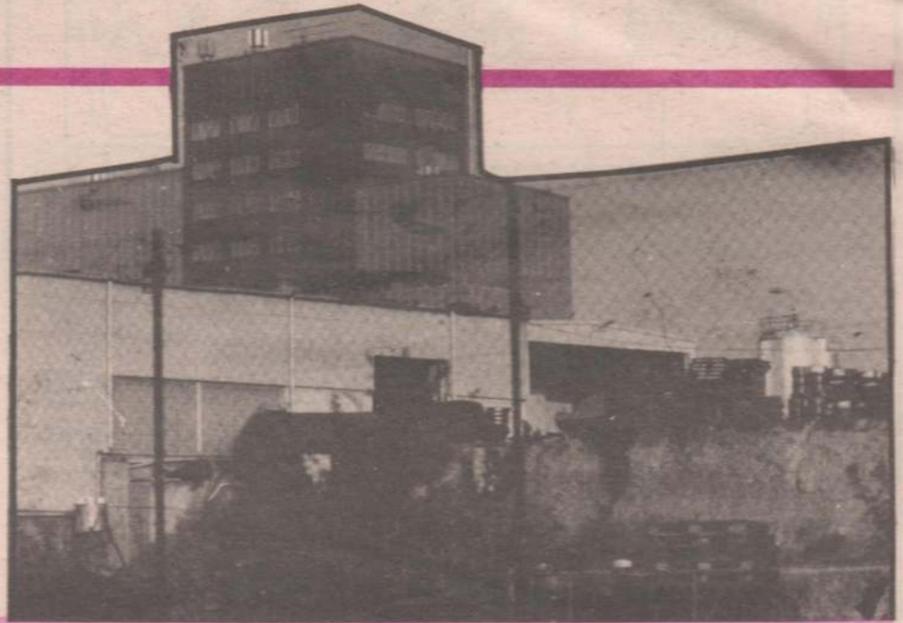
LA MORT EN GRÈVE

Personne ne s'y attendait à Béziers, quand la totalité des 200 ouvriers de l'usine La Littorale se sont mis en grève le 7 novembre dernier, entraînant avec eux quelques cadres. Le lendemain, un tract distribué sur les marchés biterrois expliquait le pourquoi de cette grève : « 4 accidents dans le mois, c'est trop ! PREMIER OBJECTIF : Des conditions de sécurité réelle qui évitent les accidents et les intoxications comme ceux dont ont été victimes nos collègues. Ces accidents ont déterminé l'équipe du matin à débrayer à 10 h 30 et celle de l'après-midi à ne pas reprendre le travail. Les travailleurs de la Littorale ne veulent plus de trace d'aldicarbe dans leurs urines, tant qu'aucune garantie officielle ne leur sera donnée sur les effets à long terme. DEUXIÈME OBJECTIF : L'ouverture de négociations effectives sur les salaires. Aucun salaire en

dessous de 2400 F nets; augmentation de 300 F de tous les salaires. Avec des bénéfices de 10 F par kilo de Témik, la Littorale peut payer. TROISIÈME OBJECTIF : Prouver à la population que nous ne sommes pas dupes des déclarations de la direction sur la sécurité et la nécessité d'appliquer le plan Barre ».

Une grève tout à fait axée sur la sécurité; les revendications salariales elles-mêmes s'y rattachent, les ouvriers voulant gagner assez pour pouvoir résister à l'attrait des primes qui leur sont octroyées quand ils acceptent des tâches qui les mettent en danger.

Heinz Trautmann, PDG de la Littorale, refuse de négocier tant que les piquets de grève ne sont pas levés et que le travail n'a pas repris...



LA LITTORALE est une vieille entreprise biterroise spécialisée dans la fabrication d'engrais et de divers produits utiles à la viticulture. Une entreprise comme beaucoup d'autres, sans problèmes... jusqu'à son rachat en 1967 par le trust multinational américain « Union Carbide », 106 000 employés de par le monde. Union Carbide fabrique des carbamates, poisons dangereux utilisés comme pesticides dans l'agriculture. Parmi ceux-ci, le TÈMIK, « produit-miracle » contre les pucerons et autres saletés de N... de D... de m... de bestioles qui prolifèrent notamment parmi nos superbes betteraves à sucre et néanmoins industrielles du nord de notre douce France. Efficace au point qu'on se demande bien comment on a pu faire pousser de la betterave sucrière, avant.

Poison pour les petites bêtes, le Témik l'est tout autant pour les grosses. 70 mg d'aldicarbe - sa matière active - peuvent tuer un homme de 70 kg. Bref, c'est le pesticide le plus toxique au monde. Inhibiteur des cholinestérases - des enzymes -, il agit sur le système nerveux, détruisant d'abord les fonctions semi-réflexes : diarrhées, vomissements, non-contrôle des sphincters sont les premiers symptômes d'un empoisonnement à l'aldicarbe. Heureusement, si les doses restent faibles, on se remet assez rapidement... du moins en apparence : le Bureau International du Travail affirme en effet qu'« On a de bonnes raisons de penser que les vrais dangers des carbamates seraient d'ordre cancérigène et génétique ».

Restent à la direction de la Littorale deux arguments pour sauver le Témik de la vindicte publique : « L'aldicarbe est biodégradable au bout de quelques mois; il n'y a donc plus de poison dans les betteraves au moment de la consommation, il n'y a donc pas de concentration du poison le long des chaînes alimentaires ». Ça semble vrai, et par rapport au D.D.T., quel progrès ! Le second argument : « Le Témik n'a jamais posé de problèmes à l'utilisation ». Mais ça, c'est faux. Simplement, la direction de l'usine a caché au public et aux officiels (Commission d'homologation, etc...) tous les cas de contamination dont elle a eu connaissance, comme celui de ses ouvriers agricoles immigrés des grandes roseries de la Brie. Qui le dit ? Le cadre de l'usine alors chargé de l'homologation du produit (et donc de ces mensonges) : Jean-Michel Villeroux. Il a aujourd'hui décidé de dire ce qu'il sait, et participe activement à la grève. Il est délégué syndical (CGT).

L'aldicarbe n'est pas seule en cause. Elle est fabriquée à partir d'un produit non moins dangereux : le Méthyl isocyanate, MIC pour les intimes. Mieux vaut ne pas l'être trop, intime : la concentration maximale à ne pas dépasser pendant huit heures (tlv) est de 0,05 mg par m³ d'air. Autrement dit le MIC est mille fois plus toxique que le monoxyde de carbone (TLV 55 mg/m³). La Littorale utilise 300 tonnes de MIC par

an, et en stocke 55 000 litres. Le MIC se décompose en cas d'incendie en dégageant des gaz toxiques tels que le cyanure d'hydrogène et l'oxyde nitrique. L'échauffement peut produire une décomposition avec risque d'explosion toxique. Le MIC liquide empoisonne par inhalation, ingestion ou contact. Il bout à 40°C. Les vapeurs sont plus lourdes que l'air. Candidats à l'œdème du poumon, essayez le MIC. Résultat garanti



Jean-Michel Villeroux donnant des explications à la presse (Photo GO-CNV)

DANS quelles conditions de sécurité pour les ouvriers de la Littorale sont manipulés le MIC et l'aldicarbe ? Côté MIC, la consigne de sécurité dans l'usine est simple : « Quand vous pleurez, vous partez ». Chômeurs, engagez-vous à la Littorale comme détecteurs de MIC ! Ce qui est amusant, c'est que le MIC est lacrymogène à partir de 1 mg par m³ d'air, alors que la dose maximale admissible est de, rappelons-le, 0,05 mg. Pas de quoi s'affoler : si les ouvriers pleurent (et ils pleurent souvent dans cette usine), ça prouve qu'ils sont encore en vie, non ? Comme devait le dire M. Dupont, directeur du Laboratoire, « On ne peut pas mourir sans s'en apercevoir ». Joli, pas vrai ?

Des détecteurs de MIC sont pourtant en place. Mais il a fallu les mettre hors d'usage, ils déclenchaient l'alarme sans cesse. Sans doute parce que, trop peu sélectifs, toutes sortes de vapeurs autres les déclenchaient aussi. Des détecteurs plus précis sont attendus des USA depuis longtemps. Visiblement, la direction de l'usine n'a pas jusqu'ici cherché à presser le mouvement. « Parce que ces détecteurs sont trop chers, comme le dit le patron, ou parce qu'ils "détecteraient" tout le temps ? » demande Michel Saule, autre cadre gréviste, adjoint technique de fabrication du Témik.

Entre 72 et 77, le Témik est simplement conditionné à la Littorale, en provenance des États-Unis. Depuis 72 pourtant on trouve des résidus d'aldicarbe dans les

urines des travailleurs. Depuis la mise en route de la fabrication du Témik en juillet 77, deux accidents ont déjà eu lieu, contaminant à chaque fois deux ouvriers. La direction a naturellement tenté de rejeter la responsabilité des accidents sur des « fautes professionnelles » des ouvriers. Thème plus ou moins admis pour le premier accident, survenu en septembre : les ouvriers intoxiqués avaient en effet ôté leurs cagoules protectrices (sans quoi, pour des raisons d'accessibilité, ils n'auraient pu remplir leur tâche). Mais aucune explication semblable, même boiteuse, n'a pu être trouvée pour le second accident; tous les ouvriers savent d'ailleurs que les cagoules et masques ne protègent que très imparfaitement. Quand les ouvriers apprirent ce second accident, ce fut la révolte et la grève surprise.

Pourquoi ce choix du gypse ? Le prétexte invoqué par la direction est la difficulté de se procurer de la raffale de maïs en France. La véritable raison est tout autre. L'usage de l'aldicarbe se trouve fort discuté au sein de la Commission d'Étude des Toxicités, sous-commission de la Commission d'Homologation du Ministère de l'Agriculture.

Bref, seule une autorisation provisoire, valable 5 ans, fut donnée à La Littorale en 1972 pour la commercialisation du Témik. Il s'agissait donc de Témik sur raffale de maïs simplement conditionné à Béziers. Au bout de cinq ans, cette autorisation provisoire devait devenir homologation définitive ou interdiction, sans possibilité légale de reconduction. Hésitant - à juste titre ! - devant une homologation, la Commission tourna la difficulté en délivrant une auto-



Les bons côtés de la grève (Photo GOCNV)

De nombreuses études toxicologiques ont été faites sur l'ingestion du Témik, mais pratiquement aucune sur son inhalation. Or c'est surtout l'inhalation qui est la voie de contamination des ouvriers produisant le Témik. Tout particulièrement dans l'usine de Béziers. Pourquoi ? L'anecdote en vaut la peine.

Le Témik est commercialisé sous forme de micro-granulés : on en trouve 3000 par gramme. C'est dire si la poussière est partout présente. Dans les autres usines de Témik (en Floride et en Inde), le support inerte de ces micro-granulés est fait de raffale de maïs concassée, sur laquelle est pulvérisée l'aldicarbe, puis une résine liante qui interdit au poison de se désolidariser dangereusement de son support. Le Témik biterrois est fait, lui, de gypse concassé, ce qui impose une pulvérisation commune de l'aldicarbe et du liant. D'où une poussière bien plus empoisonnée.

risation provisoire à un « autre produit » : toujours du Témik, toujours de l'aldicarbe, mais fixée cette fois sur du gypse. Autrement dit, par crainte d'homologuer un produit qu'elle sait dangereux, la Commission ad hoc a autorisé pour cinq ans un produit aussi dangereux à l'usage et plus à la production. Mais pour monter une pareille combine, direz-vous, il faut que le Président de la Commission d'étude des Toxicités et le PDG de La Littorale soient bons amis, non ? Renseignements pris, vous avez raison : MM. Truhaut et Trautmann sont bons amis.

SUITE PAGE 19